



ATLAS DES MNT REDUISONS LES ECARTS EN MATIERE DE MNT GRACE A L'ACTION DE LA SOCIETE CIVILE

Initiatives d'Alliances nationales et régionales
sur les MNT





Édité par l'Alliance sur les MNT, 2020

Les opinions exprimées sont celles des alliances sur les MNT ayant contribué et ne sauraient représenter celles de l'Alliance sur les MNT

Publié par l'Alliance sur les MNT
Conception et mise en page: Mar Nieto

Alliance sur les MNT, janvier 2020



Alliance sur les MNT
31-33 Avenue Giuseppe Motta,
1202 Genève, Suisse

www.ncdalliance.org

ATLAS DES MNT
RÉDUISONS LES ÉCARTS EN MATIÈRE DE MNT
GRÂCE À L'ACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
Initiatives d'Alliances nationales et régionales sur les MNT



Table des matières

Sigles et acronymes	6
Liste des illustrations et tableaux	7
Remerciements	8
Résumé	9
Contexte	10
Synthèse des principaux résultats	12
• Résultats clés	14
PARTIE I	16
Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT	16
I. Méthodologie de l'enquête	16
II. Profil des alliances sur les MNT	18
III. Axes de programmation des alliances sur les MNT	24
IV. Perspectives des alliances sur les mnt sur les éléments habilitants et les obstacles pour Réduire les écarts dans l'action en matière de MNT	29
V. Obstacles et besoins supplémentaires pour réduire les écarts de l'action en matière de MNT	44
VI. Réduisons les écarts dans l'action en matière de MNT : Implications pour une riposte aux mnt accrue	46

PARTIE II **51**

Alliances nationales et régionales sur les MNT qui Réduisent les Écarts dans l'action en matière de MNT **51**

Case studies 52



SAUVER DES VIES GRÂCE À DES POLITIQUES ET DES SOLUTIONS TRANSFORMATRICES **53**

Influencer la communauté d'Afrique de l'est en faveur d'un cadre régional sur les MNT 54

Agir en justice pour empêcher la promotion du tabac auprès des consommateurs latino-américains 57

Plaidoyer en faveur d'une loi sur la lutte contre le cancer aux Philippines 60

Contrecarrer les manœuvres de l'industrie visant à éviter l'adoption de la loi anti-alcool au Vietnam 63



SUSCITER LA DEMANDE À TRAVERS DES MOUVEMENTS SOCIAUX TRANSFORMATEURS ET DES VOIX DE CHANGEMENT **66**

Travailler avec une banque pour la sensibilisation et le dépistage des mnt au Cameroun 67

Impliquer les personnes vivant avec des mnt et les jeunes dans le plaidoyer autour des mnt en Inde 70

Équiper les jeunes pour le plaidoyer autour des mnt en Slovénie 73

Éduquer les filles et les femmes aux mnt liées à la santé reproductive en Tanzanie 76



ACCROÎTRE LA RESPONSABILISATION GRÂCE À UNE GOUVERNANCE TRANSFORMATRICE ET INCLUSIVE **79**

Sensibiliser le grand public et les juristes au procès en responsabilité du fait du tabac au Brésil 80

Construire un cadre de responsabilisation pour les politiques sur l'obésité infantile dans les Caraïbes 83

Obtenir des engagements liés aux MNT de la part des candidats aux élections Mexicaines de 2018 87

Sigles et acronymes

AFRO	Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique
CdI	Conflit d'intérêts
OSC	Organisations de la société civile
EMRO	Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale
EURO	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe
CCLAT	Convention-cadre pour la lutte antitabac
PRE	Pays à revenu élevé
PFR	Pays à faible revenu
PRFI	Pays à revenu faible et intermédiaire
MdS	Ministère de la Santé
MNT	Maladies non transmissibles
NCDA	Alliance sur les MNT
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PLWNCD	Personnes vivant avec des MNT
ODD	Objectifs de développement durable
SEARO	Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est
CSU	Couverture sanitaire universelle
RHN-ONU	Réunion de haut niveau des Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la Santé
WPRO	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental
ONU	Nations Unies

Liste des illustrations et tableaux

	Page
Illustration 1 Personnes interrogées par revenu du pays	17
Illustration 2 Personnes interrogées par région	17
Illustration 3 Caractéristiques des membres par région	20
Illustration 4 Attention portée à la société civile dans l'Agenda des MNT	25
Illustration 5 Approches des MNT	26
Illustration 6 Besoins en capacités par région	28
Illustration 7 La société civile dans la riposte aux MNT	30
Illustration 8 Domaines d'action prioritaires	31
Illustration 9 Principaux enjeux pour les gouvernements par région	35
Illustration 10 Raisons d'une faible priorisation des MNT par les gouvernements par revenu	36
Illustration 11 Perception de la riposte nationale aux MNT	37
Illustration 12 Initiatives de responsabilisation par région	42
Illustration 13 Mécanismes de responsabilisation des gouvernements	43
Tableau 1 Principales réussites des alliances sur les MNT au cours des 2/3 dernières années	27
Tableau 2 Principales priorités de plaidoyer des alliances sur les MNT	38
Tableau 3 Fenêtres d'action politique	40

Remerciements

La publication de l'Alliance sur les MNT «Atlas des MNT - *Réduisons les écarts en matière de MNT grâce à l'action de la société civile: Initiatives des Alliances nationales et régionales sur les MNT* est basée sur les contributions d'alliances nationales et régionales sur les MNT. Nous remercions toutes celles et ceux qui ont répondu à l'enquête en ligne et présenté des initiatives pour les études de cas.

L'Alliance sur les MNT remercie chaleureusement les trois évaluateurs indépendants qui ont contribué à noter les initiatives et à sélectionner les lauréats des prix de Sharjah pour l'excellence des actions de la société civile des MNT : Kwanele Asante-Shongwe, Secrétaire général de l'Organisation africaine de recherche et formation sur le cancer (AORTIC) et membre du Comité consultatif mondial de Notre vision, notre voix; Emma Feeny, Responsable du plaidoyer mondial au George Institute for Global Health; et Miguel Malo, Conseiller pour les MNT auprès de l'OMS/OPS Mexique.

L'Atlas des MNT a été conçu, géré et édité par Luis Manuel Encarnacion, Cristina Parsons Perez et Katie Dain, de l'Alliance sur les MNT. Shoba John (une consultante externe)¹ a analysé les données de l'enquête, mis au point les études de cas et rédigé le rapport. Jimena Márquez et Mar Nieto se sont chargées de la conception graphique et de la production.

L'Atlas des MNT a été possible grâce à un partenariat avec Friends of Cancer Patients dans le cadre des travaux préparatoires du troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT organisé en 2020. La version française de l'Atlas des MNT a été possible grâce à un partenariat avec Sanofi.

¹Shoba John est conseillère en santé et développement depuis plus de vingt ans auprès de gouvernements, d'agences inter-gouvernementales et d'organisations non-gouvernementales sur des initiatives en matière de politiques.

Résumé

À cinq ans de l'échéance des cibles mondiales pour les MNT de 2025 et à dix de celle des Objectifs de développement durable de 2030, les engagements internationaux ne se sont pas traduits par des actions locales, et la grande majorité des pays ne sont pas en bonne voie pour atteindre ces objectifs. Il est temps pour nos pays d'enclencher la vitesse supérieure et de mettre en œuvre les engagements souscrits lors des trois Réunions de haut niveau sur les MNT de 2011, 2014 et 2018 qui les invitent à intensifier l'action de lutte contre les MNT. Pour y parvenir, il est indispensable d'adopter une approche pansociétale qui implique significativement et offre un espace aux organisations de la société civile, aux personnes vivant avec des MNT, aux jeunes et aux populations vulnérables.

Le mouvement mondial de la société civile des MNT a considérablement grandi ces dix dernières années, avec des efforts concertés pour réduire les écarts dans l'action en matière de MNT et atteindre les objectifs de 2025 et 2030 à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Pour véritablement réduire ces écarts, une société civile des MNT dynamique et mobilisée doit jouer un rôle de premier plan dans la riposte à ces maladies par le biais d'une sensibilisation accrue, d'un accès garanti aux services et médicaments pour les MNT, d'un plaidoyer en faveur de politiques et réglementations plus solides et de la responsabilisation des gouvernements.

En vue de présenter les efforts de la société civile des MNT pour réduire les écarts concernant ces maladies, et à l'occasion du troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT qui s'est tenu à Sharjah, Émirats Arabes Unis, en 2020, l'Alliance sur les MNT a mis au point une publication intitulée *L'Atlas des MNT - réduisons les écarts en matière de MNT grâce à l'action de la société civile: initiatives d'Alliances nationales et régionales sur les MNT*.

Le nombre d'alliances nationales et régionales sur les MNT a augmenté, passant de 43 en 2015 à 55 en 2017 et 65 en 2019. Cette nouvelle publication fournit des informations actualisées sur les alliances sur les MNT, tirées des résultats d'une enquête en ligne, et propose une vue d'ensemble de leur situation actuelle et de leur croissance. En outre, elle analyse les opinions et les points de vue des alliances concernant les éléments habilitants et les obstacles à la réalisation des cibles mondiales en matière de MNT, pour les gouvernements et la société civile, et présente leurs principales priorités et recommandations pour réduire les écarts en matière de MNT.

Cette analyse actualisée des alliances est complétée par la présentation de 11 études de cas d'alliances nationales et régionales sur les MNT présentant des initiatives ayant contribué à réduire les écarts pour atteindre les objectifs en matière de MNT. Ces cas portent sur des exemples relevant de trois catégories: construction de mouvements sociaux liés aux MNT, plaidoyer et adoption de politiques et de solutions transformatrices et renforcement des mécanismes de responsabilisation.

Grâce à la contribution d'un comité d'évaluation indépendant, la meilleure initiative de chaque catégorie s'est vu décerner un Prix de Sharjah pour l'excellence des actions de la société civile des MNT lors du troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT, en 2020.

Contexte

Depuis plus de dix ans, l'Alliance sur les MNT (NCDA) mobilise et rassemble la communauté de la société civile mondiale des MNT, notamment à travers un réseau grandissant de 65 alliances nationales et régionales sur les MNT, tout en militant pour leur participation active à la riposte à ces maladies à tous les niveaux. Elle a mené des campagnes efficaces lors des Réunions de haut niveau des Nations Unies (RHN-ONU) successives sur les MNT en 2011, 2014 et 2018, et encouragé la communauté de la société civile mondiale des MNT à militer en faveur de plus d'engagement et d'action de la part des gouvernements pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de MNT. Parmi ces objectifs, la cible du Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les MNT 2013 - 2020² visant à réduire la mortalité prématurée due aux quatre MNT principales de 25% d'ici 2025 (plus connue sous l'appellation cibles 25x25), et la cible 3.4 des Objectifs de développement durable (ODD) de 2030 visant à réduire d'un tiers la mortalité prématurée due aux MNT d'ici 2030.

Avec les trois RHN-ONU sur les MNT, l'adoption du Plan d'action mondial de l'OMS et l'Agenda 2030, nous avons assisté à des avancées majeures dans la lutte contre les MNT. Ces processus politiques ont permis de placer les MNT dans l'agenda du développement international, d'obtenir davantage d'attention et d'engagements de la part des dirigeants mondiaux et de fixer des cibles mondiales ambitieuses. Les MNT sont désormais reconnues comme étant la principale cause de décès et d'incapacité dans le monde et constituent une crise sanitaire mondiale qui exige une riposte politique urgente.

Et pourtant, presque dix ans après la première RHN-ONU sur les MNT, et à dix ans de l'échéance de 2030 des ODD, les dirigeants n'ont pas encore suffisamment honoré leurs engagements internationaux et les promesses faites au niveau de l'ONU ne se sont pas traduites en action au niveau national et régional. Selon le Compte à rebours 2030 pour les MNT³, seul un pays sur six dans le monde, à revenu élevé dans la plupart des cas, sera en mesure de respecter la cible 3.4 des ODD, tandis que la moitié des pays sont en très mauvaise voie et n'atteindront pas cette cible au rythme actuel de progression.

Dans ce contexte, il est temps que les pays mettent en œuvre les engagements souscrits lors des trois RHN-ONU sur les MNT, qui appelaient les gouvernements à

intensifier la riposte aux MNT, notamment par le biais d'une approche pansociétale.

La société civile est fondamentale pour l'engagement souscrit par les gouvernements lors des RHN-ONU de poursuivre une approche pansociétale pour les MNT, notamment en 2018, lorsque la Déclaration politique de l'ONU prévoyait un engagement en faveur de la participation significative de la société civile en vue de soutenir les plans nationaux de lutte contre les MNT et d'amplifier les voix des PLWNCD. Les Organisations de la société civile, les personnes vivant avec des MNT (PLWNCD), les jeunes et autres populations vulnérables devraient être impliqués de façon significative et jouer un rôle actif dans la riposte aux MNT. La proximité des organisations de la société civile (OSC) vis-à-vis des communautés et des personnes vivant avec des MNT et touchées par ces maladies, les appelle à jouer un rôle important dans la prise de décisions liées aux MNT, la formulation de demandes populaires de politiques, la garantie que les services parviennent aux communautés et la responsabilisation des gouvernements par rapport à leurs engagements.

Le réseau mondial d'alliances nationales et régionales sur les MNT y travaille depuis de nombreuses années. Ces alliances ont sensibilisé, garanti l'accès aux services et médicaments pour les MNT, milité en faveur de politiques et réglementations plus solides et demandé des comptes aux gouvernements à cet égard.

En 2015, lors de la première édition du Forum mondial de l'Alliance sur les MNT, la NCDA a produit une publication intitulée [Achieving 25 x 25 Through Civil Society Coalitions: A situational analysis of national and regional NCD alliances](#). Ce document permettait de décrire l'évolution, la structure, les priorités, les enjeux et les besoins des 43 alliances nationales et régionales sur les MNT existant à l'époque. Le Forum 2015 a également permis l'adoption de la [Déclaration de Sharjah sur les MNT: la société civile unie face à 2030](#), une manifestation mondiale de l'engagement de la société civile des MNT à faire avancer la riposte aux MNT en jouant son rôle crucial. Lors du deuxième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT en 2017, le mouvement de la société civile des MNT s'était étendu à 55 alliances nationales et régionales. La publication [Atlas de la société civile des MNT: alliances nationales et régionales sur les MNT en action](#) était un instantané

² Une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé de 2019 a prorogé le Plan d'action mondial de l'OMS de 2020 à 2030, en l'alignant sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

³ Compte à rebours 2030 pour les MNT: tendances mondiales de la mortalité due aux maladies non transmissibles et progrès vers la réalisation de la cible 3.4 des Objectifs de développement durable. The Lancet. 22 septembre 2018. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.ncdcountdown.org/publications.html> (consulté le 27 novembre 2019)

d'études de cas d'alliances affichant leurs contributions concrètes à la riposte aux MNT, assumant leurs rôles et faisant avancer les engagements de la Déclaration de Sharjah.

En 2019, le nombre d'alliances nationales et régionales sur les MNT a augmenté pour arriver à 65. Bon nombre de ces alliances incluent à présent des personnes vivant avec des MNT et des jeunes. Cependant, les gouvernements et la communauté internationale ont tardé à reconnaître l'importance de la société civile et à l'impliquer significativement dans leurs stratégies et politiques en matière de MNT.

La NCDA mène de nombreuses initiatives afin de valoriser le rôle de la société civile dans la riposte aux MNT. Dans ce sens, elle organisera le troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT 2020 à Sharjah, Émirats arabes unis(EAU), en février 2020. Le Forum est organisé autour du thème «*Réduisons les écarts - accélérer les efforts mondiaux visant à concrétiser les engagements politiques et à passer des paroles aux actes et à la mise en œuvre, au plan national et local*». Il entend mobiliser la société civile autour du suivi des progrès nationaux et de l'accélération de l'action, tout en fournissant des outils et en renforçant les capacités de plaidoyer en matière de MNT. Son Altesse la Cheikha Jawaher bint Mohammed Al Qasimi, épouse de Son Altesse l'émir de Sharjah, EAU, fondatrice et marraine royale de Friends of Cancer Patients est la marraine du Forum.

Dans la perspective du Forum, la NCDA a commandé la publication intitulée *Atlas des MNT - Réduisons les écarts en matière de MNT grâce à l'action de la société civile: initiatives d'Alliances nationales et régionales sur les MNT*. L'objectif de cette publication est de partager des bonnes pratiques et les leçons tirées de l'action de la société civile sur la prévention et la maîtrise des MNT, en vue d'encourager le partage de connaissances et la collaboration. Grâce aux résultats d'une enquête en ligne, ce document donne un aperçu de l'état actuel et de la croissance du réseau mondial d'alliances nationales et régionales sur les MNT, et de et de leurs opinions quant aux éléments permettant ou empêchant les gouvernements et la société civile d'atteindre les cibles 25x25 et l'Agenda 2030.

Les résultats de l'enquête ont également alimenté le document de contexte de la NCDA «*Réduisons les écarts en matière de MNT: des promesses mondiales aux*

progrès locaux», qui expose les failles de la première décennie de la riposte aux MNT et propose des actions à la société civile pour y remédier. L'Atlas des MNT contribue à réduire les écarts en matière d'engagement communautaire évalués dans ce document de politique générale, en apportant une analyse approfondie de la société civile des MNT aujourd'hui, tout en soulignant les éléments habilitants et les obstacles à la participation significative des alliances sur les MNT à la riposte aux MNT, ainsi que le rôle joué par ces alliances dans ces efforts.

Cette publication contient également une compilation de 11 études de cas d'alliances sur les MNT ayant contribué à réduire les écarts dans la réalisation des objectifs mondiaux de lutte contre les MNT. Ces cas représentent chacun des **sous-thèmes du Forum 2020**:

1. Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Examiner la promotion et la mise en œuvre de politiques rentables

2. Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Examiner les efforts portant sur la mobilisation communautaire, notamment auprès des personnes vivant avec des MNT et des jeunes

3. Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive



Examiner les efforts de plaidoyer en vue de renforcer les mécanismes de responsabilisation, dans l'optique d'une bonne gouvernance (transparence, intégrité et participation inclusive).

Synthèse des principaux résultats

Après des victoires mondiales majeures en termes de politiques et d'engagements politiques de lutte contre les MNT, les progrès à l'échelle locale ont été lents. La première décennie de la riposte aux MNT est associée à des écarts considérables en matière d'action - leadership, investissement, prise en charge, mobilisation communautaire et responsabilisation - tel que l'explique le document de contexte de la NCDA «Réduisons les écarts en matière de MNT: des promesses mondiales aux progrès locaux». La société civile est indispensable pour combler ces écarts, accélérer les efforts actuels, plaider auprès des gouvernements et demander des comptes aux décideurs.

S'inspirant d'une enquête auprès des alliances nationales et régionales sur les MNT et d'une sélection d'initiatives des alliances, cet Atlas des MNT illustre un mouvement de la société civile des MNT actif et dynamique, composé d'alliances nationales et régionales sur les MNT des quatre coins du monde rassemblées autour d'un agenda commun pour piloter le changement. Cette publication témoigne de la croissance soutenue des alliances sur les MNT au cours de la décennie actuelle. Les alliances s'occupent essentiellement des principales MNT et de leurs facteurs de risque modifiables, en mettant l'accent sur la prévention, la sensibilisation et la mobilisation de la société civile, et en accordant relativement moins d'attention aux questions liées au traitement et à la prise en charge. Leurs principales activités portent sur la coordination de l'action de la société civile, du plaidoyer au niveau local/national et de l'éducation du public et la sensibilisation.

Les initiatives présentées dans cette publication montrent la grande diversité affichée par les alliances sur les MNT dans leurs cibles d'action de la société civile: PLWNCD, jeunes et grand public, mais également écoles, banques, tribunaux, candidats aux élections présidentielles, chefs d'État et organes économiques régionaux. Pour certaines initiatives, les alliances ont profité d'occasions telles que des élections ou une infraction de la part de l'industrie. Pour d'autres, elles ont créé une demande de politiques ou de programmes à partir du terrain. Bien que le calendrier initial de certaines soit court, toutes avaient un plan et une vision sur plusieurs années. Ces initiatives ont remarquablement su saisir des opportunités et exploiter au mieux des ressources limitées pour produire un impact maximal, grâce à des partenariats et des efforts en faveur du développement durable.

Les principales réussites des alliances pour réduire les écarts en matière de cibles et objectifs liés aux MNT résident dans la création d'alliances et la mobilisation de la société civile, l'accroissement de l'intérêt des gouvernements pour les MNT et une participation accrue des PLWNCD et des jeunes. Malgré ces victoires, les alliances doivent encore faire face à des défis et besoins en capacité importants. Ainsi, la responsabilisation est un domaine où l'action de la société civile doit encore s'imposer, seul un tiers des alliances faisant état d'actions dans ce domaine, dans les régions EURO et OPS pour la plupart.

Au niveau de la société civile, les alliances ont identifié trois grands éléments habilitants permettant de maximiser les efforts de la société civile pour réduire les écarts de la riposte aux MNT: mobilisation de ressources, engagement gouvernemental accru et amélioration de la coordination au sein des alliances. Élections politiques, réunions inter-gouvernementales régionales, participation aux comités gouvernementaux, victoires politiques en amont, développement de stratégies nationales et processus de réformes systémiques, notamment dans le cadre de la couverture sanitaire universelle (CSU), ne sont que quelques exemples d'opportunités d'action politique immédiate que les alliances ont su identifier.

Si une majorité d'alliances reconnaissent que des progrès significatifs ont été accomplis en matière de MNT à l'échelle mondiale, elles ont manifesté leur inquiétude quant au retard accusé par leurs gouvernements dans la réalisation des cibles et l'intégration des MNT dans les programmes sanitaires existants. En effet, seule 1 alliance sur 5 croit que son pays est en bonne voie pour atteindre les objectifs 2025 et 2030. Dans cet esprit, les alliances ont identifié un manque de leadership et de volonté politiques, des contraintes financières et un déficit de capacités humaines/techniques, ainsi qu'une faible mise en œuvre des programmes, comme obstacles aux efforts des gouvernements en vue d'atteindre les objectifs liés aux MNT. La faible priorisation des MNT de la part des gouvernements a été attribuée à des priorités sanitaires concurrentes et aux influences exercées par les industries de produits mauvais pour la santé. Pour relever ces défis, les alliances ont identifié des mesures clés qui permettraient aux gouvernements d'intensifier leurs actions et leurs ressources en matière de MNT, telles que l'affectation des recettes fiscales des produits mauvais pour la santé aux MNT, un engagement accru de la société civile et l'intégration des interventions liées aux MNT dans les programmes existants.

Tout comme pour les alliances, les mécanismes de gouvernance et de responsabilisation en matière de MNT des gouvernements doivent encore voir le jour ou être renforcés. Seule une alliance sur cinq croit que son gouvernement dispose de mécanismes de responsabilisation suffisants pour honorer ses engagements en matière de MNT. Outre la déception générale face à l'insuffisance des efforts des gouvernements pour assurer la transparence et à l'absence d'une approche fondée sur les droits, les alliances sur les MNT ont exprimé leur vif mécontentement face à l'absence de mécanismes destinés à gérer les conflits d'intérêts dans les politiques sanitaires et les processus décisionnels concernant les MNT.

Très peu d'alliances considèrent que la société civile et les PLWNCD sont impliquées dans les processus décisionnels des gouvernements, tandis que la majorité évoquent le besoin de mieux préparer la société civile à se mobiliser dans ce sens. La participation significative de la société civile à la prise de décisions et aux mécanismes de responsabilisation, l'intégration des MNT dans les programmes sanitaires existants et la sensibilisation du public sont des domaines prioritaires dans lesquels les alliances recherchent davantage de collaboration de la part de leurs gouvernements.

Dans la perspective de réduire les écarts entre les engagements et les progrès en matière de MNT, les principales priorités de plaidoyer des alliances pour inciter les gouvernements à atteindre les cibles liées aux MNT sont : (1) démontrer et adopter des interventions efficaces (dont les « meilleurs choix » de l'OMS); (2) assurer des ressources durables; (3) améliorer les capacités techniques des gouvernements et (4) intégrer la prévention et la maîtrise des MNT dans les régimes nationaux de CSU.

Les initiatives présentées dans cette publication montrent la manière dont certaines alliances ont œuvré avec les gouvernements pour intensifier l'action, tandis que d'autres ont exigé la responsabilisation des gouvernements. Toutes les initiatives montrent clairement de quelle façon les alliances aident les gouvernements à réduire les écarts entre leurs engagements concernant les cibles internationales, régionales et nationales en matière de MNT et leur réalisation.

Miser sur une communauté des MNT solide, dynamique et mobilisée (notamment dans les PRFI) et sur les alliances sur les MNT est crucial pour réduire les écarts qui empêchent la réalisation des objectifs liés aux MNT à tous les niveaux. Les alliances doivent encore faire face à des contraintes financières, à l'absence des mécanismes nécessaires pour être impliquées dans la prise de décisions des gouvernements et à une coordination inadéquate de la société civile, ce qui entrave leurs efforts. Il est par conséquent important de soutenir le développement des capacités des alliances. Le soutien des coalitions, la communication, la planification stratégique, l'engagement multisectoriel et la mobilisation de ressources sont les principaux domaines dans lesquels les alliances ont recherché un développement des capacités plus important. Par ailleurs, un soutien accru dans la mobilisation de ressources, l'implication dans le plaidoyer régional et la facilitation de l'apprentissage entre alliances ont été identifiés comme des domaines susceptibles d'améliorer l'action nationale et régionale en matière de MNT.

Résultats clés

Au cours des dix dernières années, le mouvement de la société civile des MNT a connu une croissance constante à l'échelle nationale et régionale, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Le nombre d'alliances nationales et régionales sur les MNT est passé de 43 en 2015 à 65 en 2019. La région qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'alliances a été la région AFRO, suivie des régions SEARO et EMRO.

Les alliances nationales et régionales sur les MNT ont généralement le sentiment que leur pays n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles 2025 et 2030 en matière de MNT, et seules 19% des alliances considèrent que leur pays est bien parti.

Cette perception de la part des alliances sur les MNT correspond aux chiffres de l'OMS et du Compte à rebours pour les MNT sur les progrès réalisés par les pays pour atteindre ces objectifs, chiffres qui indiquent que moins de la moitié des pays sont en mesure de réduire d'un tiers les décès prématurés dus aux MNT à l'horizon 2030.

La participation significative et la mobilisation de la société civile et des personnes vivant avec des MNT autour de la riposte à ces maladies, dans la prise de décisions, l'élaboration des politiques, la conception de services et la reddition des comptes, est une priorité absolue à améliorer.

Bien que la participation de la société civile ait été identifiée par les alliances comme un domaine prioritaire de collaboration avec les gouvernements, seules 36% des alliances nationales et régionales sur les MNT considèrent actuellement que la société civile participe de manière significative aux processus décisionnels gouvernementaux liés aux MNT, et seules 13% d'entre elles pensent que les personnes vivant avec des MNT participent à ces processus décisionnels. Le développement des capacités de la société civile est l'une des stratégies permettant de résoudre ce problème, étant donné que la plupart des alliances nationales et régionales sur les MNT ne jugent pas la société civile bien équipée pour participer aux processus décisionnels des gouvernements.

L'influence des industries des produits mauvais pour la santé a été mise en évidence comme l'un des points critiques faisant obstacle à la priorisation et à l'action des gouvernements en matière de MNT, la moitié des alliances l'ayant citée parmi les raisons de la lenteur des progrès.

En outre, seules 7% des alliances sur les MNT pensent que leurs gouvernements disposent de mécanismes efficaces pour gérer les conflits d'intérêts dans l'élaboration des politiques de santé et sur les MNT.

La responsabilisation au niveau national et régional est une lacune majeure mise en évidence par les alliances, tant en termes d'action gouvernementale que de priorité de la société civile.

Seules 19% des alliances estiment que leur gouvernement dispose de mécanismes de responsabilisation suffisants pour suivre et contrôler la mise en œuvre des engagements en matière de MNT. Cet aspect se reflète également dans la priorité accordée par la société civile à la reddition des comptes dans son propre travail, seul un tiers des alliances nationales et régionales sur les MNT indiquant être impliquées dans des activités de responsabilisation.

La société civile et les communautés sont des partenaires clés des gouvernements et des agences multilatérales et elles ont contribué de bien des manières à améliorer la riposte aux MNT au plan national et régional.

Les principales réussites mentionnées par les alliances nationales et régionales pour réduire les écarts en matière de MNT sont les suivantes: la formation même des alliances et la mobilisation de la société civile à l'échelle nationale ou régionale; une attention et une priorité accrues du gouvernement pour les MNT; et une plus grande implication de l'opinion publique dans les questions liées aux MNT, et notamment des personnes vivant avec des MNT et des jeunes.

Dans la perspective de 2025 et 2030, la société civile est prête à aider les gouvernements à réduire les écarts et à accélérer l'action de lutte contre les MNT.

Les domaines prioritaires mentionnés par les alliances nationales et régionales sur les MNT pour l'action de la société civile à l'horizon 2025 et 2030 sont: le plaidoyer soutenu; la mobilisation de ressources en vue de renforcer les capacités, les compétences et le leadership de la société civile; et la sensibilisation des communautés aux MNT. Investir dans la société civile doit être considéré comme une priorité et un bien public mondial.

La société civile est constituée de défenseurs et d'agents de changement majeurs, qui suscitent une demande publique de politiques, lois et réglementations, tout en garantissant que les services parviennent aux communautés.

Les principales priorités de plaidoyer des alliances sont: la promotion et la facilitation de l'adoption par les gouvernements de politiques et interventions efficaces en matière de MNT; la garantie d'un financement durable de la riposte à ces maladies; le développement des capacités techniques du gouvernement en matière de MNT; et l'intégration de la prévention et maîtrise des MNT dans les régimes de CSU et dans les systèmes nationaux de sécurité sociale.

La société civile a besoin d'un environnement juridique, social et politique favorable pour s'épanouir et avoir un impact national et régional.

Les alliances sur les MNT considèrent que des ressources financières plus importantes, une mobilisation plus forte des gouvernements et des OSC et une réponse coordonnée de ces dernières constituent les principaux éléments habilitants susceptibles d'améliorer leur travail.

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

I. Méthodologie de l'enquête

Un questionnaire semi-directif en trois grandes parties a été lancé sur Survey Monkey. La première section entendait évaluer la situation et la croissance des alliances nationales et régionales sur les MNT, leurs principaux domaines de travail, leurs défis et leurs besoins en capacités.

Une section thématique divisée en trois sous-thèmes reprenant ceux du Forum mondial de l'Alliance sur les MNT 2020 (mouvements sociaux, politiques et responsabilisation) a ensuite recueilli les opinions et les points de vue des alliances sur les MNT concernant les éléments habilitants et les obstacles pour les gouvernements et la société civile au regard de la réalisation des cibles 25x25 et de l'Agenda 2030. Une dernière section portait sur leurs rapports avec l'Alliance sur les MNT, leurs recommandations d'amélioration et les domaines susceptibles de favoriser la mobilisation de la société civile dans le plaidoyer autour des MNT à tous les niveaux. Les résultats de ces trois grandes sections sont présentés comme telles dans cette publication.

L'enquête en ligne lancée le 24 octobre 2019 a été diffusée par courrier électronique aux 65 alliances nationales et régionales sur les MNT affiliées à la NCDA. L'enquête est restée ouverte pendant trois semaines.

Analyse des échantillons et des données

48 alliances nationales et régionales sur les MNT ont répondu à l'enquête. Après élimination d'un doublon et d'une réponse non valable, 46 réponses ont été prises

en considération pour la description du profil et de l'orientation programmatique des alliances participantes (sections II et III du rapport).

Sur les 46 réponses, deux ne contenaient pas d'informations correspondant aux sections thématiques de l'enquête. L'analyse générale de ces sections s'est donc basée sur les 44 réponses complètes et les résultats sont présentés à la section IV du rapport. Les mêmes données ont été utilisées pour la section V du rapport portant sur les obstacles supplémentaires et les besoins en capacités nécessaires pour réduire les écarts de l'action en matière de MNT.

Les données des 44 alliances ont également été analysées selon les six régions de l'OMS (Bureau régional pour l'Afrique - Afro; Bureau régional pour les Amériques - AMRO; Bureau régional pour la Méditerranée orientale - EMRO; Bureau régional pour l'Europe - EURO; Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est - SEARO et Bureau régional pour le Pacifique occidental - WPRO). Le rapport présente les grandes tendances régionales par rapport au nombre total d'alliances de chaque région.

En outre, les réponses des alliances à toutes les sections ont été analysées sur la base de la classification de la Banque mondiale pour les revenus des pays (Pays à faible revenu, PFR; Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, PRITI; Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, PRITS; Pays à revenu élevé, PRE). L'analyse du revenu a exclu les réponses des quatre alliances régionales car ces dernières ne correspondent à aucune catégorie spécifique de revenu. Toutes les analyses de revenu figurant dans le présent rapport sont donc fondées sur les réponses complètes fournies par 40 alliances nationales. Ici encore, les résultats sont présentés par rapport au nombre total d'alliances dans chaque catégorie de revenu.

Les questions ouvertes de l'enquête ont été analysées à l'aide d'un cadre conceptuel et étudiées dans les sections concernées.

Portée et limites de l'enquête

L'enquête a porté sur un échantillon représentatif, avec des réponses de la part de 70% des alliances éligibles. Par ailleurs, des alliances de toutes les régions de l'OMS et de pays appartenant à tous les groupes de revenu ont participé à l'enquête; les données reflètent donc la diversité du mouvement de la société civile des MNT. Les données montrent des alliances à des stades divers de création et de fonctionnement, et sont donc enrichies par une série d'expériences et d'opinions.

Toutefois, la grande diversité des réponses des différentes régions et groupes de revenu a limité la portée des comparaisons transversales. Cette question a été en partie résolue par la présentation des résultats de l'analyse croisée à partir des réponses totales pour chaque sous-catégorie (p. ex. nombre total d'alliances participantes/région).

L'enquête entendait obtenir une réponse par alliance, en principe celle des coordinateurs de l'alliance. Cela

permet aux informations sur les caractéristiques de l'alliance, telles que la taille, l'année de création et la nature juridique, de gagner en crédibilité. Cependant, les opinions des membres de l'alliance qui pourraient potentiellement refléter un intérêt à agir et des perspectives différentes sur ses thèmes de fond, tels que les éléments habilitants et les obstacles à la riposte de la société civile, dépassaient la portée de cette enquête.

La nature complexe des MNT a permis de recueillir un large éventail de réponses aux questions de l'enquête. Si ceci a permis à l'enquête de saisir l'ampleur des réponses dans les domaines d'intervention et d'activité principaux des alliances, l'analyse croisée des données, par régions ou groupes de revenu par exemple, s'en est trouvée limitée à de nombreuses reprises. Il convient donc d'être prudent dans l'interprétation des données comparatives.

Participants à l'enquête

Les réponses à l'enquête proviennent, pour la plupart, d'alliances situées dans des PFR (31%) et des PRITI (28%), suivis par les PRE (24%) et les PRITS (17%) comme le montre l'illustration 1. Comme on peut le voir sur l'illustration 2, l'échantillon présente significativement plus d'alliances de la région AFRO (41%) que d'autres régions.

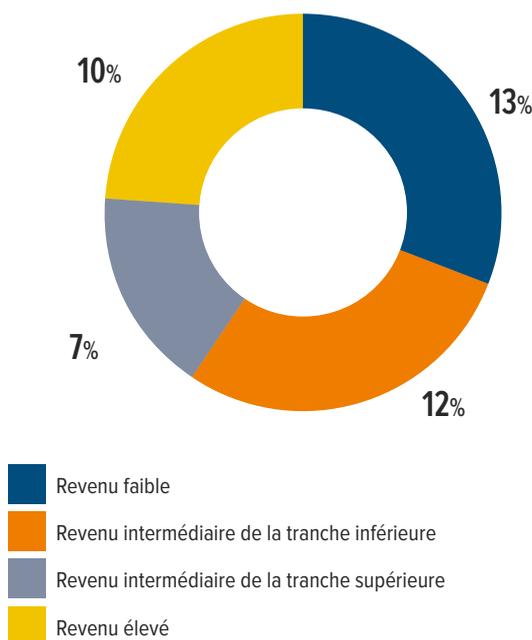


Illustration 1. Personnes interrogées par revenu du pays

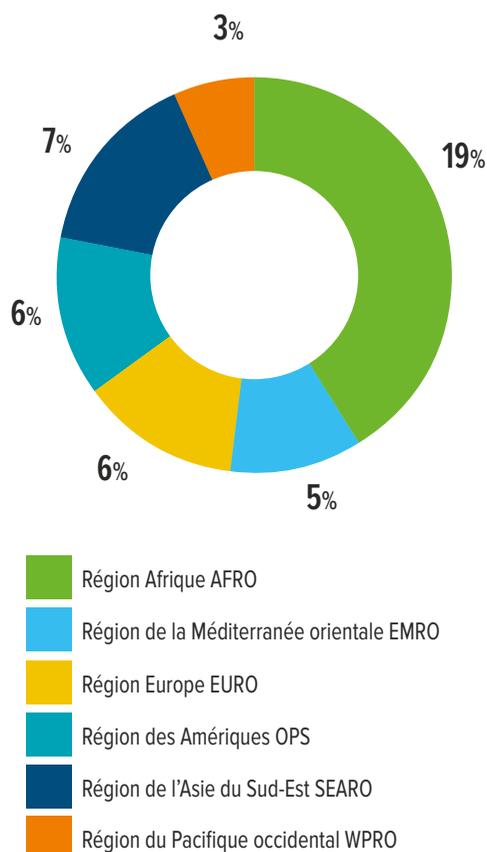


Illustration 2. Personnes interrogées par région

II. Profil des alliances sur les MNT

La société civile des MNT est variée, composée d'organisations non gouvernementales (ONG), de groupes de patients, de groupes de consommateurs, de groupes de femmes, d'organisations de jeunes et de sociétés professionnelles entre autres. Le réseau mondial des alliances nationales et régionales sur les MNT est également une partie prenante essentielle de la société civile, qui réunit des groupes d'intérêt autour de maladies ou de facteurs de risque, assure avec efficacité la coordination du plaidoyer et amplifie les efforts des membres pour atteindre leurs objectifs communs.

Cette section présente une analyse actualisée de la situation et de la croissance des alliances nationales et régionales sur les MNT, à partir d'une étude initiale menée par la NCDA en 2015⁴. Elle contient une description des 46 alliances qui ont rempli la partie de l'enquête concernant leur création, les caractéristiques de leurs membres et leurs plans de croissance. Les perspectives régionales sur le profil sont tirées des 44 réponses pertinentes pour cette analyse.

Année de création des alliances

Les réponses montrent une augmentation constante du nombre moyen d'alliances créées depuis l'an 2000, avec une moyenne initiale d'une alliance créée tous les trois ans jusqu'en 2009, suivie par une hausse prononcée à plus de quatre alliances par an entre 2010 et 2014, à l'époque de la première RHN-ONU sur les MNT, et une augmentation ultérieure de la moyenne depuis 2016, avec six alliances participantes créées chaque année jusqu'en 2018.

Ces résultats confirment la publication [Achieving 25 x 25 Through Civil Society Coalitions: A situational analysis of national and regional NCD alliances](#) (Atteindre les objectifs 25x25 grâce aux coalitions de la société civile : analyse situationnelle des alliances nationales et régionales sur les MNT, qui a montré que des événements mondiaux tels que la RHN-ONU sur les MNT de 2011 et le lancement de l'Agenda 2030 en 2015 ont été des déclencheurs importants pour la création d'alliances. La croissance des alliances depuis 2015 peut également

MESSAGES CLÉS

On assiste depuis l'an 2000 à un accroissement régulier du nombre d'alliances sur les MNT. Elles sont ainsi passées de 43 en 2015 à 65 en 2019.

Il existe davantage d'alliances de taille moyenne, la majorité souhaitant s'agrandir. Quelques-unes incluent des organisations non sanitaires orientées vers le développement.

La plupart des alliances font participer des PLWNCD et des jeunes à leurs travaux.

La majorité sont financées par leurs membres, et à peine 10% d'entre elles reçoivent des subventions gouvernementales, généralement dans des PRE.

s'expliquer par l'effet «boule de neige» par lequel la création d'alliances dans une région favorise la création d'autres alliances. En outre, les rassemblements de la société civile sont devenus de plus en plus nombreux, tels que par exemple le Forum mondial de l'Alliance sur les MNT qui s'est tenu pour la première fois en 2015, puis en 2017, et la construction de coalitions autour des MNT a été favorisée par des initiatives telles que le Programme Seed de l'Institut du plaidoyer de la NCDA.

Statut juridique

L'échantillon est constitué à parts égales d'alliances formelles, dotées de personnalité morale, et d'alliances de nature informelle (non enregistrées en tant qu'entités juridiques). Tandis qu'une immense majorité d'alliances de la région AFRO (89%) sont de nature formelle (Illustration 3), plus de 70% de celles des régions EMRO, EURO, OPS et SEARO, ainsi que la totalité des alliances de la région WPRO sont des alliances informelles.

Membres

Taille

Plus des deux tiers des alliances sont de taille moyenne, composées de 6 à 50 membres, 20% sont de taille relativement modeste avec 5 membres ou moins, et à

⁴ Alliance sur les MNT (2015) [Achieving 25 x 25 Through Civil Society Coalitions: A situational analysis of national and regional NCD alliances](#) (Atteindre les objectifs 25x25 grâce aux coalitions de la société civile : analyse situationnelle des alliances nationales et régionales sur les MNT).

l'autre bout du spectre, 10% des alliances comptent plus de 50 membres. Les alliances les plus grandes se trouvent principalement en Amérique latine, notamment l'alliance régionale qui a des membres dans toute la région.

Nature des membres

Comme le montre l'illustration 3, la majorité des alliances sont composées d'organisations membres, tandis que seules 10% acceptent les adhésions individuelles. Les alliances de la région EMRO ont tendance à inclure des individus en tant que membres (60%), tandis que celles de la région WPRO sont exclusivement réservées aux organisations. Pour ce qui est des autres régions, les alliances ouvertes aux organisations membres sont plus nombreuses que celles qui incluent des individus.

Type d'organisations membres

La majorité des alliances (85%) ont indiqué avoir des organisations spécifiques à une maladie parmi leurs membres, suivies par des organisations de soutien aux patients (70%), des organisations sur les facteurs de risque (67%), des associations médicales professionnelles (50%), des centres de connaissance et de recherche (50%), des organisations non sanitaires (37%), des organisations s'occupant de problématiques plus vastes de développement (22%), le secteur privé (13%) et des agences gouvernementales (9%). Certaines alliances ont également mentionné parmi leurs membres des organisations étudiantes liées aux médias et à la santé ainsi que des organisations religieuses.

Les alliances asiatiques des régions SEARO et WPRO ont moins d'organisations portant sur les facteurs de risque des MNT parmi leurs membres et aucune traitant de problématiques de développement plus vastes telles que la pauvreté ou le genre. Les organisations non sanitaires sont absentes des alliances des régions EURO et WPRO. L'OPS et la région EURO n'ont pas de membres du secteur privé, ce qui est lié à leur position ferme de lutte contre l'ingérence des industries des produits mauvais pour la santé.

Plans d'expansion

Plus de 60% des alliances dans les régions ont manifesté leur souhait d'élargir leur base de membres. Les alliances intéressées souhaitent inclure des organisations non sanitaires, des associations professionnelles (personnel infirmier par exemple), des médias, des groupes d'entraide de patients, des institutions universitaires, des organisations s'occupant de la santé de l'enfant, de maladies spécifiques telles que la drépanocytose, la tuberculose, le VIH/SIDA et de facteurs de risque tels que la pollution atmosphérique, ainsi que celles travaillant avec des groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes.

Participation des jeunes et des personnes vivant avec des MNT

La grande majorité des alliances impliquent des jeunes (89%) et des personnes vivant avec des MNT (PLWNCD) (85%) dans leurs travaux. Cette tendance correspond à l'attention accrue portée à l'inclusion des voix des jeunes et des PLWNCD dans le débat mondial autour des MNT et la mobilisation de la société civile qui en découle, telle que l'initiative *Notre vision, notre voix* de la NCDA

Financement des alliances

Les contributions des membres sont la source de financement ayant été le plus souvent mentionnée (70%) par les alliances dans tous les groupes de revenus. La moitié des alliances ont reçu un financement de la part de bailleurs de fonds internationaux, plus d'un tiers de la part d'organisations caritatives, suivies de près par les ONG internationales (30%) et le secteur privé (20%). Seule une alliance sur dix a reçu un financement gouvernemental, la proportion étant légèrement plus élevée dans les PRITS et les PRE. Les contributions en nature et les donations de bienfaiteurs constituent l'autre source de financement des alliances.

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

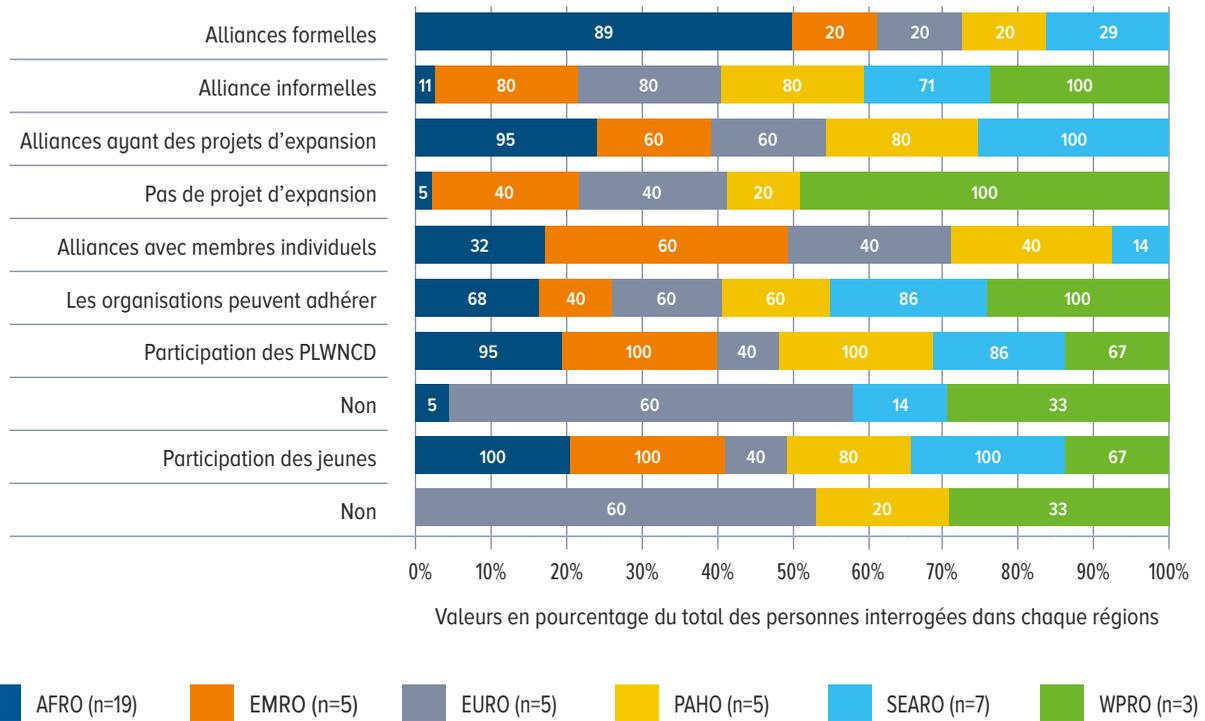


Illustration 3. Caractéristiques des membres par région

65 Alliances nationales et régionales sur les MNT

ALLIANCES RÉGIONALES

AFRIQUE

1. Consortium pour la prévention et la maîtrise des MNT en Afrique subsaharienne (CNCD-Africa)

2. Réseau Africa NCDs

PACIFIQUE OCCIDENTAL

3. Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est

CARAÏBES

4. Healthy Caribbean Coalition (HCC) (Coalition Caraïbes en bonne santé)

AFRIQUE DE L'EST

5. East Africa NCD Alliance (Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est)

MÉDITERRANÉE ORIENTALE

6. Alliance régionale EMRO

EUROPE

7. Alliance européenne des maladies chroniques (ECDA)

AMÉRIQUE LATINE

8. Coalición Latinoamericana Saludable (CLAS) (Coalition Amérique latine en bonne santé)

ALLIANCES NATIONALES

1. Afghanistan

Alliance afghane sur les MNT

2. Australie

Australian Chronic Disease Prevention Alliance (ACDPA) (Alliance australienne de prévention des maladies chroniques)

3. Bénin

Alliance Maladies Non Transmissibles au Bénin

4. Bangladesh

Non-Communicable Diseases Forum (NCD-F) (Forum des maladies non transmissibles)

5. Bangladesh

Bangladesh Network for NCD Control and Prevention (Réseau bangladaïsi pour la prévention et la maîtrise des MNT)

6. Brésil

ACT Health Promotion

7. Burundi

Alliance burundaise sur les MNT

8. Cambodge

Alliance cambodgienne sur les MNT

9. Cameroun

Alliance de la société civile camerounaise sur les MNT

10. Chili

Frente por un Chile Saludable (Front pour un Chili en bonne santé)

11. Chili

Alianza ENT Chilena (Alliance chilienne sur les MNT)

12. Colombie

Mesa Nacional por las Enfermedades Crónicas No Transmisibles (MECIEC) (Bureau national des maladies chroniques non transmissibles)

13. Danemark

Alliance danoise sur les MNT

14. Égypte

Alliance égyptienne sur les MNT

15. Éthiopie

Consortium on NCD Ethiopian Associations (Consortium des associations éthiopiennes sur les MNT)

16. Finlande

Alliance finlandaise sur les MNT

17. Allemagne

Alliance allemande sur les MNT (DANK)

18. Ghana

Alliance ghanéenne sur les MNT

19. Inde

Healthy India Alliance (Alliance Inde en bonne santé)

20. Indonésie

Alliance indonésienne sur les MNT

21. Iran

Alliance iranienne sur les MNT

22. Côte d'Ivoire

Coalition MNT-Côte d'Ivoire

23. Japon

Alliance japonaise sur les MNT

24. Jordanie

Alliance jordanienne sur les MNT (JNCDA)

25. Kenya

Alliance kenyane sur les MNT (NCDAK)

26. Malawi

Alliance malawite sur les MNT

27. Malaisie

Alliance malaisienne sur les MNT

28. Maldives

Alliance maldivienne sur les MNT

29. Mexique

Coalición México Salud-Hable (Coalition Mexico Salud-Hable)

30. Mozambique

Alliance mozambicaine sur les MNT (Aliança moçambicana de luta contra doenças não transmissíveis)

31. Myanmar

Alliance du Myanmar sur les MNT

32. Népal

Alliance népalaise sur les MNT

33. Niger

Coalition contre les MNT au Niger

34. Nigéria

Alliance nigériane sur les MNT

35. Norvège

NAlliance norvégienne sur les MNT

36. Pakistan

Alliance pakistanaise sur les MNT

37. Pérou

Alliance nationale péruvienne sur les MNT (COLAT)

38. Philippines

Healthy Philippines Alliance (Alliance Philippines en bonne santé)

39. Rwanda

Alliance rwandaise sur les MNT

40. Arabie saoudite

Alliance saoudienne sur les maladies non transmissibles

41. Écosse

Coalition ScotHealth2021

42. Slovaquie

Alliance slovaque sur les MNT

43. Afrique du Sud

Alliance sudafricaine sur les MNT (SANCDA)

44. Sri Lanka

Alliance du Sri Lanka sur les MNT

45. Suède

Svenska NCD-nätverket

46. Thaïlande

Alliance thaï sur les MNT (TNCA)

47. Trinidad-et-Tobago

Alliance de Trinidad-et-Tobago sur les MNT

48. Togo

Coalition des ONG et Associations contre les Maladies Non Transmissibles au Togo (COALITION MNT TOGO)

49. Ouganda

Alliance ougandaise sur les MNT (UNCDA)

50. Royaume Uni

Richmond Group

51. Royaume Uni

Groupe de travail sur les MNT du Royaume Uni

52. République unie de Tanzanie

Alliance tanzanienne sur les MNT (TANCDA)

53. États-Unis

NCD Roundtable (NCDRT) (Table ronde sur les MNT)

54. Uruguay

Alianza ENT Uruguay (Alliance uruguayenne sur les MNT)

55. Vietnam

Alliance vietnamienne de prévention et maîtrise des maladies non transmissibles (NCDS-VN)

56. Zambie

Alliance zambienne sur les MNT

57. Zanzibar

Alliance zanzibarite sur les MNT (Z-NCDA)

Carte des alliances sur les MNT

65 Alliances nationales et régionales sur les MNT

Alliances régionales sur les MNT

- Région Afrique**
 Consortium pour la prévention et la maîtrise des MNT en Afrique sub-saharienne (CNCD-Africa)
 Réseau Africa NCDs
- Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est**
- Région de la Méditerranée orientale**
- Alliance régionale EMRO**
- Région Europe**
 Alliance européenne des maladies chroniques (ECDA)
- Les Amériques**
- Amérique latine**
 Coalition Amérique latine en bonne santé Coalición Latinoamericana Saludable (CLAS)
- Caraïbes**
 Healthy Caribbean Coalition (HCC)
- Région du Pacifique occidental**
- Alliance sur les MNT d'Asie-Pacifique**





III. Axes de programmation des alliances sur les MNT

Les principaux domaines d'action des alliances, leur approche à l'égard des enjeux des MNT, les activités mettant en œuvre les approches, leurs réussites des trois dernières années et leurs besoins de capacité sont présentés ci-dessous.

MESSAGES CLÉS

La quasi-totalité des alliances s'occupent de prévention des MNT. Les problématiques liées à la prise en charge sont également un domaine d'intérêt mais dans une moindre mesure.

Environ la moitié des alliances sur les MNT s'occupent de santé mentale et un tiers s'intéressent à la pollution atmosphérique, reflétant ainsi l'extension récente de l'agenda 5x5.

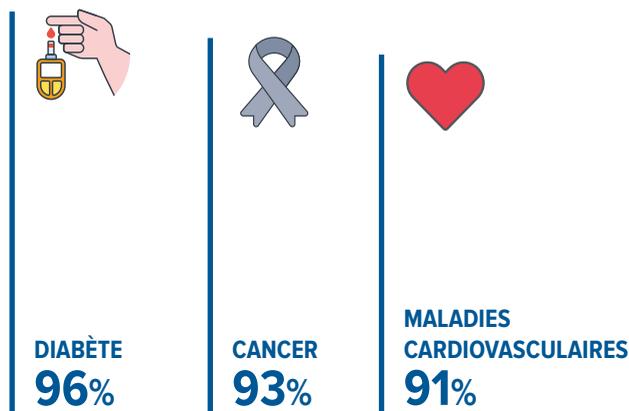
Les principales réussites des alliances pour réduire les écarts en matière de cibles et engagements liés aux MNT résident dans la création d'alliances et la mobilisation de la société civile, l'accroissement de l'intérêt des gouvernements pour les MNT et une participation accrue des PLWNCD et des jeunes.

Les besoins principaux des alliances en matière de renforcement des capacités varient d'une région à l'autre, allant du soutien à la construction de coalitions et la mobilisation de ressources pour la région AFRO, à la gouvernance organisationnelle et la planification stratégique pour la région EURO, en passant par la gestion des conflits d'intérêts pour l'OPS, les compétences en communication pour la région SEARO, et les outils de responsabilisation pour la région WPRO.

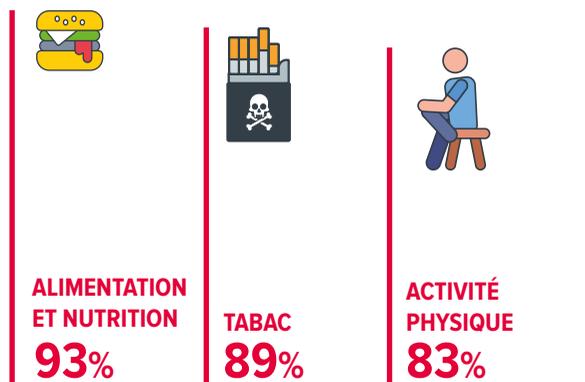
Domaines d'intervention pour les MNT

Comme le montre l'illustration 4, le diabète (96%), le cancer (93%) et les maladies cardiovasculaires (91%) sont les trois principales MNT abordées par les alliances. L'alimentation et la nutrition (93%), le tabagisme (89%) et l'activité physique (83%) sont les trois principaux facteurs de risque auxquels se consacrent les alliances. Des alliances moins nombreuses se penchent sur des questions de santé publique connexes telles que la santé urbaine, la santé reproductive, les MNT et le VIH/SIDA et/ou la tuberculose, et les maladies rares.

MALADIE



FACTEUR DE RISQUE



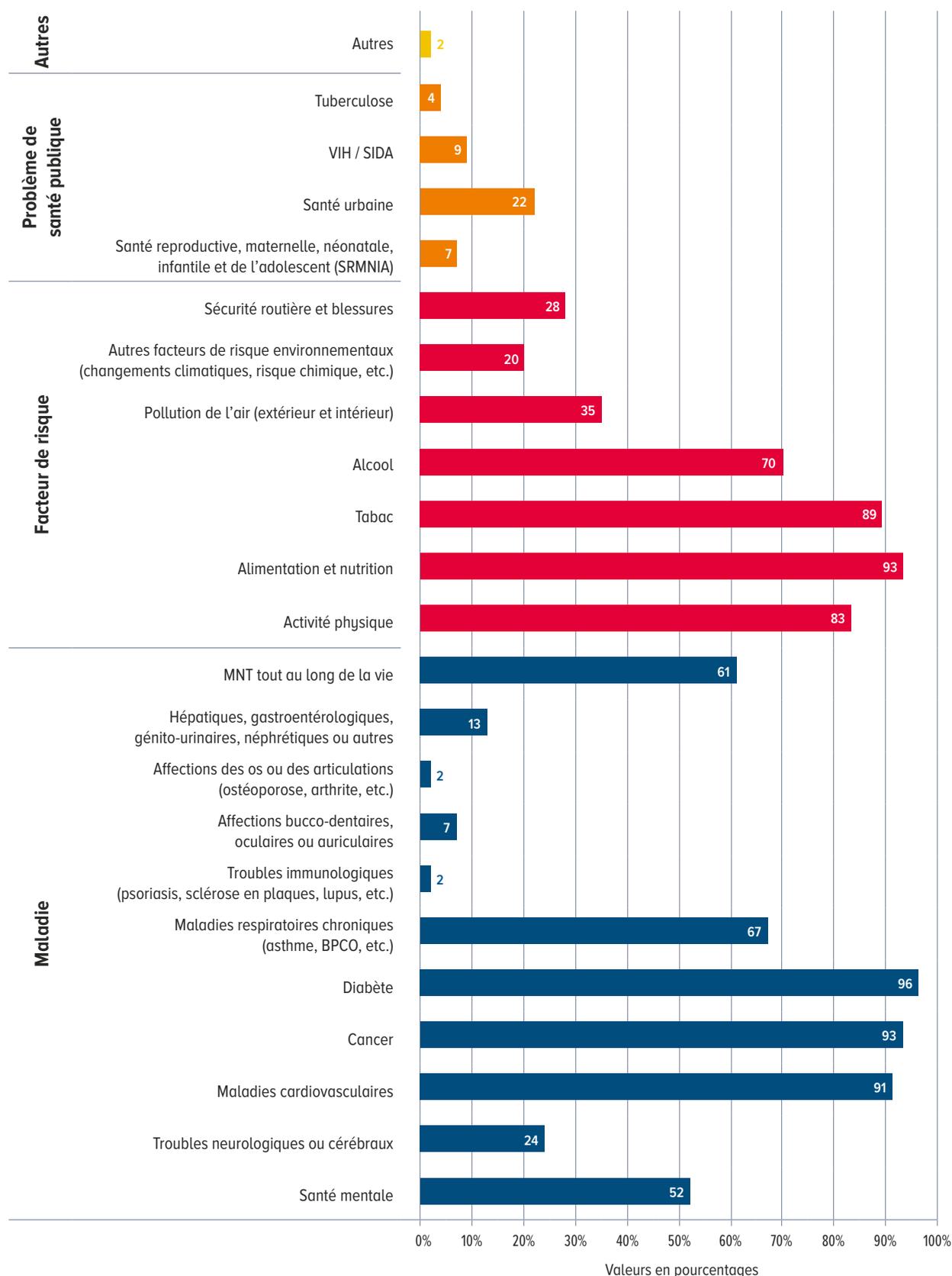


Illustration 4. Attention portée à la société civile dans l'Agenda des MNT

Principales problématiques traitées par les alliances sur les MNT

Les alliances ont mentionné toute une série d'approches dans leur riposte aux MNT tel que le montre l'illustration 5. Indépendamment de leur niveau de revenu, toutes les alliances sauf une s'investissent dans la prévention des MNT en abordant les facteurs de risque (98%). Une part importante des alliances se consacre à la sensibilisation (85%), à la mobilisation de la riposte de la société civile (76%), à la participation significative des personnes vivant avec des MNT (70%), à la responsabilisation autour des MNT (67%) et au renforcement des systèmes sanitaires (61%). Aborder les MNT dans des cadres humanitaires est la problématique la moins mentionnée (11%). Il convient

de souligner qu'une attention relativement moindre a été portée au financement des MNT par les alliances nationales et régionales (41%).

Des alliances plus nombreuses des PFR et des PRFI se penchent sur les problématiques des MNT liées à la prise en charge des patients (traitement et prise en charge, réadaptation et soins palliatifs, renforcement des systèmes sanitaires) tandis que dans les PRITS et les PRE, des alliances plus nombreuses ont indiqué travailler sur les MNT dans des cadres humanitaires et sur la responsabilisation en matière de MNT.

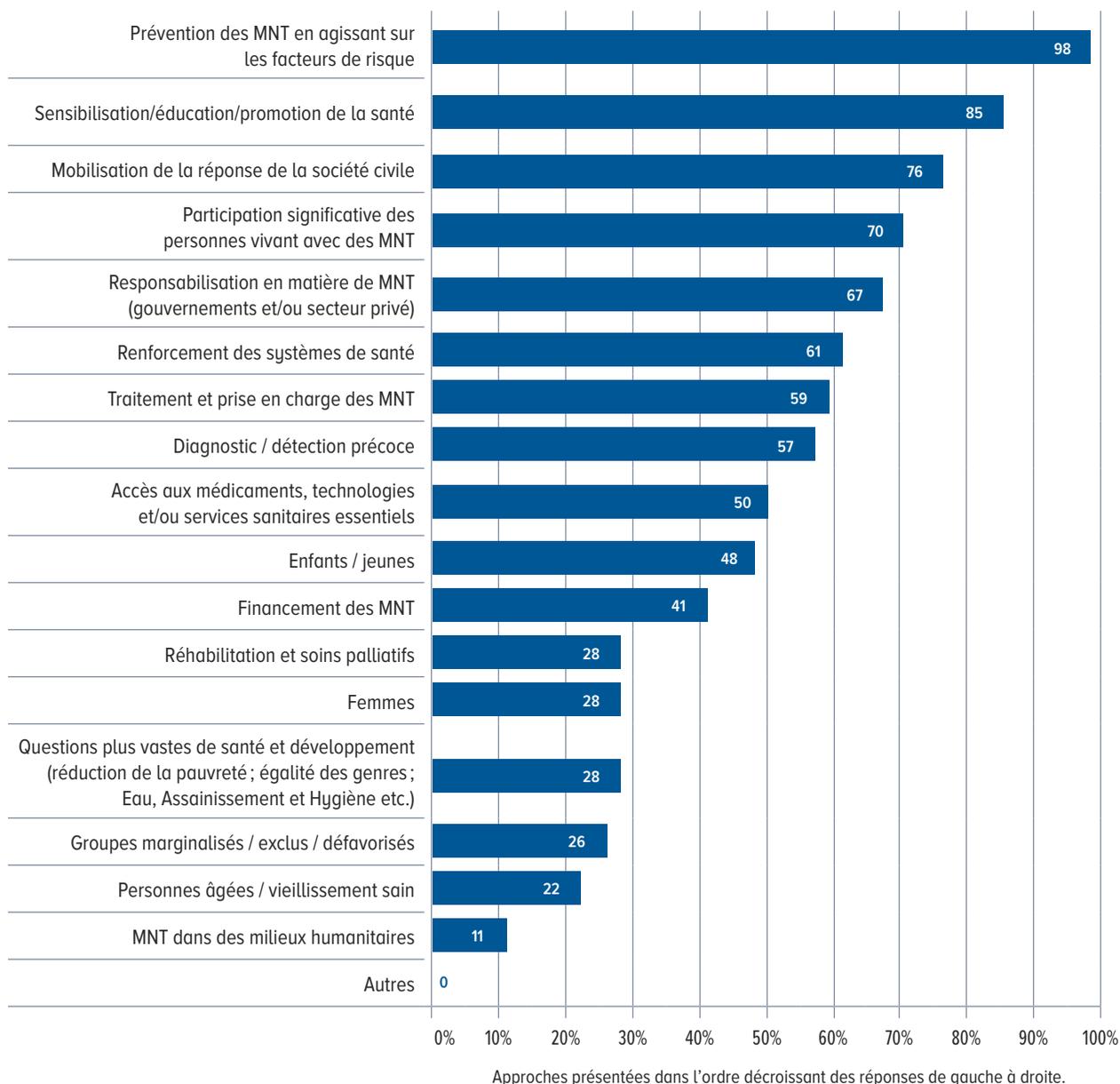


Illustration 5. Approches des MNT

Activités des alliances

La coordination de l'action de la société civile est apparue comme l'une des principales activités identifiées par la plupart des alliances, suivie du plaidoyer politique direct à l'échelle locale/nationale, de la promotion de la santé et de l'éducation et sensibilisation du public aux MNT/facteurs de risque. La recherche et la création de connaissances liées aux MNT, la construction de capacités des OSC, la couverture médiatique, le plaidoyer auprès des institutions régionales, et les services de prise en charge et d'accompagnement des PLWNCD n'ont été mentionnés en tant qu'activité principale que par très peu d'alliances. Il est à souligner qu'aucune alliance n'a cité comme activité principale l'influence ou la participation aux mécanismes officiels des MNT ou la surveillance des engagements gouvernementaux en matière de MNT.

Les alliances de la région WPRO ont indiqué limiter leurs activités principales à la coordination de la société civile et au plaidoyer politique. Seules des alliances de la région EMRO ont mentionné les services de prise en charge et d'accompagnement destinés aux PLWNCD comme des priorités, bien que des alliances de toutes les régions aient indiqué être impliquées dans la riposte aux MNT.

Réussites

Il a été demandé aux alliances sur les MNT d'identifier leurs trois principales réussites au cours des 2/3 dernières années, ayant permis de réduire les écarts dans la réalisation des cibles et engagements nationaux, régionaux et mondiaux liés à la lutte contre les MNT, et les résultats figurent dans le Tableau 1. Le tableau montre

les trois réponses les plus mentionnées pour chacune de leurs première, deuxième et troisième réussite principale. Incontestablement, la première réussite d'une alliance est sa création, suivie par la mobilisation des organisations de la société civile autour d'une action conjointe et par l'intérêt accru des décideurs pour agir en matière de MNT. Il convient également de souligner que pour certaines alliances, les réussites incluent également l'adoption de nouvelles politiques en matière de MNT par les agences gouvernementales, ainsi qu'une participation publique accrue des PLWNCD et des jeunes aux questions touchant les MNT. Ce dernier point s'inscrit dans l'approche pansociétale prônée par les engagements internationaux adoptés lors des RHN-ONU sur les MNT (2011, 2014 et 2018), mettant en exergue l'importance de la participation significative des PLWNCD et des jeunes, en tant que parties prenantes clé de la riposte aux MNT, tel que mentionné dans les chapitres précédents.

Besoins de capacité

Les compétences en construction de coalitions, communication et réseaux sociaux sont les besoins de capacité les plus importants des alliances (76%), suivies de près par la planification stratégique (74%), la participation multisectorielle et les partenariats (74%) et une capacité accrue en termes de mobilisation de ressources (72%). Ces besoins correspondent essentiellement à la phase de développement de l'alliance. Ils sont suivis par un intérêt pour les compétences en surveillance et responsabilisation (67%) et les compétences de plaidoyer et de campagne (63%). Le besoin de gouvernance organisationnelle et d'informations techniques sur le

	Première réussite	Deuxième réussite	Troisième réussite
1^{ère} réussite la plus mentionnée	Création de l'alliance sur les MNT en soi	Mobilisation des organisations de la société civile pour une action conjointe	Intérêt accru des décideurs politiques pour agir en matière de MNT
2^{ème} réussite la plus mentionnée	Mobilisation des organisations de la société civile pour une action conjointe	Intérêt accru des décideurs politiques pour agir en matière de MNT	Mobilisation des organisations de la société civile pour une action conjointe
3^{ème} réussite la plus mentionnée	Intérêt accru des décideurs politiques pour agir en matière de MNT	Participation publique accrue aux questions touchant les MNT (PLWNCD et jeunes compris)	Participation publique accrue aux questions touchant les MNT (PLWNCD et jeunes compris)
			<i>ET</i>
			Participation accrue des PLWNCD à la lutte contre les MNT
			<i>ET</i>
			Adoption par les agences gouvernementales de nouvelles politiques, programmes, réglementations, lois

Tableau 1. Principales réussites des alliances sur les MNT au cours des 2/3 dernières années

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

traitement et la prise en charge des MNT ont été évoqués dans une moindre mesure.

L'illustration 6 fait ressortir des variations régionales significatives entre les trois principaux besoins de capacité des alliances dans un ordre de priorité décroissant. Tandis que les alliances de la région AFRO ont indiqué des besoins liés à la construction de coalitions, la mobilisation de ressources et les compétences de communication, plus de 60% des alliances de la région EURO tiennent à construire une gouvernance organisationnelle, une planification stratégique et de capacités de recherche en politique. Toutes les

alliances de la région SEARO recherchent un soutien à la construction de coalitions, ainsi que des compétences de communication et planification stratégique. Les alliances de la région EMRO, qui partagent ces derniers intérêts ont également besoin de compétences liées au plaidoyer et à la mobilisation multisectorielle.

Plus de 80% des alliances de l'OPS réclament des compétences pour identifier et gérer les conflits d'intérêts et contrer l'ingérence de l'industrie, ainsi que des outils de surveillance et de responsabilisation en matière de MNT entre autres, un besoin partagé par toutes les alliances de la région WPRO.

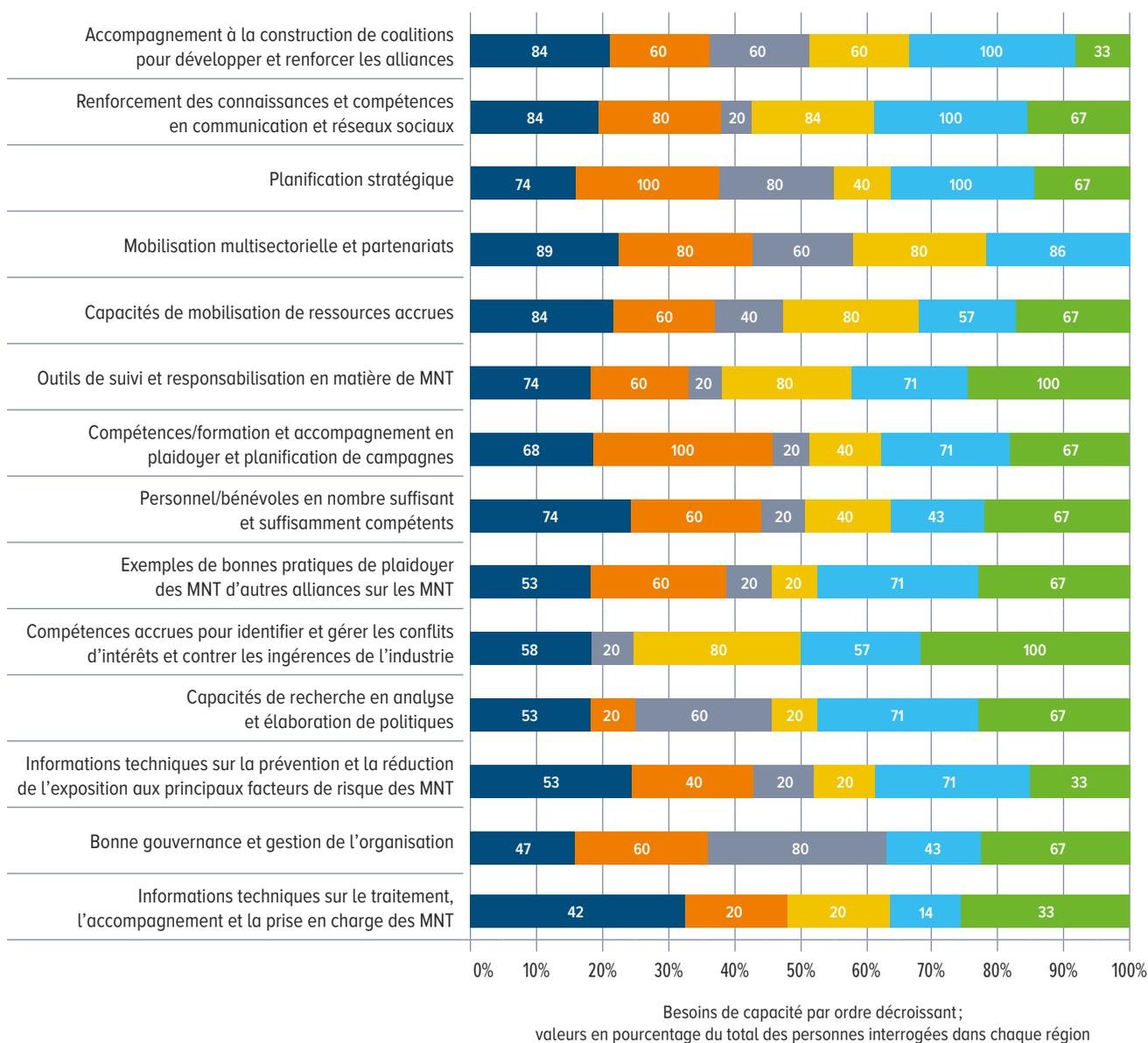


Illustration 6. Besoins de capacité par région

IV. Perspectives des alliances sur les MNT sur les éléments habilitants et les obstacles pour Réduire les Écarts dans l'action en matière de MNT

A. Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

MESSAGES CLÉS

Un tiers des alliances considère que la société civile est impliquée de manière significative à la prise de décisions gouvernementales et seule une alliance sur huit estime que les PLWNCD participent au processus décisionnel.

La plupart des alliances nationales et régionales sur les MNT ne pensent pas que la société civile soit bien équipée pour participer aux processus décisionnels gouvernementaux.

Dans la perspective de 2025 et 2030, les principaux domaines prioritaires pour l'action de la société civile en vue de réduire les écarts des politiques/programmes et législations liés aux MNT sont le plaidoyer pour les politiques en matière de MNT, la mobilisation de ressources et la sensibilisation communautaire.

Les contraintes financières, l'absence de mécanismes de participation aux processus décisionnels des gouvernements et le manque de riposte coordonnée de la société civile étaient les principaux obstacles à l'action de la société civile.

Les alliances sur les MNT considèrent que des ressources financières accrues, l'amélioration de la mobilisation des gouvernements-OSC et une riposte coordonnée des OSC sont les principaux éléments pouvant faciliter leur travail.

Les Alliances considèrent les acteurs gouvernementaux, les OSC et les bailleurs de fonds comme étant les parties prenantes les mieux placées pour déployer la riposte aux MNT à tous les niveaux.

Une société civile puissante et dynamique est un élément essentiel d'une riposte efficace aux MNT. Cependant, la communauté internationale et les gouvernements ont tardé à reconnaître l'importance des OSC et à les impliquer de façon significative. La mobilisation communautaire est identifiée dans le document de politique générale de la NCDA « Réduisons les écarts en matière de MNT » comme une lacune de longue date de la riposte aux MNT.

Cette section examine l'implication de la société civile dans la riposte aux MNT, ses priorités pour la réalisation des cibles 2025 et 2030, et les défis liés à la réduction des écarts de l'action sur les MNT.

La mobilisation de la société civile dans la riposte aux MNT

L'enquête a posé la question de la nature de l'engagement des OSC en tant que partenaires de la riposte aux MNT suite à l'appel lancé lors des trois RHN-ONU sur les MNT à une approche pansociétale (Illustration 7). Plus de deux tiers des alliances nationales et régionales sur les MNT estiment qu'après les RHN-ONU, la société civile est mieux organisée et impliquée en tant que partenaire significatif de la riposte nationale et régionale aux MNT.

Cependant, les données issues de la dernière enquête sur les capacités des pays en matière de lutte contre les MNT indiquent que moins de la moitié des pays sont dotés d'une commission multisectorielle portant sur les MNT, et il convient de noter que 30% d'entre elles n'incluent pas la société civile⁵. La reconnaissance de la société civile ne semble donc pas se traduire par sa participation aux décisions politiques, étant donné que seul un tiers environ des alliances sur les MNT estiment que la société civile participe de manière significative au

⁵ Enquête 2019 de l'OMS sur les capacités des Pays à faire face aux MNT Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://www.who.int/ncds/surveillance/ncd-capacity/en/>

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

processus décisionnel gouvernemental en matière de MNT. Peu d'alliances considèrent les parties prenantes non sanitaires (société civile, secteur privé et agences gouvernementales) comme étant intéressées, actives ou disposant de suffisamment de ressources pour promouvoir l'action en matière de MNT. Elles étaient encore moins nombreuses à considérer les PLWNCD comme participant de manière significative au processus décisionnel gouvernemental en matière de MNT. Plus de la moitié des alliances ne croient pas que la société civile soit suffisamment équipée pour participer à l'élaboration de politiques nationales, et font valoir qu'une action spécifique est nécessaire à cet égard.

leurs principales actions prioritaires en vue de réduire les écarts des politiques, programmes et législations en matière de MNT dans leur pays/région. L'illustration 8 montre l'ampleur des actions prioritaires mentionnées par les alliances sur les MNT. Elles sont regroupées en quatre thématiques générales: les priorités internes à l'alliance, celles qui exigent une mobilisation externe, celles qui sont liées aux systèmes et celles portant sur des problématiques spécifiques liées aux MNT.

Les principales priorités des alliances sur les MNT sont le plaidoyer pour des politiques de lutte contre les MNT (externe) et assurer suffisamment de ressources à l'alliance (interne). Certains éléments ont été mentionnés de façon isolée: l'accroissement du nombre de membres, le développement et la mise en œuvre de politiques de lutte contre les MNT et le renforcement de la gouvernance des alliances.

Les actions prioritaires de la société civile

Dans la perspective des années charnières que sont 2025 et 2030, les alliances sur les MNT ont passé en revue

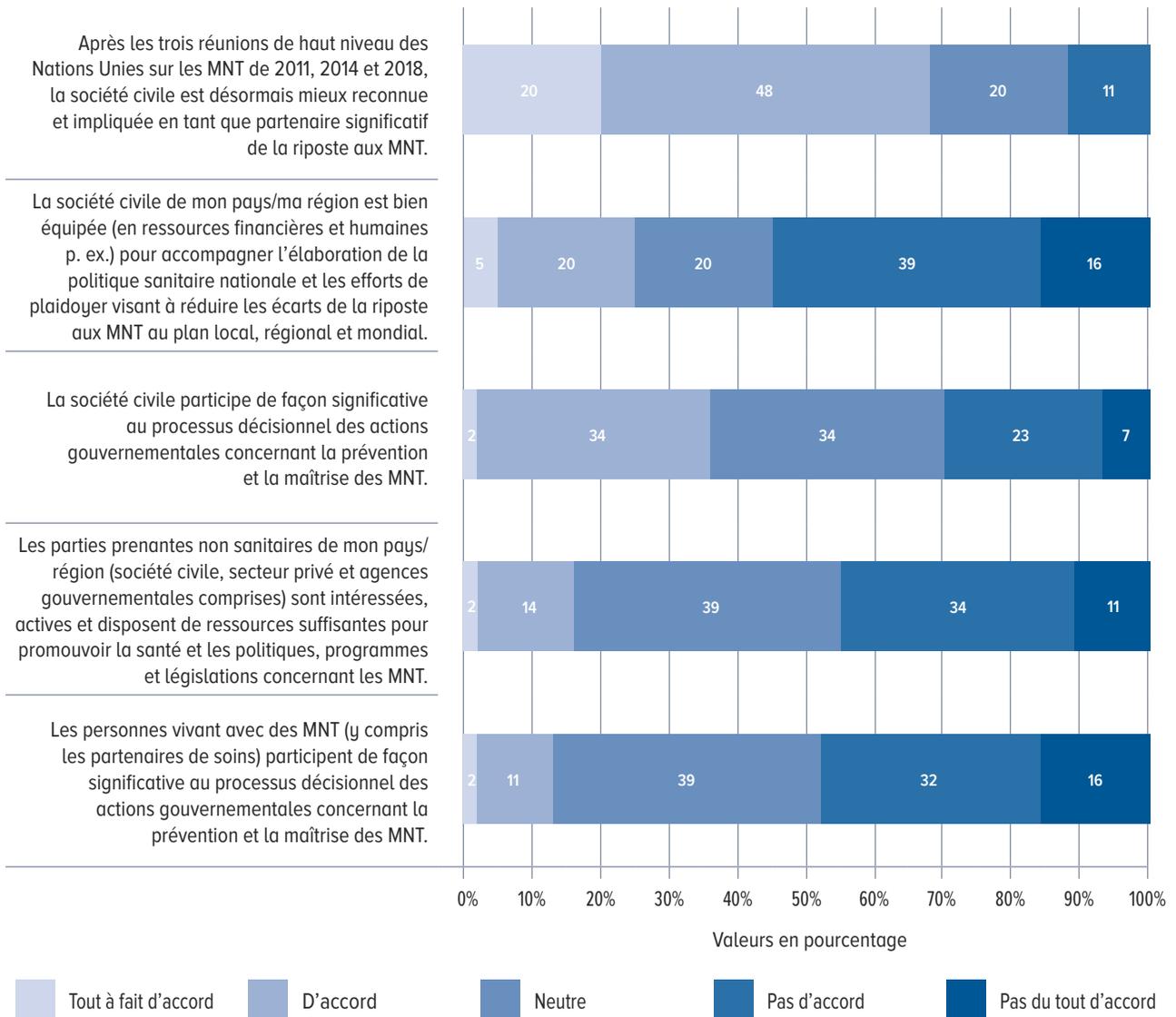


Illustration 7. La société civile dans la riposte aux MNT response

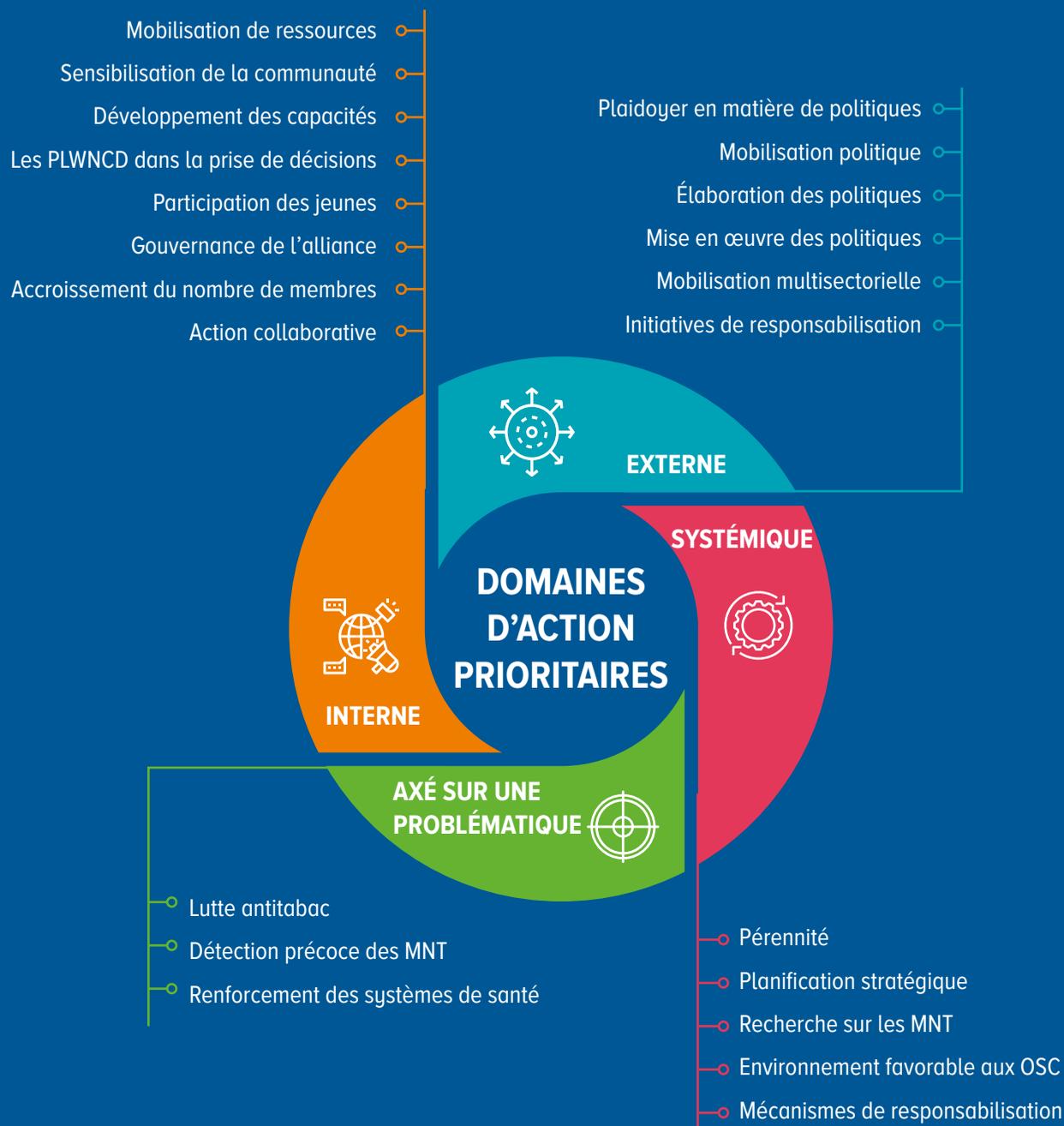


Illustration 8. Domaines d'action prioritaires

Défis à la riposte de la société civile

Les alliances sur les MNT ont mentionné les contraintes financières, l'absence ou l'insuffisance des mécanismes pour la participation de la société civile aux processus décisionnels et l'absence de riposte coordonnée de la société civile comme étant les trois principaux défis à la riposte aux MNT de la société civile. La faible participation des OSC non sanitaires n'est perçue comme un défi majeur par aucune alliance, bien que seul un tiers environ des alliances en compte parmi leurs membres.

Des alliances des PFR et des PFRI plus nombreuses ont identifié les contraintes financières et l'absence de riposte coordonnée comme leur défi principal; tandis que des alliances des PRE relativement plus nombreuses considèrent l'insuffisance des mécanismes de participation des OSC au processus décisionnel gouvernemental comme étant leur principal défi.

Éléments habilitants pour l'action de la société civile

Les alliances sur les MNT ont dû identifier les trois principaux facteurs pouvant maximiser leur riposte et leur permettre potentiellement de contribuer à la réduction des écarts de l'action de lutte contre les MNT dans leurs pays et régions.

Selon les réponses, la mobilisation de ressources est de loin le principal élément habilitant permettant d'améliorer l'action de la société civile. Des subventions nationales et internationales ainsi que la taxation des produits mauvais pour la santé: voici ce qui permettrait principalement d'avoir une dotation en personnel permanent et de payer les fonctions de coordination de base. Les actions facilitant les contacts avec le gouvernement figuraient également en bonne place parmi les éléments habilitants. À cet égard, de nombreuses alliances recherchaient des espaces et des mécanismes pour la participation de la société civile, tels que des mécanismes de coordination multisectoriels, des organes décisionnels gouvernementaux et des partenariats entre gouvernement et société civile. La coordination au sein des alliances et le renforcement des capacités de plaidoyer et de levée de fonds faisaient également partie des solutions prioritaires recommandées.

La lutte contre l'ingérence de l'industrie et des stratégies en vue d'impliquer des parties prenantes clés, telles que les PLWNCD et les ONG non sanitaires figuraient en bonne place des solutions supplémentaires pour accélérer la riposte de la société civile.

Parties prenantes clés pour la riposte aux MNT

Les alliances sur les MNT ont indiqué un éventail de parties prenantes essentielles pour intensifier la riposte aux MNT à l'échelle locale, nationale et/ou mondiale, allant de la société civile au gouvernement en passant par le secteur privé et les organisations/agences internationales. Dans le secteur de la santé, les alliances ont identifié les ministres de la Santé, les centres de liaison MNT du gouvernement, les PLWNCD, les associations de professionnels de la santé, les organisations de patients et les professionnels de la santé communautaires en tant que parties prenantes clés. Dans les secteurs non sanitaires, en revanche, les alliances ont cité les collectivités locales, les parlementaires, d'autres ministères (Finances, Communication, Commerce, Agriculture, etc.), les groupes de jeunes, les avocats, les sociétés de consommateurs et les dirigeants culturels/religieux en tant que parties prenantes clés. Elles ont également mentionné les industries pharmaceutiques et de télécommunications en tant que parties prenantes clés du secteur privé.

Les alliances ont également identifié plusieurs organisations et organismes de financement régionaux et internationaux, tels que l'Union africaine, la Communauté de développement sud-africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est, l'ONU et ses agences (OMS, PNUD, USAID), la NCDA et le Fonds danois de développement de la société civile (CISU), parmi les principales parties prenantes à impliquer dans la riposte aux MNT.

B. Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

Après la première RHN-ONU sur les MNT en 2011, et grâce à des décennies de recherche, d'élaboration de politiques et d'expérience engrangée dans les pays, la clé du succès de la lutte contre les MNT est éprouvée, et de nombreuses interventions rentables ont été listées dans le cadre des « meilleurs choix » de l'OMS. Les gouvernements savent ce qu'il faut faire, ils connaissent les politiques qui feront la différence dans la vie des PLWNCD et des personnes à risque. Et ils savent que correctement mis en œuvre, ces « meilleurs choix » permettent d'économiser de l'argent et de sauver des vies. Il est donc important d'évaluer ce qui a été fait et ce qui reste à faire, en identifiant les éléments habilitants, les défis et les obstacles à une action de plus grande ampleur.

Cette section examine les perspectives des alliances nationales et régionales sur les MNT au regard de la riposte du gouvernement aux MNT à l'échelle nationale et régionale. Elle cherche également à identifier les priorités de plaidoyer des alliances en vue d'aider le gouvernement à respecter les engagements 2025 et 2030, les interventions qui, selon elles, pourraient faire la plus grande différence à cet égard. Cette section identifie les futures occasions de victoires politiques en matière de MNT dans leurs pays et régions et les possibilités inexploitées ouvertes aux gouvernements pour intensifier l'action et le financement des MNT.

MESSAGES CLÉS

Seule 1 alliance sur les MNT sur 5 croit que son pays est en bonne voie pour atteindre les objectifs 2025 et 2030.

Selon les alliances sur les MNT, l'absence de leadership et de volonté politique, les contraintes financières, le manque de personnel gouvernemental/capacités techniques et la faible mise en œuvre des programmes posent des défis majeurs à l'action gouvernementale de lutte contre les MNT.

Plus de la moitié des alliances ont cité des priorités sanitaires concurrentes et l'influence des industries nocives pour la santé en tant que raisons expliquant que les gouvernements n'accordent qu'une faible priorité aux MNT.

Plus de la moitié des alliances ne pensent pas que les MNT soient intégrées à d'autres programmes comme celui contre la tuberculose, ni incluses dans la CSU.

Démontrer l'efficacité des interventions, assurer un financement durable, améliorer les capacités techniques des gouvernements et intégrer la lutte contre les MNT dans les régimes de CSU nationaux ont été identifiées comme les thématiques prioritaires du programme de plaidoyer en vue d'atteindre les cibles mondiales en matière de MNT.

Les alliances ont identifié la taxation des produits mauvais pour la santé comme étant la première intervention prioritaire pour réduire la charge nationale des MNT, suivie des meilleurs choix de l'OMS concernant les maladies cardiovasculaires et le diabète.

Les cycles électoraux, les décideurs favorables, les succès politiques rapides, des sièges dans les comités gouvernementaux, l'élaboration de stratégies programmatiques et de réformes systémiques sont perçues comme des fenêtres d'opportunité pour obtenir des victoires en matière de politiques de lutte contre les MNT dans les pays.

La taxation de produits mauvais pour la santé, l'intégration des MNT aux programmes sanitaires existants et la mobilisation de la société civile sont identifiés comme des opportunités inexploitées pour que les gouvernements intensifient l'action et le financement de la lutte contre les MNT.

Les enjeux de l'action gouvernementale

Les alliances nationales et régionales sur les MNT ont mentionné une série de difficultés qui empêchent leurs gouvernements de réduire les écarts de la riposte aux MNT. Le manque de leadership politique a été identifié comme le principal enjeu, surtout par les alliances des PRFI et des PRE. C'est la cause de l'inertie politique entre les engagements souscrits et l'action dans certaines régions et pays, ou du succès limité de certains « créneaux politiques » ou de politiques recommandées largement acceptées. Des ressources financières insuffisantes (davantage citées par les PFR), les capacités techniques inadéquates du personnel et la faible mise en œuvre de programmes/politiques (citées par tous les pays sauf les PRE) constituent les enjeux de l'action gouvernementale mentionnés en deuxième et troisième position.

Peu d'alliances ont indiqué le manque d'environnement favorable à l'action de la société civile, la faible priorité accordée par les gouvernements aux MNT et la faible intégration des MNT à d'autres programmes sanitaires. Curieusement, même si elles faisaient partie des réponses possibles à l'enquête, aucune des alliances n'a mentionné le manque de données sur les MNT, un plaidoyer et un suivi de la société civile inadéquats, les difficultés issues des accords commerciaux, des cadres réglementaires et politiques faibles ou des mécanismes de responsabilisation insuffisants comme des enjeux importants de l'action gouvernementale.

Comme le montre l'illustration 9, le manque de volonté politique constituent un obstacle majeur à la riposte gouvernementale aux MNT dans toutes les régions, surtout pour les alliances de la région EURO (80%). Dans le document de politique générale de la NCDA intitulé *Réduisons les écarts en matière de MNT*, le leadership est signalé comme une lacune majeure et un domaine central pour accélérer l'action future dans le cadre du développement durable.

Certaines alliances de l'OPS et de la région SEARO ont également mentionné que leur travail était entravé par des situations politiques difficiles. Les alliances de la région SEARO ont également indiqué le manque d'environnement favorable pour l'action de la société civile et la faible intégration des MNT dans les autres programmes sanitaires.

Les alliances de la région EMRO et de l'OPS ont mentionné l'ingérence d'une industrie présentant des conflits d'intérêts en tant qu'enjeu principal de la riposte gouvernementale. Ceci est à rapprocher de la demande formulée par les alliances de l'OPS de capacités accrues pour faire face à l'ingérence de l'industrie dans l'élaboration de politiques liées aux MNT, même si cette demande ne figurait pas chez les alliances de la région EMRO.

De nombreuses alliances africaines ont indiqué l'accent persistant mis sur le financement du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme et la visibilité relativement faible des complications issues des MNT qui vient retarder la riposte politique. En effet, seules des alliances de la région AFRO ont mentionné le financement insuffisant de sources nationales et internationales et les capacités limitées des gouvernements en tant qu'enjeu principal de l'action gouvernementale.

Raisons de la faible priorité accordée aux MNT

À la question de savoir quelles étaient les raisons de la faible priorité accordée aux MNT par les gouvernements, les réponses varient selon les alliances sur les MNT et le revenu de leur pays. Plus de la moitié des alliances (57%) considèrent que l'importance accordée aux autres problèmes de santé éclipsent les MNT, déjà délaissées en raison des limites du budget de la santé. L'ingérence des industries mauvaises pour la santé dans l'action du gouvernement a également été citée comme un facteur dissuasif par la moitié des alliances - comme le relevait le document de politique générale de la NCDA *« Réduisons les écarts en matière de MNT »* - car leur influence indue et leurs intérêts partisans constituent des enjeux bien connus des politiques de prévention des MNT et des éléments clés des écarts en matière de leadership dans la riposte aux MNT. 40% des alliances ont affirmé que l'importance relativement élevée accordée aux problématiques non sanitaires, la faible attractivité politique des MNT et la perception qu'elles sont axées sur l'individu et donc hors de portée du contrôle du gouvernement ont entraîné la faible priorisation des MNT.

Comme l'indique l'illustration 10, les alliances des PFR sont les plus nombreuses à attribuer la faible priorisation des MNT par les gouvernements à l'importance relative d'autres problématiques de santé ou à la nature complexe de ces maladies. D'autre part, les alliances des pays aux revenus les plus élevés sont les plus nombreuses à avoir cité l'ingérence de l'industrie et la perception que les MNT sont un choix individuel en tant que raisons de leur faible priorisation. Ainsi, une alliance d'un PRE a montré du doigt le puissant lobby du sucre du pays qui fait des dons à des partis politiques. La moitié des alliances des PRE et plus des deux tiers de celles des PRITS ont indiqué que leurs gouvernements étaient plus susceptibles d'adopter des mesures destinées à influencer les comportements individuels que de favoriser l'élaboration de politiques permettant d'aborder les facteurs de risque des MNT. Deux alliances des PRE ont précisé que leurs gouvernements étaient enclins à se concentrer davantage sur le traitement des MNT.

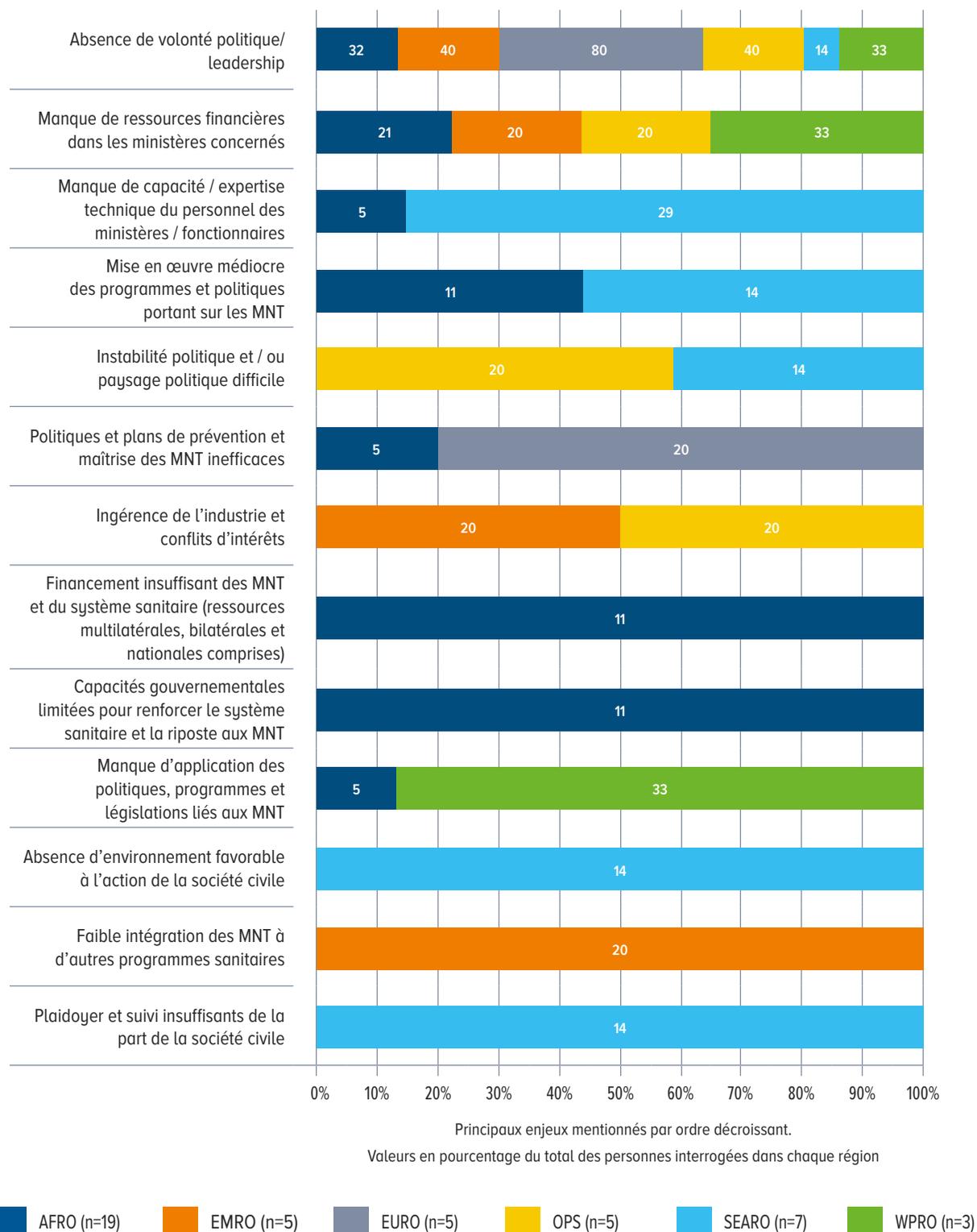


Illustration 9. Principaux enjeux pour les gouvernements par région

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

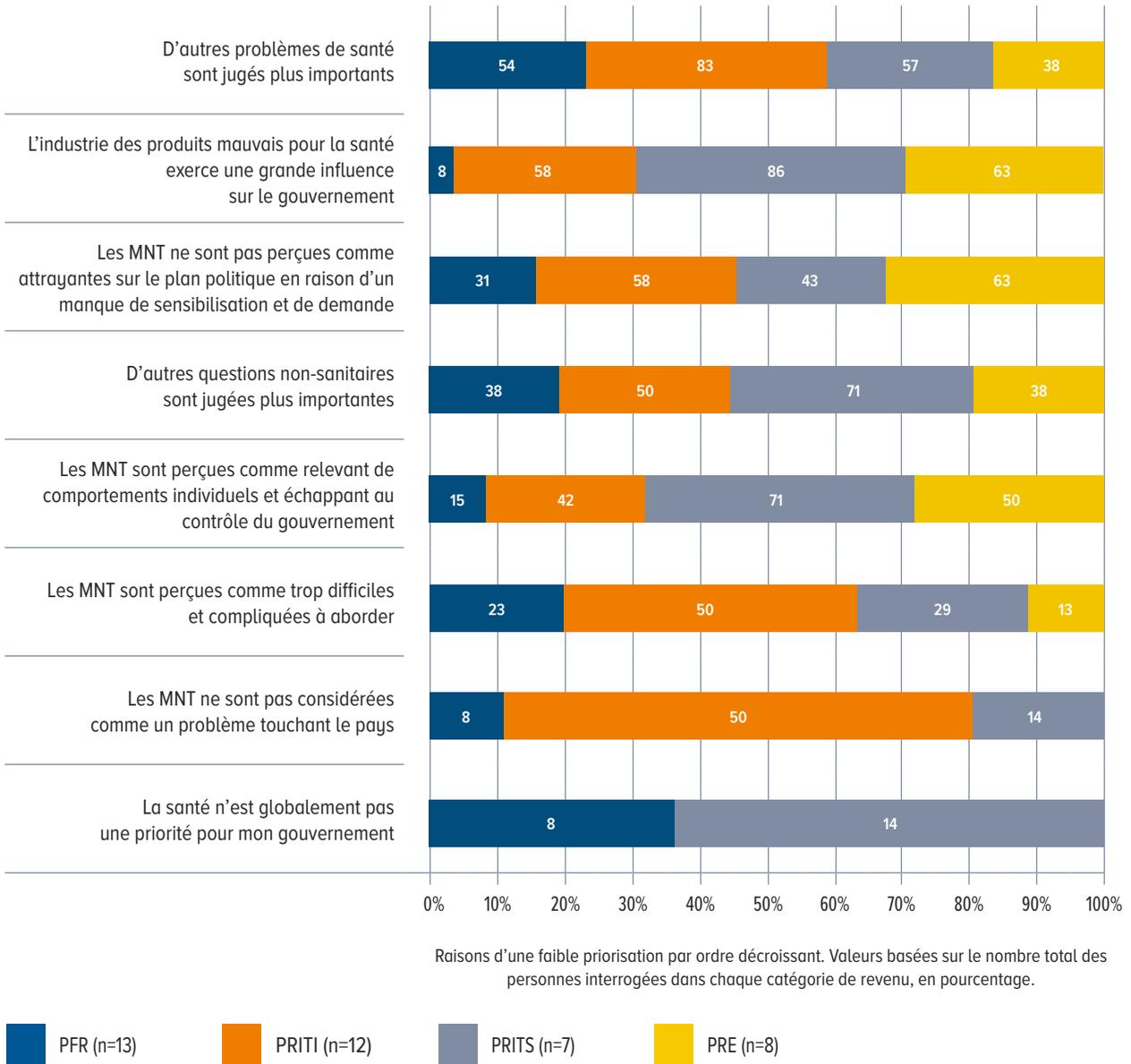


Illustration 10. Raisons d'une faible priorisation des MNT par les gouvernements selon les revenus

Actions gouvernementales en matière de MNT

Les alliances nationales et régionales sur les MNT ont dû indiquer à quel point elles étaient d'accord avec plusieurs aspects liés à la riposte gouvernementale aux MNT depuis les RHN-ONU sur les MNT.

Quatre alliances sur dix ne croient pas que leur pays ait adopté des politiques efficaces de lutte contre les MNT au cours des cinq dernières années, ni que les MNT aient été intégrées aux autres programmes de santé. Cette conviction est encore plus marquée lorsque l'on examine les revenus des pays des alliances, comme

les PRE par exemple. Il convient de faire remarquer que davantage d'alliances des PFR pensent que leurs pays ont intégré les MNT dans les programmes de santé existants comparé aux autres groupes de revenus. Ce résultat se démarque car dans l'illustration 10, dernière section, on peut voir que la moitié des alliances des PFR attribuent la faible priorisation des MNT au fait que ces maladies ne sont pas considérées comme un problème, et huit alliances sur dix pensent que d'autres problèmes de santé pourraient être plus sérieux aux yeux du gouvernement.

Comme le montre l'illustration 11, la plupart des alliances ont répondu par la négative à la question de savoir si leurs pays étaient en bonne voie pour atteindre les cibles 2025 et 2030 liées aux MNT, ce qui correspond aux données disponibles à propos du Compte à rebours 2030 pour les MNT⁶, qui montrent que seuls 15 à 18% des pays, pour la plupart à revenu élevé, seront en mesure d'atteindre la cible 3.4 des ODD visant à réduire la mortalité prématurée des personnes âgées de 30 à 70 ans due aux principales MNT, tandis que la moitié des pays du monde sont très mal partis et ne réussiront pas à atteindre cette cible au rythme actuel de leurs progrès.

L'analyse par région suggère que des alliances relativement plus nombreuses de la région AFRO ont une opinion favorable des mesures en matière de MNT adoptées par leur pays qu'elles estiment efficaces, et pensent que ces derniers sont en bonne voie pour

atteindre les cibles. La tendance est inversée dans d'autres alliances des régions EMRO, SEARO et WPRO et de l'OPS qui se déclarent neutres ou sont en désaccord avec ces affirmations.

Par rapport aux ripostes nationales, des alliances plus nombreuses étaient entièrement d'accord ou d'accord (44%) pour dire que des progrès avaient été accomplis en matière de MNT au niveau mondial après les trois RHN-ONU sur les MNT. Cette opinion était plus répandue chez les alliances des PFR (23%) et des PRFI (13%). Plus de la moitié des alliances conviennent que les organisations et les institutions internationales devraient modifier l'axe de leurs priorités et de leurs actions en passant de l'échelle mondiale à l'échelle nationale/régionale. Il s'agit d'une position intéressante étant donné que la prochaine RHN-ONU sur les MNT se tiendra en 2025, offrant ainsi une occasion d'intensifier l'action au niveau local.

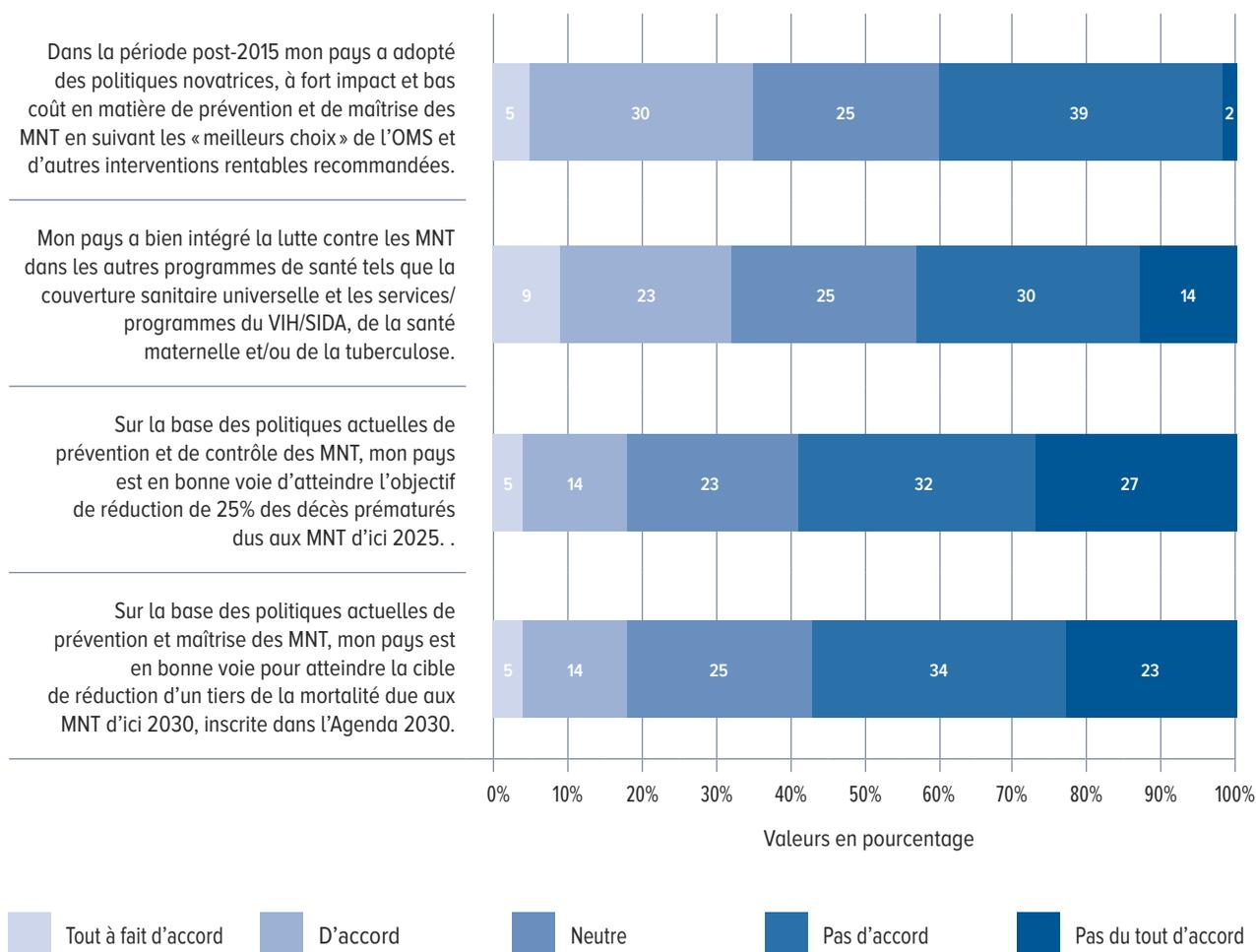


Illustration 11. Perception de la riposte nationale aux MNT

⁶ Compte à rebours 2030 pour les MNT : tendances mondiales de la mortalité due aux maladies non transmissibles et progrès vers la réalisation de la cible 3.4 des Objectifs de développement durable. The Lancet. 22 septembre 2018. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ncdcountdown.org/publications.html> (consulté le 27 novembre 2019)

Priorités de plaidoyer de l'Alliance sur les MNT

Les alliances sur les MNT ont dû classer 10 priorités de plaidoyer pour l'action du gouvernement à la lumière de la prochaine RHN-ONU de 2025 sur les MNT et des cibles 2030. Le Tableau 2 présente le résultat du classement de ces priorités par ordre décroissant. La première priorité identifiée par les alliances sur les MNT était le besoin d'analyser et d'illustrer des interventions efficaces pour atteindre les cibles mondiales en matière de MNT, suivi du besoin de ressources et de financements durables pour les MNT. En troisième position, les alliances ont identifié le besoin de capacités techniques accrues au sein du gouvernement pour une action intensifiée, intégrée et cohérente, ainsi que le besoin d'intégrer la prévention et le traitement des MNT aux régimes nationaux de CSU.

Ces résultats sont utiles pour mettre au point les priorités des campagnes de plaidoyer des prochaines années, et notamment à l'horizon 2025 et 2030. La NCDA a eu recours à des classements tels que celui-ci pour identifier ses priorités de campagnes mondiales pour la RHN-ONU de 2018 sur les MNT⁷ et la RHN-ONU de 2019 sur la CSU⁸

Il convient de signaler que cet exercice de classement pourrait varier d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, d'où l'importance de tenir compte du contexte, de l'environnement politique et des perspectives de la société civile lors de la définition des priorités de campagne.

PRIORITÉ 1	Analyser et illustrer la manière de réduire les écarts afin d'atteindre les cibles mondiales 2025 et 2030 par la mise en œuvre de plans nationaux sur les MNT, l'adoption des meilleurs choix de l'OMS et d'autres interventions rentables recommandées pour la prévention et la maîtrise des MNT, et l'établissement de cibles nationales.
PRIORITÉ 2	Augmenter le financement de la santé et des MNT, assurer la durabilité des ressources (y compris provenant de sources internationales et nationales).
PRIORITÉ 3	Améliorer les capacités/l'expertise technique(s) au sein des gouvernements afin d'intensifier l'action sur la prévention et la maîtrise des MNT, en assurant la cohérence des politiques et une approche visant à intégrer la santé dans toutes les politiques. Assurer que la prévention et le traitement des MNT sont intégrés aux régimes de CSU nationaux, ce qui permettrait d'éviter des frais de santé catastrophiques, de traiter les multimorbidités et de garantir une approche tout au long de la vie.
PRIORITÉ 4	Assurer la participation significative des organisations de la société civile dans le processus décisionnel (de la conception à la mise en œuvre et l'évaluation). Garantir des mécanismes de responsabilisation et de surveillance suffisants pour s'assurer que les gouvernements respectent leurs engagements en matière de lutte contre les MNT. Établir des mécanismes de gestion des conflits d'intérêts dans l'élaboration des politiques et contrer l'ingérence de l'industrie.
PRIORITÉ 5	Promouvoir la participation significative des personnes vivant avec des MNT et d'autres maladies/affections et de leurs partenaires de soins, des populations marginalisées, des jeunes, des femmes et des populations autochtones. Améliorer l'accès à des médicaments, des traitements, des technologies et des services abordables, sûrs et de qualité.
PRIORITÉ 6	Faire en sorte que le personnel de santé soit bien formé, soutenu et doté des ressources adéquates afin qu'il soit mieux équipé pour fournir des services de santé intégrés.

Tableau 2. Priorités de plaidoyer de l'Alliance sur les MNT pour contribuer à atteindre les cibles 2025 et 2030#

7 Alliance sur les MNT (janvier 2018). Priorités de campagne : la Réunion de haut niveau des Nations Unies de 2018 sur les MNT. Disponible à l'adresse suivante : <https://ncdalliance.org/resources/ncda-campaign-priorities-2018-un-high-level-meeting-on-ncds>

8 Alliance sur les MNT (avril 2019). Priorités de plaidoyer de l'Alliance sur les MNT : La réunion de haut niveau 2019 des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle. Disponible à l'adresse suivante : https://ncdalliance.org/resources/NCDA_priorities_HLM_UHC_2019

Interventions efficaces contre les MNT

On a demandé aux alliances sur les MNT quels étaient les meilleurs choix de l'OMS et autres interventions rentables les plus efficaces pour réduire la charge de MNT de leurs pays.

Dans l'ensemble, les interventions ciblant les facteurs de risque ont été les plus mentionnées. Parmi les facteurs de risque, le tabac et la mauvaise alimentation ont été les plus mentionnés. La taxation des produits mauvais pour la santé, dont l'alcool, le tabac et les boissons sucrées ont été considérées comme les interventions politiques les plus efficaces pour réduire la charge des MNT. Les interventions portant sur les facteurs de risque ont fait référence à la mise en œuvre des meilleurs choix de l'OMS et à des stratégies mondiales spécifiques telles que celles portant sur l'activité physique, l'alimentation et la commercialisation de l'alcool.

Outre les facteurs de risque, les alliances ont également recommandé l'adoption d'interventions de type meilleurs choix pour les maladies cardiovasculaires et le diabète, le modèle PEN de l'OMS et la vaccination contre le cancer du col de l'utérus. Seules quelques alliances ont jugé importantes les interventions systémiques incluant le soutien institutionnel et financier aux OSC, le renforcement des capacités de dépistage, formation et gestion des MNT et le renforcement de la prévention.

Opportunités de gains politiques

Le Tableau 2 résume les différentes fenêtres d'opportunité identifiées par les alliances pour faire progresser l'action sur les MNT dans leurs pays/régions.

Opportunités inexploitées pour les gouvernements

En plus d'identifier des opportunités pour faire avancer leur propre travail, les alliances nationales et régionales sur les MNT ont également mentionné des opportunités clés que leurs gouvernements pourraient exploiter afin d'intensifier la riposte aux MNT et trouver des ressources.

Dans tous les groupes de revenus des pays et régions, affecter les revenus fiscaux du tabac, de l'alcool, des aliments mauvais pour la santé et des boissons sucrées figurait en tête des recommandations des alliances pour débloquent des ressources pour l'action contre les MNT. Il convient de signaler que de nombreuses alliances avaient également cité la taxation en tant que mesure pouvant faire une grande différence pour réduire la charge des MNT.

Concernant le financement des MNT, les alliances suggèrent d'accroître les ressources consacrées aux MNT à travers le budget annuel du gouvernement, et de tenter de mobiliser les bailleurs de fonds locaux et internationaux, notamment en augmentant l'aide internationale au développement destinée aux MNT. À cet égard, le lancement fin 2019 de l'engagement du gouvernement norvégien à créer la toute première stratégie de développement international pour lutter

contre les MNT dans les PFR, avec un investissement spécifique de 200 millions de couronnes norvégiennes (21,9 millions de \$US), constitue une opportunité.

Les alliances ont relevé un large éventail d'opportunités qui pourraient permettre aux gouvernements d'intensifier leurs efforts.

Le Réseau bangladaïsi pour la prévention et la maîtrise des MNT a suggéré que le surplus existant du pays en matière de développement de la santé pourrait satisfaire les besoins de financement des MNT. Tandis que l'Alliance zanzibarite sur les MNT a vu une opportunité dans l'affectation de ressources aux MNT dans le budget annuel du gouvernement, l'Alliance malawite sur les MNT estime qu'il est important de mobiliser les bailleurs de fonds locaux et internationaux. Le groupe de travail sur les MNT du Royaume Uni a pour sa part indiqué qu'il était nécessaire que le Département pour le développement international (DFID) du pays affecte l'aide au développement international aux MNT. L'alliance nigériane sur les MNT a quant à elle vu une occasion d'intégrer les MNT à la CSU du pays.

Les alliances ont relevé un large éventail d'opportunités qui pourraient permettre aux gouvernements d'intensifier leurs efforts. Plusieurs alliances de la région AFRO, telles que l'alliance sud-africaine, l'alliance nigériane et l'alliance d'Afrique de l'Est, ont évoqué la possibilité d'utiliser des programmes existants tels que la CSU et l'éducation à la santé à l'école en tant que vecteurs des interventions en matière de MNT. Les alliances des Caraïbes et de Malaisie ont mis en exergue qu'une collaboration entre les gouvernements et les OSC pourrait apporter des ressources techniques, renforcer les capacités des équipes gouvernementales et faciliter l'exécution des programmes, en vue d'améliorer la riposte gouvernementale. Les alliances uruguayenne, du Mozambique et de Côte d'Ivoire ont souligné le besoin d'impliquer les OSC dans le processus décisionnel afin d'accélérer l'action contre les MNT. Ces deux dernières alliances considèrent également les OSC non sanitaires comme des organismes non exploités qui pourraient permettre d'intensifier la riposte aux MNT.

	OPPORTUNITÉS	PAYS
Opportunités politiques	Hommes et femmes politiques nouvellement élus	Indonésie
	Cycle électoral imminent	Maldives
	Engagements politiques à l'échelle régionale	Caraïbes et Afrique de l'Est
Opportunités politiques	« Victoires politiques » antérieures pour faire avancer de nouvelles demandes	Several countries, particularly in Latin America
	Siéger dans des comités gouvernementaux permet de promouvoir les meilleurs choix et l'augmentation des investissements en prévention	Plusieurs pays, surtout en Amérique latine
	Exploiter les progrès accomplis par des états/territoires motivés pour impulser l'action dans d'autres états/territoires et au niveau fédéral	Australie
	Mobiliser la demande publique pour créer des opportunités	Slovénie et Zanzibar
	Participation des jeunes en vue de pousser l'industrie alimentaire vers des produits plus sains	Togo
	Réunions internationales importantes (p. ex. réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow pour encadrer les MNT dans le contexte climatique mondial)	Royaume-Uni
	Le Conseil national de la santé et le Sommet national législatif de la santé pour le plaidoyer	Nigéria
	Congrès nationaux et événements nationaux pour la journée des MNT	Côte d'Ivoire
Opportunités programmatiques	Données de l'enquête sur l'approche STEPS (Stepwise Approach to Surveillance) de l'OMS pour le renforcement du système sanitaire	Afghanistan
	Reconnaissance par le gouvernement du manque de données relatives aux MNT	
	Approche collaborative du gouvernement avec la société civile et les milieux universitaires en vue de renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation	Cameroun
	Réformes des soins de santé en vue de faire progresser la prévention primaire des MNT	Amérique latine
	Un département dédié aux MNT ouvre la possibilité d'une action concertée	Burundi
	Débat actuel sur la CSU et le régime national d'assurance-maladie afin de poursuivre l'intégration de multiples pathologies dont les MNT	Afrique du Sud
	Poursuite des ODD et de l'objectif de santé par le gouvernement	Égypte et Colombie

Tableau 3. Fenêtres d'action politique

C. Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive

MESSAGES CLÉS

Seul un tiers des alliances nationales et régionales sur les MNT sont engagées dans des activités de responsabilisation liées à ces maladies, dont la plupart de celles des pays OPS et la moitié de celles de la région EURO.

Seule une alliance sur cinq considère que son gouvernement dispose de mécanismes de responsabilisation suffisants pour s'assurer qu'il respecte ses engagements en matière de MNT.

Seuls 7% des alliances sur les MNT considèrent que leur gouvernement dispose de mécanismes efficaces pour gérer les conflits d'intérêts dans les processus de santé publique et d'élaboration des politiques de lutte contre les MNT.

Les alliances estiment que la participation de la société civile dans le processus décisionnel, l'intégration des MNT à d'autres programmes sanitaires et la sensibilisation du public, sont les principaux domaines de collaboration avec le gouvernement.

L'établissement de mécanismes de responsabilisation, le développement de l'argumentaire démontrant le bien-fondé de l'action de lutte contre les MNT et l'intensification du plaidoyer dans le contexte des ODD ont été mentionnés comme les principaux domaines d'amélioration de la collaboration avec les agences onusiennes.

La responsabilisation est l'une des quatre principales activités des organisations de la société civile, et elle peut contribuer à améliorer l'action du gouvernement et la cohérence des politiques, ainsi que les systèmes et politiques sanitaires conçus pour s'adapter aux réalités des communautés et des maladies chroniques multiples. Des mécanismes renforcés et des initiatives de responsabilisation peuvent contribuer à réduire les écarts de l'action contre les MNT aux quatre coins du monde. Le document de politique générale de la

NCDA « Réduisons les écarts en matière de MNT » reconnaît la responsabilisation comme un moteur de changement politique et programmatique, essentiel pour suivre les progrès en matière de MNT. Dans cette section, nous examinerons les partenariats et les approches qui offrent des opportunités d'amélioration de la gouvernance, de la responsabilisation et de l'action contre les MNT.

Civil society accountability activities

Seul un tiers des alliances nationales et régionales sur les MNT (36%) sont engagées dans des activités ou mécanismes de responsabilisation visant à suivre et évaluer les progrès accomplis par les politiques, programmes et législations en matière de MNT dans leur pays et/ou région. Cependant, il existe de grandes différences d'une région à l'autre.

Comme indiqué à l'illustration 12, la plupart des alliances de l'OPS participent à des initiatives de responsabilisation (80%), ainsi que plus de la moitié de celles de la région EURO (60%), et environ un tiers dans la région WPRO (33%) et dans la région AFRO (32%). Les alliances des régions EMRO (20%) et SEARO (14%) n'ont pas encore mené d'initiatives de responsabilisation significatives. Les initiatives de responsabilisation indiquent également une tendance dans les revenus, la moitié des alliances des PRE étant engagées dans ces initiatives, suivies de 43% des alliances des PRITS, 33% de celles des PRFI et 15% de celles des PFR.

Les initiatives de responsabilisation des alliances sur les MNT incluent la surveillance d'industries ou de domaines politiques spécifiques, tels que les initiatives en matière de tabac, d'alcool et de nutrition; le suivi des progrès liés aux politiques et engagements de lutte contre les MNT et leur présentation au gouvernement et aux médias; la réalisation d'enquêtes comparatives sur les MNT; la mise au point de fiches de notation sur la mise en œuvre par le gouvernement des politiques nutritionnelles; l'élaboration de rapports alternatifs sur les meilleurs choix de l'OMS; la participation aux comités consultatifs techniques gouvernementaux et soulever des préoccupations dans les forums gouvernementaux pour influencer les politiques; et défendre la responsabilisation aux sommets régionaux auxquels assistent des chefs d'État.

PARTIE I

Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : enquête des alliances nationales et régionales sur les MNT

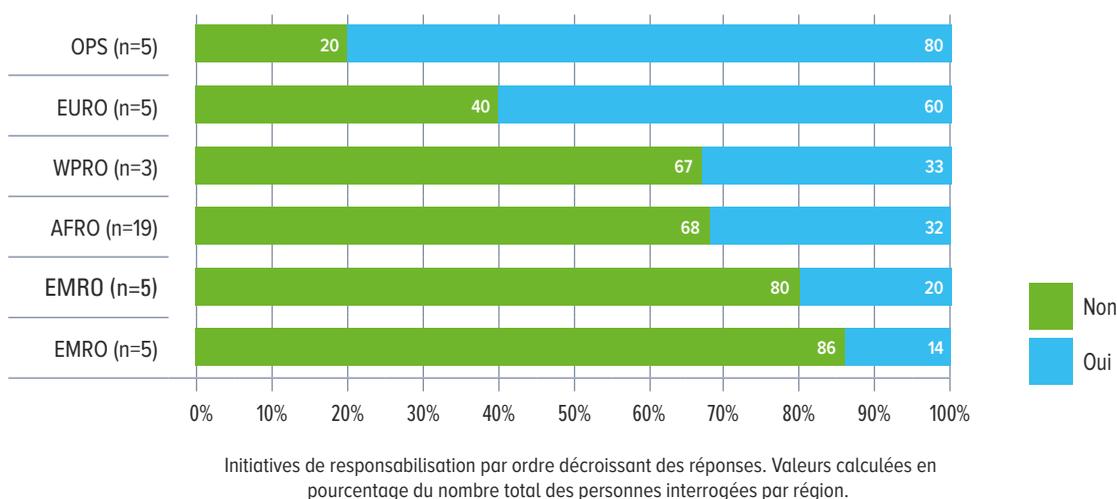


Illustration 12. Initiatives de responsabilisation par région

Approches de responsabilisation des gouvernements

Tandis que des initiatives de responsabilisation apparaissent, les gouvernements ont également adopté différentes approches pour la gouvernance des MNT qui visent à améliorer la responsabilisation. L'illustration 13 montre les opinions des alliances nationales et régionales sur les MNT à propos des efforts de leur gouvernement à cet égard.

Dans l'ensemble, les alliances ayant indiqué que les efforts de leur gouvernement étaient insuffisants (sur la transparence, la responsabilisation, l'approche fondée sur les droits, l'accent mis sur les personnes, l'inclusion et la gestion des conflits d'intérêts, l'accessibilité à la société civile et le suivi et la surveillance) sont plus nombreuses que celles qui jugent ces efforts satisfaisants. Presque les deux tiers des alliances ont manifesté un mécontentement marqué concernant les mécanismes de gestion des conflits d'intérêts dans les processus décisionnels des politiques de la santé et des MNT, et plus de la moitié des alliances ne croient pas que leur gouvernement dispose de mécanismes de responsabilisation suffisants autour des engagements nationaux, régionaux et mondiaux en matière de MNT.

Domaines de collaboration entre société civile et gouvernement

Les alliances sur les MNT ont dû classer les différents domaines dans lesquels les gouvernements et la société civile pourraient travailler ensemble avec plus d'efficacité pour accélérer l'action contre les MNT. La participation significative de la société civile est le principal domaine de collaboration identifié par les alliances. Le deuxième domaine de collaboration le plus mentionné est

l'intégration des MNT aux programmes existants de développement/santé, et le troisième la sensibilisation du public aux MNT.

Ces trois premiers domaines de collaboration étaient suivis par la mise au point de l'argumentaire démontrant le bien-fondé de l'action de lutte contre les MNT, la mobilisation de la société civile dans les mécanismes de suivi des MNT, le développement de données de santé publique et la promotion du plaidoyer de la société civile. Aucune des alliances n'a envisagé de placer la participation des secteurs non sanitaires parmi les domaines clés de l'action conjointe entre le gouvernement et la société civile, ce qui peut représenter une occasion perdue de tenter de positionner les MNT dans les agendas de développement plus vastes, tels que les changements climatiques, l'égalité de genre et le financement de la santé, entre autres.

Pour davantage d'alliances des PFR l'amélioration de la sensibilisation aux MNT est un domaine clé d'action conjointe avec le gouvernement. En revanche, davantage d'alliances des PRITS et des PRE jugent que la participation de la société civile au processus décisionnel est un domaine clé de collaboration avec les gouvernements. Logiquement, ceci concorde avec le fait que dans la Section II, les alliances des PRE ont davantage identifié ce manque de participation comme un défi à leur travail que celles des PFR.

Collaboration entre société civile et agences de l'ONU

À l'instar de la collaboration avec le gouvernement, les alliances nationales et régionales sur les MNT ont identifié plusieurs domaines prioritaires d'action conjointe avec les agences de l'ONU.

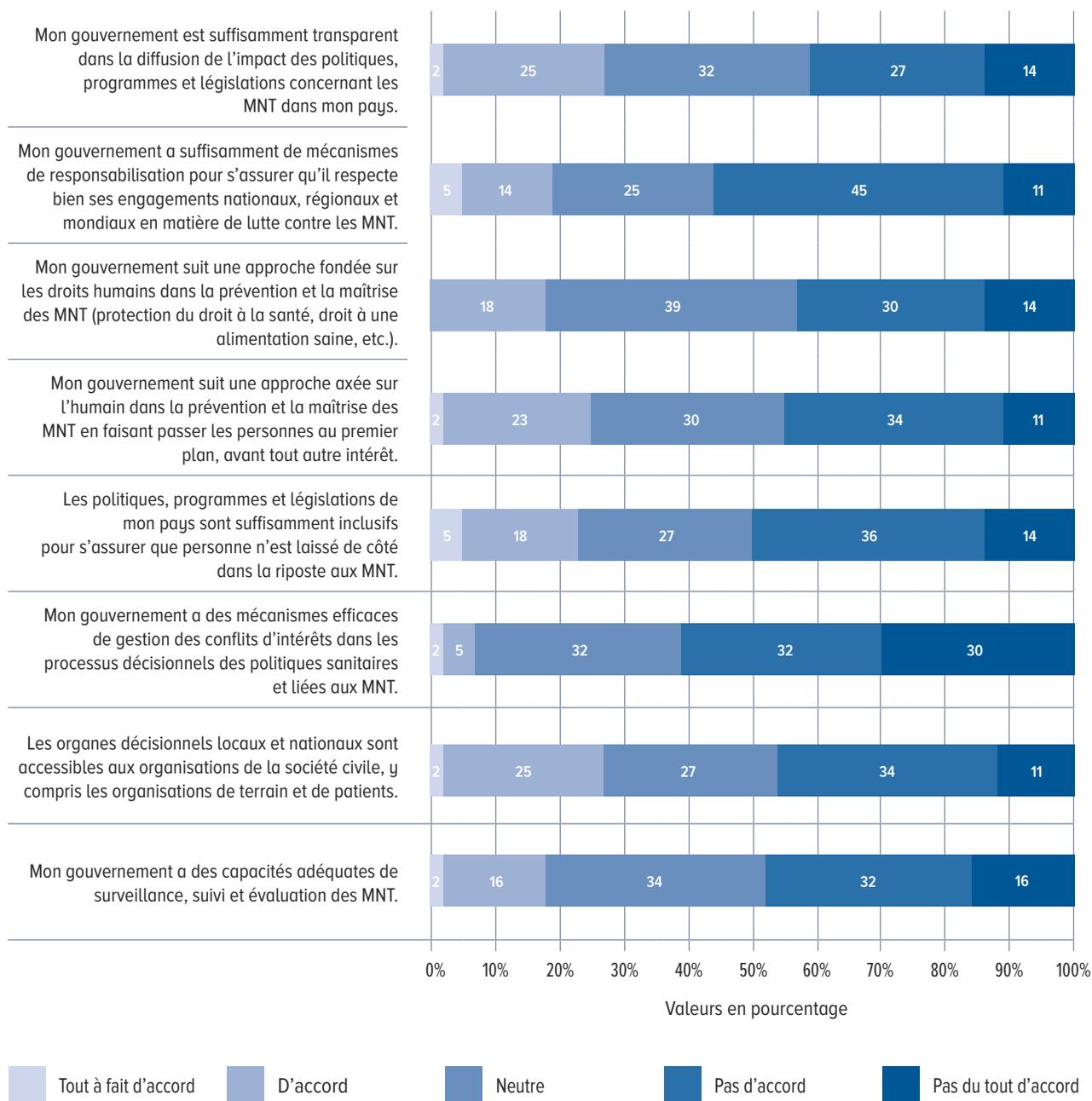


Illustration 13. Mécanismes de responsabilisation des gouvernements

La responsabilisation du gouvernement, et notamment l'établissement de mécanismes de responsabilisation nationaux transparents, est ressorti comme le principal domaine d'action conjointe avec les Nations Unies. Ceci était suivi par le développement de données de santé publique, la mise au point de l'argumentaire démontrant le bien-fondé de l'action de lutte contre les MNT et l'intensification du plaidoyer dans le contexte des ODD.

Curieusement, plusieurs domaines de compétence généralement associés aux mandats de l'ONU ont été moins cités, voire pas du tout, parmi les priorités

de collaboration des alliances. Il s'agit notamment de l'intégration des MNT dans des programmes de développement plus vastes, du renforcement de capacités pour la mobilisation de la société civile, des plateformes pour la participation des OSC à l'élaboration de politiques assurant la participation des secteurs non sanitaires et du développement de lignes directrices sur la gestion des conflits d'intérêts. Tout ceci indique un besoin de familiariser les OSC avec le mandat des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des MNT et de créer des plateformes pour que ces secteurs explorent mutuellement leurs forces.

V. Obstacles et besoins supplémentaires pour réduire les écarts de l'action en matière de MNT

Cette section examine les obstacles empêchant les alliances nationales et régionales sur les MNT de participer au plaidoyer mondial, les domaines de soutien supplémentaires pour renforcer les efforts de plaidoyer local, ainsi que certaines possibilités d'améliorer les ripostes de la société civile aux MNT.

MESSAGES CLÉS

Les alliances ont indiqué le manque de connaissances sur les événements mondiaux/ fenêtres d'opportunité, les contraintes de temps et les limites de financement et de personnel en tant qu'obstacles majeurs à leur participation au plaidoyer mondial sur les MNT.

Un soutien accru dans la mobilisation de ressources, l'implication dans le plaidoyer régional et la facilitation de l'apprentissage entre alliances ont été identifiés comme domaines susceptibles d'améliorer l'action nationale et régionale en matière de MNT.

Le champ de la mobilisation de la société civile dans la riposte aux MNT peut être étendu en améliorant leurs capacités dans les domaines suivants : suivi des politiques/engagements gouvernementaux ; plaidoyer en vue d'inclure la société civile dans le processus décisionnel du gouvernement ; promotion de la participation significative des PLWNCDC ; gestion des conflits d'intérêts et implication des acteurs non sanitaires.

Obstacles au plaidoyer mondial sur les MNT

Si toutes les alliances nationales et régionales sont intéressées par le plaidoyer mondial sur les MNT, elles sont confrontées à des obstacles importants pour s'y engager. Les alliances ont identifié le manque d'informations sur les opportunités mondiales comme le principal obstacle à leur participation au plaidoyer mondial, suivi des contraintes de temps, de l'incertitude quant à la bonne agence à cibler et des modalités de participation au plaidoyer mondial. Les alliances ont expliqué qu'un financement limité entraîne un manque de personnel, ce qui implique des contraintes de temps pour le plaidoyer national et laisse peu de temps pour les efforts de plaidoyer mondial.

Parmi les autres obstacles identifiés par les alliances : le manque de ressources financières, techniques et humaines, l'ingérence de l'industrie, le manque de riposte des gouvernements, le manque de supports en langues locales et l'absence d'un lien clair entre l'agenda mondial et l'agenda national sur les MNT. Certaines alliances ont même indiqué qu'elles trouvaient les processus onusiens trop complexes pour participer à des événements tels que la RHN-ONU sur les MNT, tandis que d'autres ont relevé une certaine confusion quant à la mise en œuvre des objectifs de plaidoyer mondial. Il convient de signaler qu'une alliance sur dix a indiqué ne rencontrer aucun obstacle pour participer au plaidoyer mondial.

Domaines de soutien accru au plaidoyer local

La plupart des alliances, à l'exception de celles des PRE, ont indiqué avoir besoin d'un soutien accru pour la mobilisation de ressources, un besoin récurrent déjà signalé dans l'analyse situationnelle des alliances⁹ de la NCDA en 2015 et dans l'Atlas des MNT¹⁰ de 2017. En dehors du financement d'activités, les alliances interrogées recherchaient des opportunités de propositions conjointes avec d'autres organisations/alliances, des informations sur les mécanismes de financement et des programmes de renforcement des capacités accessibles à davantage d'alliances. Certaines ont manifesté un intérêt pour un soutien en ressources humaines, afin d'être plus réactives aux demandes de participation aux campagnes de plaidoyer mondial émanant de la NCDA et de mieux contribuer aux autres efforts de plaidoyer mondiaux sur les MNT.

De nombreuses alliances ont indiqué souhaiter être soutenues pour participer au plaidoyer régional, avoir accès aux organes régionaux influents et participer aux événements régionaux. La facilitation de l'apprentissage et des échanges entre alliances constitue également un besoin récurrent, comme par exemple à travers une coordination avec d'autres alliances nationales de la même région ou non, le jumelage d'alliances des PRE et des PFR et l'organisation de visites entre alliances pertinentes.

Opportunités de renforcement de la riposte de la société civile des MNT

Les alliances nationales et régionales sur les MNT ont également formulé des recommandations en vue d'améliorer la portée de la mobilisation de la société civile afin d'atteindre les cibles nationales, régionales et mondiales en matière de MNT. Les alliances se sont montrées très intéressées par les initiatives visant à améliorer les capacités de la société civile en matière de suivi des politiques, stratégies de communication, mobilisation de ressources, participation significative des PLWNC, et gestion des coalitions et des conflits d'intérêts.

On constate une demande générale de contribuer à augmenter la portée de la mobilisation de la société civile à travers un soutien technique et financier et des ressources humaines renforcées. Le support technique inclut l'assistance pour la mise au point de plans régionaux et nationaux des MNT, de plans de plaidoyer, de rapports, de données probantes, d'analyses de politiques et d'argumentaires pour les investissements dans les MNT.

Des rapports techniques sur des questions régionales telles que les systèmes sanitaires et des synthèses de rapports mondiaux et opinions sur les problématiques clés concernant les MNT pourraient permettre de palier en partie les contraintes de temps et de personnel des alliances nationales et régionales sur les MNT. Certaines alliances des PRE jugeraient utile de recevoir des contributions sur la manière de faire des MNT une priorité pour les agences de développement.

De nombreuses alliances ont manifesté leur intérêt à entrer en contact avec d'autres alliances sur les MNT en vue d'apprendre de leurs bonnes pratiques ou de collaborer sur des intérêts communs. Les alliances africaines étaient particulièrement désireuses de travailler avec d'autres alliances de la région autour de cibles et problématiques régionales.

⁹ Alliance sur les MNT (2015). [Atteindre les objectifs 25x25 grâce aux coalitions de la société civile : analyse situationnelle des alliances nationales et régionales sur les MNT.](#)

¹⁰ Alliance sur les MNT (2017). [Atlas de la société civile des MNT : Alliances nationales et régionales sur les MNT en action.](#)

VI. Réduisons les Écarts dans l'action en matière de MNT : Implications pour une riposte aux MNT accrue

Les résultats de l'enquête indiquent une croissance encourageante des alliances nationales et régionales sur les MNT, notamment au cours des dix dernières années, avec l'inclusion de PLWNCD et de jeunes dans leurs efforts et un rayonnement accru auprès des parties prenantes clés telles que les gouvernements. Au cours des dix prochaines années avant 2030, les alliances continueront à faire face à des défis internes et externes considérables, mais elles sont déterminées à promouvoir des interventions rentables et des efforts de la part des gouvernements dans le but de réduire les écarts de la riposte aux MNT et d'atteindre les objectifs mondiaux 2025 et 2030 en matière de MNT.

Au cours de cette nouvelle décennie, les alliances auront pour priorité d'évaluer comment progresser vers la réalisation de ces objectifs mondiaux liés aux MNT à travers l'adoption des meilleurs choix de l'OMS, l'augmentation du financement des MNT, l'amélioration des capacités techniques des gouvernements et en garantissant l'inclusion de la prévention et du traitement des MNT dans des régimes de CSU qui prennent en compte les multimorbidités et assurent une approche tout au long de la vie. Pour ce faire, une approche pansociétale est nécessaire, qui donne un rôle significatif aux PLWNCD, aux jeunes et aux autres populations vulnérables.

Les initiatives de la société civile doivent être renforcées à travers le développement de capacités, une allocation de ressources durables et des environnements favorables. La mobilisation multisectorielle, avec des partenaires majeurs dans les secteurs de la santé et du développement, sera cruciale pour renforcer l'action de la société civile. La Réunion de haut niveau de l'ONU de 2025 et le programme de développement durable à l'horizon 2030 offrent des opportunités de mobilisation des différents leviers de développement en vue d'une action collective et de la réduction des écarts. Cet Atlas des MNT présente donc les recommandations suivantes :

À l'attention des organisations internationales partenaires (agences multilatérales/bilatérales)



PARTAGER LES MEILLEURES PRATIQUES pour une mobilisation multisectorielle efficace et une bonne gestion des conflits d'intérêts pouvant y survenir.



FACILITER L'ENGAGEMENT de la société civile dans la prise de décisions des gouvernements concernant les MNT.

À l'attention des alliances nationales et régionales sur les MNT



RENFORCER LES ALLIANCES en recrutant des parties prenantes essentielles pour réduire les écarts de la riposte de la société civile aux MNT.



COLLABORER avec des OIG en vue de favoriser l'action multisectorielle et d'améliorer les cadres de gouvernance et de responsabilisation en matière de MNT.



PROMOUVOIR LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE des PLWNCD et des jeunes dans la planification stratégique des alliances, ainsi que dans la prise de contact avec les décideurs politiques et le plaidoyer en vue d'obtenir une place dans les instances décisionnelles gouvernementales.



PRÉCONISER UNE ACTION COHÉRENTE DU GOUVERNEMENT, en phase avec les meilleurs choix de l'OMS et d'autres interventions recommandées et promouvoir la responsabilisation dans la réalisation des cibles liées aux MNT.



RENFORCER LEURS CAPACITÉS afin de se mobiliser et de réclamer une coordination multisectorielle avec les gouvernements et les agences de l'ONU, ainsi que des mécanismes de responsabilisation, notamment destinés à la gestion des conflits d'intérêts.



MILITER POUR UN FINANCEMENT et des ressources durables de l'action gouvernementale contre les MNT, notamment grâce à la taxation des produits mauvais pour la santé.



AIDER LA SOCIÉTÉ CIVILE à renforcer ses capacités de suivi et de reporting des engagements des gouvernements concernant les MNT, et notamment les cibles 2025 et 2030.



ORIENTER LES RESSOURCES TECHNIQUES ET FINANCIÈRES vers l'intégration des MNT dans la programmation du développement durable au niveau national et régional.

À l'attention des gouvernements



ACCÉLÉRER LES PROGRÈS et transformer les engagements en actions afin de s'assurer que les pays soient sur la bonne voie pour atteindre les cibles 2025 et 2030.



METTRE en œuvre les meilleurs choix de l'OMS et d'autres interventions recommandées pour la prévention et la maîtrise des MNT, selon leur contexte et les besoins du pays.



ASSURER un leadership et une volonté politiques suffisants et prioriser les MNT en tant qu'élément clé de leurs programmes sanitaires et d'élaboration de politiques, notamment en intégrant les MNT aux programmes sanitaires plus vastes tels que la CSU.



ÉVALUER les défis existants entravant les ripostes aux MNT, tels que l'insuffisance des ressources, du personnel et des capacités techniques et la faiblesse des programmes, et y faire face.



FAIRE PLEINEMENT PARTICIPER LA SOCIÉTÉ CIVILE, les personnes vivant avec des MNT et les jeunes à l'élaboration de politiques de lutte contre les MNT, en reconnaissant qu'il est nécessaire d'adopter une approche pansociétale dans la riposte à ces maladies.



METTRE EN ŒUVRE DES MÉCANISMES DE RESPONSABILISATION efficaces afin de surveiller et de suivre les progrès accomplis en matière de cibles et engagements liés aux MNT, ainsi que des mécanismes efficaces de gestion des conflits d'intérêts et de l'influence induite des industries des produits nocifs pour la santé sur la politique sanitaire et les processus d'élaboration des politiques de lutte contre les MNT.

À l'attention de l'Alliance sur les MNT



METTRE À PROFIT LES BONNES PRATIQUES, les enseignements tirés et les contributions de la société civile, et notamment des alliances sur les MNT, afin d'alimenter les efforts de plaidoyer et de responsabilisation mondiaux.



PRÉCONISER LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE à la riposte aux MNT, en défendant une approche pansociétale incluant les personnes vivant avec des MNT et les jeunes.



MILITER ET DEMANDER DES COMPTES AUX GOUVERNEMENTS afin d'intensifier l'action à tous les niveaux en vue d'atteindre les cibles 2025 et 2030 concernant les MNT.



DÉFENDRE ET SOUTENIR UNE ACTION et une coordination accrues autour des MNT, avec des organes régionaux, les comités régionaux de l'OMS, entre autres.



FACILITER L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES et la collaboration entre les alliances, ainsi que l'amélioration des connaissances sur les politiques en matière de meilleures pratiques, dont les meilleurs choix de l'OMS et les interventions recommandées.



CONTINUER À DOTER LA SOCIÉTÉ CIVILE DES MNT, et particulièrement les alliances nationales et régionales sur les MNT, de compétences et capacités de création de coalitions (notamment avec des parties prenantes non sanitaires), de plaidoyer stratégique, de responsabilisation, de mobilisation de ressources et d'engagement du gouvernement.

PARTIE II

Alliances nationales et régionales sur les MNT qui Réduisent les Écarts dans l'action en matière de MNT

Cette section présente une compilation de 11 études de cas d'initiatives de différentes alliances nationales et régionales sur les MNT, appartenant à différentes régions et groupes de revenus, ayant contribué à réduire les écarts dans la réalisation des cibles et engagements nationaux, régionaux et mondiaux sur la prévention et la maîtrise des MNT ces trois dernières années. En outre, elle partage des bonnes pratiques et les leçons tirées de l'action de la société civile sur la prévention et la maîtrise des MNT en vue d'encourager l'apprentissage, le partage de connaissances et les collaborations.

Les quatre initiatives ayant obtenu les notes les plus élevées dans le cadre des deux premiers sous-thèmes, et trois reflétant le troisième sous-thème sont présentées dans cette section. Les profils ont été développés à l'issue de consultations répétées avec les secrétariats/coordonateurs des alliances contributrices. La meilleure initiative de chaque catégorie sera récompensée par un Prix de Sharjah pour l'excellence de la société civile des MNT lors du troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT.

En octobre 2019, les alliances nationales et régionales sur les MNT ont été invitées à présenter un maximum de deux initiatives récentes d'action collective menées au cours des trois années précédentes qui reflètent les trois sous-thèmes du troisième Forum mondial de l'Alliance sur les MNT de 2020. Un jury indépendant a évalué les propositions retenues provenant d'alliances nationales et régionales selon la coordination, l'innovation, les résultats obtenus et la transposabilité dans les sous-thèmes susmentionnés.

1. Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Quatre cas ont été présentés portant sur la promotion et la mise en œuvre de politiques rentables en Afrique de l'Est, en Amérique latine, aux Philippines et au Vietnam.

2. Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Quatre études de cas ont été présentées portant sur les efforts en matière de mobilisation communautaire, notamment auprès des personnes vivant avec des MNT et des jeunes, au Cameroun, en Inde, au Kenya et en Slovaquie.

3. Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive



Trois études de cas ont été présentées portant sur les efforts de plaidoyer visant à renforcer les systèmes de responsabilisation et à assurer une bonne gouvernance au Brésil, dans les Caraïbes et au Mexique.

Profils des initiatives

SOUS-THÈME		Page
SAUVER DES VIES		
GRÂCE À DES POLITIQUES ET DES SOLUTIONS TRANSFORMATRICES		53
	Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est	54
	Coalición Latinoamérica Saludable (Coalition Amérique latine en bonne santé, CLAS)	57
	Healthy Philippines Alliance (Alliance Philippines en bonne santé)	60
	Alliance vietnamienne de prévention et de maîtrise des maladies non transmissibles (NCDs-VN) 	63
SUSCITER LA DEMANDE		
À TRAVERS DES MOUVEMENTS SOCIAUX TRANSFORMATEURS ET DES VOIX DE CHANGEMENT		66
	Alliance de la société civile camerounaise contre les MNT	67
	Healthy India Alliance (Alliance Inde en bonne santé)	70
	Alliance slovène sur les MNT 	73
	Alliance tanzanienne sur les MNT	76
ACCROÎTRE LA RESPONSABILISATION		
GRÂCE À UNE GOUVERNANCE TRANSFORMATRICE ET INCLUSIVE		79
	ACT Health Promotion (Brésil)	80
	Healthy Caribbean Coalition (Alliance Caraïbes en bonne santé) 	83
	Coalición México Salud-Hable (Coalition Mexico Salud-Hable)	87



Lauréat d'un prix de Sharjah 2020 pour l'excellence des actions de la société civile des MNT

Influencer la Communauté d'Afrique de l'est en faveur d'un cadre régional sur les MNT

L'alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est a saisi l'occasion de la réunion régionale du financement de la santé de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en février 2016 pour soulever le besoin d'une riposte régionale aux MNT. Par la suite, un travail de collaboration avec le département de la santé de la CAE et d'autres parties prenantes a débouché sur l'adhésion politique de toute la communauté afin de faire avancer le processus dans le système de la CAE et donné lieu à une feuille de route pour la mise au point d'un cadre régional sur les MNT.

INITIATIVE

Mobilisation politique autour des MNT avec la Communauté d'Afrique de l'Est

ALLIANCE

Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est (EANCDA), une coalition régionale de six alliances nationales sur les MNT provenant de l'Afrique de l'Est, créée en 2014



@eancda

PAYS

Arusha, Tanzanie - siège du secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est

DATE

Janvier 2018 à Aujourd'hui

ACTIVITÉ



Principale

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Secondaire

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive

SYNTHÈSE

Les enquêtes comparatives de l'EANCDA de 2014 et 2018 ont mis à jour des ripostes aux MNT faibles et décousues au niveau des pays de la région. L'alliance a identifié la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), un bloc économique régional inter-gouvernemental, en tant qu'organe régional potentiel pour une action conjointe sur les MNT. Bien que les efforts antérieurs pour mobiliser la CAE n'aient eu qu'un succès limité, l'EANCDA a tiré parti du point d'entrée offert par le lancement des priorités d'investissement (2018-2028) du secteur sanitaire de la CAE en février 2016, auquel participeraient des chefs d'État, des ministres et des hauts-fonctionnaires de la région, pour obtenir un cadre régional sur les MNT.

Si elle n'a pas été en mesure d'influencer la stratégie d'investissement finale, l'alliance a utilisé son lancement pour mettre en exergue ses lacunes criantes dans la réponse à la charge grandissante des MNT dans la région. Ce vibrant appel à l'action a convaincu le chef du Département de santé de la CAE d'accepter un accord ultérieur.

Une réunion d'exploration et de planification avec le Département de santé de la CAE en novembre 2018 a permis à l'alliance de comprendre les structures de la CAE, le travail de ce département et de convenir de domaines et de mécanismes de collaboration tels que la mise au point d'un document d'orientation régional sur les MNT et la tenue d'une réunion régionale plus vaste afin de débattre d'un cadre sur les MNT, réunion qui s'est concrétisée en juillet 2019. Cette réunion appelait à un engagement politique de niveau élevé, visant le Département de santé de la CAE, les responsables en matière de MNT des ministères de la Santé des États membres et des représentants des départements des MNT et des médicaments de la région AFRO de l'OMS, entre autres.

En outre, l'alliance a conclu un partenariat avec la Coalition pour l'accès aux médicaments destinés aux MNT menée par PATH, qui connaissait la plateforme de la CAE. Ensemble, elles ont travaillé avec le Département de santé de la CAE pour finaliser l'ordre du jour de la réunion de juillet 2019, rédiger les documents de travail et sélectionner et mobiliser les participants. Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- a. Fixer un cadre régional de collaboration sur les MNT entre l'EANCDA, la région AFRO de l'OMS, la CAE et la Coalition pour l'accès aux médicaments et produits destinés aux MNT ;



Nous voyons bien que différents pays font des choses différentes séparément. Nous voyons également que le traité de la CAE nous donne un mandat suffisant pour lutter contre les MNT, mais que cette lutte est dispersée dans différentes mesures. Tout ceci met en évidence la nécessité d'un cadre régional des MNT.»

Dr Michael Katende,
Responsable de la santé, Communauté d'Afrique de l'Est

- b. établir une cartographie des activités pouvant être mises en œuvre de manière conjointe entre les participants et mettre en place des canaux de communication pour le partage d'information; et
- c. élaborer un document d'orientation régionale sur les MNT afin de garantir une prévention et une maîtrise efficaces des MNT au niveau des soins primaires (SSP), dans le cadre du pilier de la couverture sanitaire universelle

La réunion de juillet a produit les résultats suivants: (1) une feuille de route pour le développement collaboratif d'un cadre régional sur les MNT; (2) une invitation pour l'alliance à participer à la prochaine réunion du Groupe de travail technique de la CAE sur les maladies transmissibles et les MNT afin de faire avancer l'agenda des MNT qui a pris du retard; (3) la présentation d'un rapport et de résolutions de la réunion devant le Conseil de l'Afrique de l'Est des ministres de la Santé en octobre 2019; et (4) le processus d'élaboration d'un cadre des MNT actuellement soumis progressivement aux différentes structures de la CAE.



L'initiative a été financée grâce au partenariat de l'alliance avec l'Alliance danoise sur les MNT et à des fonds pour projets de la Coalition pour l'accès. L'EANCDA mobilise encore des ressources pour les prochaines étapes. Entre-temps, la CAE a été encouragée à budgéter le processus d'élaboration d'une politique sur les MNT sur ses ressources internes, afin qu'elle soit viable et durable.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

L'initiative illustre le pouvoir des partenariats entre organisations de la société civile, et avec des organismes inter-gouvernementaux. Coté société civile, tandis que l'EANCDA a dirigé la conception, la mobilisation et l'organisation du processus, l'Alliance tanzanienne sur les MNT, qui en est membre, s'est chargée des contacts quotidiens avec le secrétariat de la CAE dont le siège se trouve dans ce pays.

D'autres alliances membres ont mobilisé le soutien politique des participants des États membres de la CAE à la réunion régionale sur les MNT, ce qui était nécessaire eu égard aux protocoles sensibles de la CAE. La collaboration externe des OSC avec la Coalition pour l'accès a permis de puiser dans ses recherches, son plaidoyer et ses réseaux obtenus grâce à son travail sur les médicaments en Afrique. L'initiative prévoit d'impliquer des acteurs non sanitaires, des jeunes et des personnes vivant avec des MNT lors de l'élaboration du cadre sur les MNT.

Côté organisations inter-gouvernementales, le Département de santé de la CAE a apporté une couverture et une légitimité politiques en vue de mobiliser les participants des États membres de la réunion. Les départements MNT et Médicaments de la région AFRO de l'OMS ont contribué à fournir les perspectives du cadre régional sur les MNT. Le Conseil de recherche sur la santé de l'Afrique de l'Est a apporté au débat des contributions issues des recherches du domaine de la santé.

Réunion régionale sur l'élaboration du cadre régional de la CAE sur les MNT: responsables des ministères de la Santé de la CAE en charge des MNT, responsables des centres régionaux d'excellence sur les MNT, bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est et Coalition pour l'Accès, à Arusha, Tanzanie, juillet 2019

INNOVATION

Au fur et à mesure du déploiement de l'initiative, l'EANCDA a innové ses stratégies de trois manières importantes.

- **Point d'entrée crucial:** N'ayant connu qu'un succès mitigé pour s'engager directement, l'alliance a eu recours à un événement associé pour entrer en contact avec les décideurs de la CAE et nouer des relations avec eux.
- **Intégration aux processus de la CAE:** La décision de travailler dans le cadre des processus de la CAE était une nouveauté et a permis d'asseoir la légitimité officielle du processus. Elle a également ouvert les portes à un cadre collaboratif entre la CAE et la société civile sur les politiques en matière de MNT.
- **Synergies pour l'utilisation de ressources:** La Coalition pour l'accès était en train de planifier une mobilisation similaire. Par conséquent, cette initiative a rassemblé les forces et uni l'ordre du jour, les objectifs et la stratégie afin de faire des économies et d'avancer ensemble.

RÉSULTATS

L'initiative a jusqu'ici produit des résultats considérables en termes de processus et de stratégie, ainsi que des objectifs clés.

- Elle a permis de démarrer un processus en vue de mettre au point un cadre/une politique régional(e) sur les MNT, incluant la société civile.
- Un document de travail régional a été mis au point et soumis dans le cadre du processus visant à organiser et démarrer l'élaboration de la stratégie.
- Il a réuni les nombreuses parties prenantes de la CAE pour la première fois afin de débattre de la politique des MNT.
- Ceci a créé une dynamique autour de la nécessité d'un cadre régional pour que les pays membres puisse bénéficier d'une approche régionale et collaborative en matière de MNT.
- Aux côtés de la Coalition pour l'accès aux médicaments destinés aux MNT, l'EANCDA est à présent considérée comme un partenaire pour le développement du cadre régional sur les MNT:

Cette initiative met en lumière les approches, les stratégies et la souplesse nécessaires pour placer les MNT sur l'agenda des principaux blocs régionaux.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

Les relations bien établies qu'entretiennent les membres de l'EANCDA avec les responsables nationaux des MNT dans les ministères de la Santé des États membres (les participants clés de la réunion) ont rendu la mobilisation politique relativement facile. Le fait d'avoir un Responsable du Département de santé de la CAE réceptif, et ouvert à la collaboration, a été très utile. La détermination de l'EANCDA à suivre l'initiative dans le cadre d'un processus normal et des protocoles officiels a permis la pleine adhésion des États membres. Le partenariat avec la Coalition pour l'accès a fourni le soutien organisationnel, technique et financier.

Les responsables MNT des États membres ne s'étaient jamais réunis de la sorte sur la question au niveau de la CAE. Les informations actualisées de chaque pays ont permis d'obtenir une comparaison régionale informelle entre pairs, apportant un nouvel élan à l'appel en faveur d'un cadre régional.

Cependant, les processus d'élaboration des politiques de la CAE ne sont pas faciles à mobiliser et les efforts passés de l'EANCDA n'avaient pas été couronnés de succès. Ces processus ont tendance à être longs, exigent l'adhésion des États membres et sont soumis aux protocoles diplomatiques et politiques. C'est pourquoi le succès de l'EANCDA s'est produit lors de la réunion régionale sur le financement de la santé qui n'était ouverte qu'à des participants payants.

La campagne de l'EANCDA s'est concentrée sur l'obtention d'un résultat positif à travers le cadre de la CAE. La viabilité de ce processus à court terme reste un défi à relever car l'alliance doit encore trouver des ressources.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Cette initiative en faveur de l'élaboration d'un cadre régional fait partie des actions de suivi à haut niveau des cadres mondiaux en matière de MNT. Elle s'inscrit également dans les premiers efforts visant à développer une politique en matière de MNT parmi les blocs économiques régionaux. Une fois élaborée, elle constituera le cadre de mise en œuvre des cibles 25x25 et du Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les MNT 2013-2020 dans toute l'Afrique de l'Est.

Compte tenu de l'influence de la CAE sur les politiques de ses États membres, son cadre régional contribuera en retour à renforcer les politiques nationales de lutte contre les MNT, notamment autour des *meilleurs choix* de l'OMS. L'approche régionale devrait inciter les États membres à s'inspirer mutuellement pour faire avancer l'action en matière de MNT.

Agir en justice pour empêcher la promotion du tabac auprès des consommateurs Latino-Américains

Le représentant brésilien de la Fondation interaméricaine du cœur, en charge du secrétariat de la Coalition Latinoaméricaine Salubre (CLAS), a identifié et signalé des promotions de tabac en infraction avec la loi antitabac du pays, lors du concert Rock in Rio de 2017. En réaction à cette plainte, les services de répression et le ministère public ont entamé des poursuites contre les responsables. Dans le respect du droit à la santé et des droits des consommateurs, le tribunal d'état a interdit toute promotion du tabac lors de l'édition 2019 de l'événement et fixé des sanctions en cas d'infraction, ce qui constitue un précédent majeur en matière de prévention des MNT aux Amériques et dans d'autres régions.

INITIATIVE

Violation des droits des consommateurs et poursuites judiciaires par l'intermédiaire du ministère public: action en justice contre la promotion et la publicité du tabac

ALLIANCE

Coalición Latinoamérica Salubre (Coalition Amérique latine en bonne santé, CLAS), un réseau de plus de 200 organisations de la région des Amériques, créé en 2011



@CLASCoalicionLatinoamericaSalubre

PAYS

Amérique latine

DATE

Juillet 2018 - Octobre 2019

ACTIVITÉ



Principale

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Secondaire

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive

SYNTHÈSE

En violation de la loi fédérale brésilienne de 2011 interdisant la plupart des formes de publicité, promotion et parrainage du tabac (TAPS), à l'exception de l'affichage des produits à l'intérieur des points de vente, les fabricants de tabac faisaient fréquemment la promotion de leurs produits, notamment lors du célèbre concert bisannuel Rock in Rio, organisé dans le pays. Le secteur allait investir plus d'un million de dollars pour la mise en place et l'exploitation de points de vente promotionnels lors de l'édition 2017 du concert.

L'exposition probable à la promotion du tabac des 500 000 spectateurs attendus à l'événement, dont une grande majorité de jeunes venus de toute l'Amérique latine, a inquiété la Fondation interaméricaine du cœur (IAHF), qui assure le secrétariat de la CLAS. Les membres de la CLAS se sont consultés et ont décidé de poursuivre les contrevenants devant les tribunaux brésiliens, par le biais du représentant brésilien de l'IAHF.

Lors du concert de 2017, des défenseurs de la société civile de la CLAS ont enregistré les violations commises par l'industrie du tabac de la loi fédérale brésilienne antitabac et des réglementations de l'agence brésilienne de la santé (ANVISA). Le représentant local de l'IAHF et ACT Health Promotion (l'alliance brésilienne sur les MNT), autre membre de poids de la CLAS, ont entamé une consultation (y compris auprès du gouvernement) sur la meilleure façon de lutter contre ces infractions. En juillet 2018, l'IAHF, soutenue par les membres de la CLAS, a officiellement porté plainte auprès de la Commission nationale brésilienne pour l'application de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CONICQ).

Suite à cette plainte, l'Institut national du cancer (INCA), qui assure le secrétariat de la CONICQ, a alerté le parquet de Rio de Janeiro (MPERJ) en charge des affaires relevant de l'intérêt public dans cet État, à propos des manquements constatés lors du concert. Grâce à cette coordination interinstitutionnelle, le ministère public chargé des consommateurs a examiné la plainte présentée par la société civile et a entamé des poursuites contre l'organisateur du concert, le fabricant de tabac et le bureau de tabac pour pratiques illégales lors du concert de 2017. Les chefs d'accusation portaient notamment sur l'exposition de produits du tabac en-dehors des espaces autorisés par la loi, la publicité, les équipes d'animateurs commerciaux et la vente liée de briquets avec les paquets de cigarettes. Le procureur a également demandé un jugement interlocutoire afin d'éviter toute nouvelle promotion du tabac lors de l'édition 2019 de l'événement, alors imminente.



L'action concertée entre le gouvernement et les organisations de la société civile telles que l'IAHF, et de nouveaux acteurs tels que le bureau du procureur chargé des consommateurs et les tribunaux civils, peuvent infléchir la promotion des produits du tabac par l'industrie lors de festivals de musique et assurer une mise en œuvre efficace de la CCLAT au Brésil.»

João Ricardo Viégas, conseiller international INCA, en charge du secrétariat de la CONICQ et coordinateur régional CCLAT pour la région Amériques de l'OMS

En août 2019, après avoir entendu les experts de la CONICQ et de l'ANVISA, le tribunal de l'état a émis une série d'ordonnances restrictives pour l'édition 2019 du concert. L'ordonnance imposait à l'organisateur du concert de garantir l'accès à l'événement uniquement aux plus de 18 ans; elle interdisait la présence d'animateurs commerciaux, les ventes liées, les kits marketing, l'utilisation d'éléments de marque tels que les couleurs, et la publicité sur les prix du tabac dans les points de vente; enfin, elle prévoyait des avertissements sanitaires et des interdictions de fumer dans les boutiques. En outre, une amende de 1 250 000 \$US était prévue en cas d'infraction à la législation lors de l'édition 2019 du concert.

L'ordonnance du tribunal a donc mis fin à la stratégie de promotion de l'industrie du tabac lors du concert et dans le pays, en tenant compte des implications de la promotion du tabac sur la santé des jeunes et des consommateurs pour les participants venus de toute la région. L'IAHF et la CLAS poursuivent l'affaire afin de voir si le tribunal peut prononcer des amendes pour infraction



À gauche: point de vente en libre accès au concert Rock in Rio de 2017, avec le logo de la marque de cigarettes

aux projets de lutte antitabac, y compris la surveillance des stratégies de l'industrie du tabac. En attendant, l'IAHF et d'autres membres de la CLAS continuent de surveiller et de signaler toute infraction, afin de renforcer les efforts du Brésil en vue de respecter ses obligations au titre de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT).

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

L'initiative montre le pouvoir des partenariats à plusieurs niveaux, car ils produisent des résultats positifs en matière de prévention des MNT et de suivi des politiques en la matière, notamment s'agissant de la lutte antitabac.

Collaboration avec la société civile

Dans toute l'Amérique latine et au Brésil, des forces se sont mobilisées pour résoudre un problème qui aurait eu un impact sur les jeunes de toute la région. L'étroite coordination entre les membres de la CLAS a permis de monter le dossier officiel pour lancer les poursuites.

Collaboration entre société civile et gouvernement

Grâce aux réunions entre le gouvernement et la société civile, la plainte déposée par cette dernière a pu être traitée rapidement par les agences gouvernementales concernées.

Collaboration entre agences gouvernementales

La CONICQ, l'INCA et l'ANVISA, en tant qu'agences gouvernementales chargées respectivement de la mise en œuvre de la CCLAT, de la prévention du cancer et de la réglementation antitabac, ont fait preuve d'une coordination rapide et de leadership dans le traitement de la plainte de la société civile et dans le partage de leur expertise lors des audiences au tribunal. Leur coordination avec le ministère public a par ailleurs permis de produire un rapport solide sur les infractions commises par l'industrie du tabac et de monter un dossier solide devant le tribunal.



À droite: point de vente fermé et surveillé à la suite de l'ordonnance rendue par le tribunal, lors de l'édition 2019

INNOVATION

L'initiative se distingue par sa portée, sa sensibilisation et le rôle d'organismes non sanitaires tels que les tribunaux civils et le ministère public, dans la défense des droits des consommateurs et de la santé publique contre les intérêts commerciaux, ce qui constitue une opportunité intéressante pour d'autres défenseurs des MNT.

Étant donné les similitudes dans les stratégies de promotion déployées par l'industrie du tabac dans le monde entier et dans la région, la stratégie de contentieux employée dans cette initiative constitue un modèle pour que les défenseurs des MNT militent en faveur d'une identification et d'une riposte rapides dans des cas similaires devant d'autres juridictions. Chaque ordonnance judiciaire défendant les politiques de lutte antitabac crée un précédent et sensibilise la communauté juridique sur l'ensemble du spectre des MNT.

L'initiative a efficacement atteint ses objectifs humains, techniques et de plaidoyer, en s'appuyant sur les ressources existantes, notamment le suivi, le signalement et le plaidoyer de la CLAS et de ses membres, ainsi que sur la crédibilité et l'expertise des agences gouvernementales.

RÉSULTATS

L'initiative a rapidement mis un terme à la publicité et à la promotion illégales du tabac lors d'un événement musical international réunissant un public majoritairement jeune venu de toutes les Amériques, évitant ainsi aux près de 700 000 participants présents lors de l'édition de 2019 organisée après l'arrêt du tribunal d'être exposés à la promotion du tabac. Son impact à long terme sur la prévention des MNT réside dans l'anticipation de futures infractions à la CCLAT et donc dans la prévention de l'exposition au tabac de millions d'adolescents et jeunes adultes de la région.

Les poursuites judiciaires ont également débouché sur de nouvelles collaborations entre plusieurs agences gouvernementales et la société civile. Elles ont également contribué à consolider la crédibilité et les pouvoirs des autorités réglementaires sanitaires du pays, tout en permettant à l'ANVISA de proposer deux réglementations plus strictes en vue d'une application efficace de la loi fédérale en 2018 et 2019.

Entre-temps, le jugement a mis l'industrie du tabac en demeure de respecter les lois du pays. Cela a non seulement créé un précédent pour la protection de la santé des consommateurs par les tribunaux contre les activités des industries des produits mauvais pour la santé, mais cela a également permis au parquet de São Paulo d'engager des poursuites identiques à la suite d'une plainte déposée par ACT Health Promotion concernant des infractions similaires commises lors du festival de musique Lollapalooza (éditions 2018 et 2019).

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

Les poursuites engagées pour défendre les lois antitabac au titre du droit à la santé et des droits des consommateurs, constituent une nouvelle jurisprudence au Brésil; il en va de même pour d'autres politiques de prévention des MNT. Un obstacle commun à ces poursuites judiciaires est l'absence de preuves substantielles. En l'espèce, l'action conjointe de la société civile régionale des MNT par l'intermédiaire de l'IAHF et de la CLAS, et des agences gouvernementales a permis d'obtenir des documents juridiquement solides.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Le tabac étant le principal facteur de risque évitable pour les MNT, cette initiative a été axée sur la mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS, en veillant au respect de la législation nationale en matière de lutte antitabac. Elle contribue ainsi à la réalisation de l'ODD 3, dont la cible 3.a. appelle à accélérer l'application du traité, et à atténuer l'un des principaux facteurs de risque de MNT.

Les poursuites pour violation des lois nationales par l'industrie du tabac ont créé un environnement contraignant, obligeant d'autres industries de produits mauvais pour la santé, tels que l'alcool ou les aliments et les boissons, à respecter la loi, ce qui va dans le sens d'une réglementation améliorée et plus stricte des facteurs de risque des MNT



Défenseurs de la société civile impliqués dans une action judiciaire

Plaidoyer en faveur d'une loi sur la lutte contre le cancer aux Philippines

Un réseau d'organisations de lutte contre le cancer et la Healthy Philippines Alliance ont milité pour une loi sur la lutte contre le cancer afin de renforcer les efforts de maîtrise des MNT aux Philippines. Après avoir examiné des projets de lois sur le cancer en attente, la campagne a élaboré un projet de loi, recensé les parlementaires, contacté des alliés potentiels parmi les décideurs politiques, mobilisé des patients atteints de cancer et lancé une campagne média pour mieux faire connaître le problème. Le plaidoyer collectif a conduit à l'adoption de la Loi nationale intégrée sur la lutte contre le cancer en février 2019, favorisant ainsi les mesures de prévention et de maîtrise des MNT dans le pays.

INITIATIVE

Sauver des vies grâce à la Loi nationale intégrée sur la lutte contre le cancer

ALLIANCE

Healthy Philippines Alliance (HPA), un réseau de 15 organisations membres constitué en 2018



@PHealthAlliance

PAYS

Philippines

DATE

Juin 2017 - Août 2019

ACTIVITÉ



Principale

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Secondaire

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

SYNTHÈSE

Mus par un désir commun d'intensifier et de garantir un soutien durable de la part du gouvernement à toutes les personnes atteintes de cancer, la *Cancer Warriors Foundation*¹¹ et six groupes de lutte contre le cancer ont créé la Coalition philippine contre le cancer¹² en 2016, afin de relancer le plaidoyer en faveur d'une législation nationale visant à combler les lacunes du pays dans la riposte à cette maladie. Créée en 2018, la Healthy Philippines Alliance (HPA), a jugé l'initiative conforme à sa mission en faveur des politiques de lutte contre les MNT et a rejoint la campagne.

Après avoir étudié le processus législatif et identifié des échéances cruciales, ce vaste réseau de la société civile des MNT et du cancer a étudié 41 projets de loi contre le cancer en cours d'examen au Parlement et en a renforcé les dispositions pertinentes. Réunies à l'hôtel de ville, 350 personnes vivant avec le cancer ou des MNT ou touchées par ces maladies ont débattu de la portée potentielle, des éléments essentiels et des implications de la loi proposée, ainsi que des priorités identifiées. Les contributions des sociétés médicales, des associations de professionnels de santé et d'autres organisations de MNT et de santé ont été sollicitées dans le cadre de consultations. Sur la base de ces mobilisations multipartites et avec l'aide de la Coalition contre le cancer, les Philippines ont élaboré un projet de loi sur la lutte contre le cancer. La HPA a révisé et renforcé ce projet.

En parallèle, une cartographie politique a permis d'identifier des parlementaires favorables au projet. Le réseau s'est réuni, a sollicité des contributions et a demandé aux parlementaires alliés et aux défenseurs potentiels siégeant dans les principales commissions et occupant des postes stratégiques, de soumettre à l'Assemblée législative un projet de loi de lutte contre le cancer. Parmi ces intervenants, les responsables des principales commissions parlementaires sur la santé, les crédits et les finances, qui jouent un rôle central dans le processus. Au sein de la HPA, le groupe élargi de militants de la prévention des MNT a partagé ses contacts, facilité l'accès à des parties prenantes influentes et mobilisé des groupes de personnes vivant avec le cancer, ainsi que des organisations sectorielles présentes dans ses réseaux afin d'appuyer l'adoption de la loi.

¹¹ La Cancer Warriors Foundation est membre de la Healthy Philippines Alliance et de la Coalition philippine contre le cancer.

¹² La Société philippine contre le cancer, la Carewell Foundation, I Can Serve, la Cancer Warriors Foundation, Brave Kids, la Société philippine d'oncologie médicale et la Société philippine d'oncologie ont créé la Coalition philippine contre le cancer.



Le cancer n'est pas seulement une maladie et un problème de santé publique, c'est un défi pour l'économie du pays et l'avenir de ses citoyens. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel en rassemblant les différentes parties prenantes, en élargissant et en approfondissant les dialogues, en amplifiant les voix des patients, des survivants et de leurs familles, et en traçant la voie d'un cadre politique plus durable et plus favorable à la lutte contre les MNT.»

Carmen Auste,
Cancer Warriors Foundation & membre de la Healthy Philippines Alliance.

La coalition a travaillé avec le principal responsable (le ministre de la Santé) et les parlementaires alliés, et a rencontré le Président et la Première dame afin de faire en sorte que le projet de loi sur la lutte contre le cancer ait une place prioritaire dans leurs agendas parlementaires. Une table ronde organisée avec le secteur de la santé, et notamment les entreprises pharmaceutiques, a permis un travail d'information et de mobilisation de ces entreprises en tant qu'alliées dans le processus.

Pendant ce temps, les militants ont lancé une stratégie média, prévoyant notamment des conférences de presse avec les principaux médias pour faciliter les contacts et les interviews de personnes vivant avec le cancer, de personnes ayant guéri du cancer et de personnes ayant perdu un proche atteint de cancer. Les réseaux sociaux, les blogueurs et les vlogueurs ont contribué à maintenir la question d'actualité dans le discours public.

Cette action collective a permis l'adoption de *Loi nationale intégrée sur la lutte contre le cancer* le 14 février 2019. Elle vise à améliorer la qualité de la prise en charge dans tout le continuum de soins du cancer, à fournir des services médicaux et des médicaments accessibles et abordables, à développer le registre du cancer dans la population et créer des registres hospitaliers, et à créer une division spécialisée dans la lutte contre le cancer, un Conseil multisectoriel du cancer et un fonds spécial contre le cancer.

Un *Congrès des patients atteints de cancer réunissant* 1 000 participants et organisé à l'occasion de la Journée mondiale de la santé en avril 2019 a mis en lumière

l'urgence de mettre en œuvre des réglementations et de répondre aux besoins des personnes vivant avec le cancer. Pour avancer encore davantage, les principaux partenaires de la société civile des MNT et du cancer ont organisé une campagne de communication destinée à informer et mobiliser les collectivités locales, les milieux universitaires et les lieux de travail autour de la pleine application de la loi.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

L'initiative reflète l'élan de plaidoyer supplémentaire donné par une large coalition de lutte contre les MNT et le cancer, qui a abouti à une action en synergie de la Coalition philippine contre le cancer et de la HPA autour d'objectifs communs. Tandis que la coalition contre le cancer rédigeait le projet de loi et mobilisait les parties prenantes, la HPA ralliait des soutiens pour son adoption.

Le réseau informel de soutien formé de parlementaires, de responsables de commissions et d'agents du service public s'est avéré très efficace pour faire franchir rapidement au projet les étapes du processus législatif.

L'approche consultative de l'initiative a permis d'intégrer à chaque étape les points de vue de ceux qui ont une expérience directe du cancer. Leur participation aux séances législatives a montré aux parlementaires que le projet de loi bénéficiait d'un soutien populaire, ce qui a aidé à placer le projet de loi en tête lors des audiences et à obtenir les votes nécessaires.

En outre, garantir les contributions des personnes mobilisées dans le traitement et la prise en charge, tout en gérant les attentes des secteurs concernés, a facilité un sentiment d'appropriation chez les différentes parties prenantes et la présentation d'un agenda commun. Cette approche inclusive s'est révélée utile lors des débats ultérieurs sur les règlements d'application de la loi.

INNOVATION

La coalition contre le cancer a fait preuve de créativité en recensant et en identifiant les législateurs ayant été touchés de près ou de loin par le cancer, ceux qui avaient déjà soutenu des initiatives contre le cancer et/ou étaient déjà des défenseurs des MNT ou de la santé.

La mobilisation du ministère de la Santé en amont s'est révélée utile pour inscrire le projet de loi sur l'agenda législatif du gouvernement. L'intérêt du Président et de la Première dame pour la santé et le cancer de l'enfant a eu un effet levier stratégique qui a permis d'en assurer l'inclusion dans le programme législatif présidentiel.

ÉTUDES DE CAS

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

La participation active de personnes ayant une expérience directe du cancer a contribué à attirer l'attention des médias sur la cause et à assurer une couverture dans les médias traditionnels et en ligne.

RÉSULTATS

La nouvelle Loi sur la lutte contre le cancer permettra de sauver des vies, tout en améliorant la qualité de vie des personnes vivant avec le cancer et des MNT associées, grâce à ses dispositions renforçant la capacité du système de santé. Cette législation reconnaît pour la première fois les personnes vivant avec le cancer et les survivants du cancer comme des personnes souffrant d'incapacité, ce qui leur donne droit à des prestations au titre de la loi sur le handicap, dont 20% de réduction sur le prix des médicaments, des produits de première nécessité, de la nourriture et des transports, entre autres.

Elle comporte une section importante sur la non-discrimination, qui concerne non seulement les patients et les anciens patients, mais également les membres de leur famille proche. Cette section devrait permettre de lutter contre la stigmatisation sociale profondément enracinée et contre les abus qui en résultent pour les ménages concernés. Le caractère obligatoire de la loi pour le secteur privé favorisera un accompagnement au travail et dans les environnements d'apprentissage.

En outre, la loi encourage des réformes de l'Agence des produits alimentaires et médicamenteux pour faciliter l'inclusion de nouveaux médicaments efficaces et éprouvés et de baisser le prix des principaux médicaments essentiels contre le cancer, y compris les médicaments novateurs, censés avoir un impact positif sur le traitement et la maîtrise du cancer et des MNT.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

L'initiative a dû tenir compte d'une pléthore de points de vue et de revendications émanant de personnes vivant avec le cancer, concernant les éléments à inclure lors de la rédaction du projet de loi. De multiples consultations avec ces personnes et d'autres acteurs des MNT et de la santé ont permis d'identifier les principales priorités.

Au départ, la campagne bénéficiait d'une faible couverture médiatique et disposait de ressources financières limitées pour le plaidoyer. L'initiative a surmonté les difficultés grâce (1) au travail acharné et au partage de ressources des membres de la Coalition contre le cancer, dont ceux qui sont également membres de la HPA; (2) au soutien des alliés parlementaires et exécutifs, (3) à l'aide des médias partenaires pour améliorer le message et rallier le soutien de l'opinion publique au projet de loi et (4) à l'aide des sociétés médicales, des associations professionnelles et des réseaux de plaidoyer, tels que la HPA, pour mobiliser le soutien de diverses parties prenantes du secteur de la santé et des MNT.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

La Loi nationale intégrée sur la lutte contre le cancer est conforme aux engagements et aux objectifs des Philippines en matière d'ODD, notamment son Plan d'action multisectoriel sur les MNT (2015 - 2025), ce qui permet ainsi au pays d'accélérer la réalisation de ces cibles en matière de lutte contre les MNT. Elle contribue directement à la cible des ODD de réduction de la mortalité due aux MNT de 30% d'ici 2030. Elle favorise également la cible nationale de santé, qui prévoit que les Philippines feront partie des populations asiatiques en meilleure santé d'ici 2040.

L'approche logique et stratégique de cette campagne de plaidoyer en faveur d'une loi sur la lutte contre le cancer, et les dispositions exemplaires de la législation finale, peuvent être appliquées à des efforts législatifs similaires pour des politiques de traitement et de prise en charge d'autres MNT.



La Chambre des représentants des Philippines et des patients lors d'une audience parlementaire sur le projet de loi sur la lutte contre le cancer



Personnes et enfants vivant avec un cancer et des MNT, ou touchés par ces maladies, lors d'un événement organisé par la Coalition philippine contre le cancer



Contrecarrer les manœuvres de l'industrie visant à éviter l'adoption de la loi anti-alcool au Vietnam

Face à l'opposition de l'industrie de l'alcool à un projet de loi global anti-alcool, l'Alliance vietnamienne sur les maladies non transmissibles a produit des preuves, écrit aux responsables politiques, contrecarré les manœuvres de l'industrie des boissons alcoolisées, révélé ses liens de corruption au sein du système, organisé une campagne dans les médias, amplifié les voix des personnes affectées par l'alcool et partagé des commentaires afin d'améliorer un projet de loi. Grâce aux efforts de plaidoyer de l'alliance, l'Assemblée nationale a adopté la loi en juin 2019, accélérant ainsi l'engagement du pays en matière de prévention des MNT, en s'attaquant à un facteur de risque majeur des MNT.

INITIATIVE

Plaidoyer pour une loi sur la prévention et la maîtrise des méfaits de l'alcool

ALLIANCE

Alliance vietnamienne de prévention et de maîtrise des maladies non transmissibles (NCDs-VN), un réseau de 13 organisations constitué en 2015



ncdvn.org

PAYS

Vietnam

DATE

Mai 2018 - Janvier 2020

ACTIVITÉ



Principale

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices



Secondaire

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformatifs et des voix de changement

SYNTHÈSE

Après des années d'opposition de la part des fabricants de boissons alcoolisées, l'Assemblée nationale vietnamienne et le Premier ministre ont chargé le ministère de la Santé de rédiger un projet de loi sur la lutte anti-alcool. La NCDs-VN et ses partenaires ont apporté leur soutien au ministère de la Santé pour élaborer du projet de loi conformément aux directives de l'OMS en matière de lutte anti-alcool. Lorsque le projet de loi a été publié pour commentaires en avril 2018, la NCDs-VN a représenté les organisations de plaidoyer non gouvernementales, à but non lucratif et de recherche sur la plateforme des parties prenantes de la politique en matière d'alcool et l'a défendu contre les attaques de l'industrie et de certains secteurs du gouvernement.

Alors que le projet de loi passait par cinq étapes à l'Assemblée nationale, l'industrie des boissons alcoolisées a tenté de l'affaiblir en appliquant une quadruple stratégie (nier, retarder, diviser, rejeter). À travers des courriers adressés aux hauts dirigeants politiques, des menaces de représailles économiques et commerciales, des campagnes de communication et des ateliers avec des ministères et organisations professionnelles à sa solde, elle a cherché à affaiblir le projet et a rallongé la procédure.

Entre avril 2018 et janvier 2019, la NCDs-VN a déployé une campagne en trois phases, avec trois déclencheurs distincts. La première phase de la campagne (septembre - novembre 2018) a profité de la dynamique autour de la RHN-ONU de 2018 sur les MNT pour cibler le premier vote de l'Assemblée nationale sur le projet de loi. Quatre viols d'adolescentes et accidents liés à l'alcool au cours du mois précédant le vote final de l'Assemblée ont marqué le début de la phase suivante de la campagne, entre mars et juin 2019.

La campagne a débuté par une enquête auprès des communautés concernant les pertes économiques liées à la consommation d'alcool, enquête qui a alimenté la communication ultérieure de la campagne. La surveillance des réseaux sociaux et des médias a permis d'identifier des éléments déclencheurs de la campagne. En impliquant les personnes touchées par les méfaits de l'alcool, l'alliance a organisé un atelier à l'intention des délégués régionaux de l'Assemblée nationale et des médias afin d'aborder les enjeux d'une loi solide, et notamment l'ingérence de l'industrie.

Les membres de la NCDs-VN ont informé les responsables politiques, l'Assemblée nationale et des organisations de masse (les syndicats) des stratégies de l'industrie et des responsables chargés de développer



L'élaboration de la loi anti-alcool a conduit le ministère de la Santé et la NCDs-VN à travailler ensemble. Nous nous sommes mis d'accord sur ce que le ministère allait faire, ce que l'alliance allait faire et comment nous coordonner. Il y a parfois eu des divergences d'opinions. La NCDs-VN, en tant que voix de la société civile, a exprimé son point de vue publiquement. Les messages clés ont été diffusés par le biais de courriers, de posts sur les réseaux sociaux, de talk-shows et de débats lors de l'atelier organisé par la commission aux affaires sociales de l'Assemblée nationale. »

Dr Nguyen Huy Quang,
responsable du Service des affaires juridiques au
ministère vietnamien de la Santé

la loi mais qui soutenaient l'industrie, en violation des lois anti-corruption. En parallèle, l'alliance a mobilisé des personnes touchées par les méfaits de l'alcool et des alliés au sein du gouvernement afin de sensibiliser l'opinion publique par le biais des médias, autour du besoin de réduire la consommation d'alcool dans le cadre d'une stratégie de prévention des MNT, des avantages de la proposition de loi, et des tentatives de l'industrie des boissons alcoolisées en vue de l'affaiblir.

Alors que l'Assemblée nationale siégeait pour achever la mise au point de la loi, la NCDs-VN a participé à une manifestation pour soutenir les revendications des victimes de l'alcool. En juin 2019, l'Assemblée nationale adoptait la «Loi sur la prévention et la lutte contre les effets nocifs de l'alcool et de la bière», entrée en vigueur le 1er janvier 2020. Bien que l'opposition de l'industrie soit parvenue à supprimer les propositions initiales concernant la fiscalité, le fonds de promotion de la santé et la surveillance par la société civile, qui auraient renforcé l'impact de la loi sur le programme plus large de prévention des MNT, la loi a réussi à maintenir l'accent sur la bière, interdit la publicité pour l'alcool et la vente sur Internet, et fixe une limite d'âge pour boire et un taux d'alcoolémie au volant, tout en interdisant la consommation d'alcool dans les établissements d'enseignement et de santé et par les agents de la fonction publique pendant les heures de bureau.

Avec l'adoption de la loi, la campagne est passée à la troisième phase, jusqu'en janvier 2020, pour défendre sa mise en œuvre effective et de son intégration dans les initiatives communautaires gouvernementales *One Health et Ecohealth*.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

Avec le soutien du Programme Seed de l'Institut du plaidoyer de la NCDA, la NCDs-VN et ses membres ont pris la tête des activités de la campagne de plaidoyer, mutualisé les ressources et apporté des contributions en nature en faveur de l'adoption de la Loi nationale anti-alcool. Ainsi, le Centre d'éducation par les médias pour les communautés a organisé les émissions de télévision; NGO-IC s'est chargé des relations avec le gouvernement; le Centre de recherche sur le droit et la politique du développement durable a offert une assistance juridique; et Health Bridge Canada et le Centre de recherche et de formation pour le développement communautaire (RTCCD) ainsi que secrétariat de la NCDs-VN, ont apporté une assistance technique.

INNOVATION

La NCDs-VN a préparé une campagne de plaidoyer novatrice qui a suivi la loi du début à la fin. L'initiative a fait preuve d'agilité et de rapidité de réaction face aux déclencheurs de plaidoyer et en saisissant les occasions se présentant, notamment la RHN-ONU de 2018 sur les MNT, les séances de l'Assemblée nationale et les décès tragiques liés à l'alcool.

L'alliance a également fait preuve de souplesse en utilisant différentes stratégies: tantôt en travaillant avec le ministère de la Santé, tantôt en exprimant les points de vue de la société civile des MNT lors des ateliers organisés par le gouvernement et l'Assemblée nationale, ou encore en écrivant aux responsables politiques, en utilisant les médias et en permettant aux victimes de l'alcool de s'exprimer dans le cadre de plateformes politiques.

Dénoncer les sympathisants de l'industrie au sein du gouvernement était le signe d'une approche audacieuse et originale. La stratégie de l'alliance a été novatrice en liant l'ingérence de l'industrie à l'initiative anticorruption du parti au pouvoir et à la nouvelle loi anticorruption du pays. Elle s'est servie des réseaux sociaux (Facebook) comme d'outils pour dénoncer l'ingérence de l'industrie dans l'élaboration des politiques et même pour lever des financements pour la campagne.

RESULTS

- La loi anti-alcool a surmonté une forte opposition de la part de l'industrie et passé deux tours de scrutin avant d'être adoptée par l'Assemblée nationale en juin 2019.
- La NCDs-VN a été reconnue par le système politique du pays comme une alliance à but non lucratif et scientifique, qui œuvre pour la santé publique.
- L'initiative a réussi à établir un lien entre le soutien aux intérêts de l'alcool et la corruption systémique.
- Des victimes de l'alcool ont trouvé une plateforme pour exprimer leur souffrance et leurs revendications.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

Au fil des ans, les fabricants d'alcool et leurs alliés ont cultivé des sympathies au sein du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Étant donné l'influence considérable des entreprises dans l'élaboration des politiques dans le pays, l'alliance a dressé une liste de ces influences et découvert que les partisans de l'alcool ont également tendance à favoriser d'autres industries nocives pour les MNT, telles que l'amiante, le tabac, les aliments pour bébés ou encore les centrales électriques au charbon.

L'alliance a tiré des leçons essentielles de son plaidoyer autour de la loi anti-alcool :

- Il est essentiel d'organiser une campagne continue et de rester une voix indépendante des MNT dans l'intérêt général.
- Utiliser les plateformes anticorruption pour identifier et dénoncer les acteurs favorables à l'industrie.
- Étoffer les preuves et les ressources internationales grâce à des données et des contributions locales.
- Utiliser les réseaux sociaux pour contourner les grands médias traditionnels.
- Rendre publique ses communications avec le gouvernement au pouvoir à des fins pédagogiques, de transparence et de plaidoyer.
- Construire sa propre infrastructure d'émissions en direct pour une diffusion rapide sur les réseaux sociaux et dans les médias.



RÉDUIRE LES ÉCARTS

Les deux plans stratégiques, national et régional, sur les MNT appellent à mettre en œuvre les meilleurs choix MNT de l'OMS en matière de lutte anti-alcool. La recommandation issue des meilleurs choix MNT de l'OMS visant à établir un Fonds de promotion de la santé garantissant des ressources financières pour la mise en œuvre de la loi était l'une des grandes revendications de cette initiative. Cette initiative démontre comment une alliance nationale sur les MNT peut contribuer à changer les politiques grâce à un plaidoyer stratégique, même si le développement des politiques de santé publique semble bloqué par les intérêts des industries de produits mauvais pour la santé. Les efforts de la NCDs-VN s'inscrivent dans le plan national sur les MNT et les stratégies régionales et mondiales concernant ces maladies, tout en aidant le Vietnam à progresser vers la réalisation de la cible 3.5 des ODD sur la prévention de l'abus d'alcool.

La campagne offre des leçons majeures quant à l'utilisation stratégique de déclencheurs et d'opportunités, de planification de phases et d'exploitation de la plateforme anticorruption pour faire avancer le plaidoyer politique autour des MNT face à l'opposition insidieuse des industries de produits mauvais pour la santé.



Atelier de la NCDs-VN en présence de députés de l'Assemblée nationale, à Hanam, août 2018

La NCDs-VN participe à une manifestation en soutien aux demandes des victimes de l'alcool

SOUS-THÈME 2

SUSCITER LA DEMANDE À TRAVERS DES MOUVEMENTS SOCIAUX TRANSFORMATEURS ET DES VOIX DE CHANGEMENT



Travailler avec une banque pour la sensibilisation et le dépistage des MNT au Cameroun

Un membre de l'Alliance de la société civile camerounaise contre les MNT s'est associé avec Ecobank, l'une des principales banques du pays, pour proposer des ateliers de sensibilisation, des antennes de dépistage et des services de conseil à l'intention de son personnel, des clients et des passants dans ses agences de 3 villes du pays. En outre, il a organisé des marches de santé, des services de conseils sur l'hygiène de vie, et des spots radio et télévision afin de toucher la communauté dans son ensemble et les décideurs politiques, et d'augmenter ainsi la sensibilisation aux MNT dans le pays.

INITIATIVE

L'Ecobank dit stop aux MNT

ALLIANCE

Alliance de la société civile camerounaise contre les MNT (CACNSA), un réseau de 11 organisations créé en 2018



@CameroonNCDA

PAYS

Cameroun - Infranational. Régions Centre, Littoral et Ouest et villes de Bafoussam, Douala et Yaoundé

DATE

Septembre - Octobre 2019

ACTIVITÉ



Principale

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Secondaire

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

SYNTHÈSE

Fort d'un partenariat conclu antérieurement, l'Ecobank a contacté le service de santé de la Convention baptiste du Cameroun (CBCHS), qui assure le secrétariat de la jeune Alliance de la société civile camerounaise contre les MNT (CACNSA), en lui proposant un partenariat de responsabilité sociale d'entreprise sur trois ans pour organiser des activités autour des MNT à l'occasion de sa journée annuelle sur les MNT. Au cours de ces trois années, l'initiative entend :

1. Sensibiliser aux MNT au sein de l'écosystème bancaire
2. Améliorer l'accès aux services liés aux MNT
3. Lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées aux MNT à tous les niveaux

L'initiative a débuté avec les activités organisées à l'occasion de la journée annuelle des MNT en octobre 2019, à l'intention du personnel de la banque, des clients, des personnes vivant avec des MNT, des jeunes et de la communauté dans son ensemble dans les régions Centre, Littoral et Ouest du pays. La banque a identifié en amont ses agences les plus actives pour assurer une couverture maximale et la participation des employés. Le CBCHS, accompagné de la CACNSA, a organisé la logistique des antennes de dépistage, tracé les itinéraires et obtenu les autorisations pour les marches de santé, et élaboré les supports de campagne.

Lors de la journée annuelle 2019, le CBCHS a organisé des ateliers sur les MNT et leurs facteurs de risque, à l'intention des employés de la banque, des clients et des passants, dans 8 agences des villes de Bafoussam, Douala et Yaoundé. Cette journée s'est accompagnée de cinq jours de dépistage de l'hypertension, du diabète, de l'obésité, du cancer du sein et du col de l'utérus, et de conseils sur l'hygiène de vie, dans les locaux des agences. L'orientation vers les hôpitaux à la suite des dépistages a permis d'approfondir les examens, d'établir des diagnostics définitifs et d'entamer des traitements.

Dans chaque ville, les activités se sont terminées par une marche de santé de 5 - 10 km à laquelle ont participé les employés de la banque, des équipes de personnel médical, des personnes vivant avec des MNT, des membres de l'administration locale et des athlètes locaux, afin de motiver et d'attirer l'attention sur la sédentarité et d'autres facteurs de risque des MNT. Les marches ont ainsi donné l'occasion de sensibiliser les communautés traversées, tout en permettant aux participants de faire de l'exercice physique. À la fin de la marche, des conseils personnalisés sur l'exercice et l'alimentation ont été dispensés.



À Ecobank, nous ne sommes pas à l'abri de l'impact des MNT dans nos vies et au sein des communautés où nous travaillons et vivons. Le personnel d'Ecobank a donc décidé de « rompre le silence » à propos des MNT et de rejoindre le mouvement mondial des MNT (défenseurs de la santé, experts, personnes vivant avec des MNT, organisations de la société civile et autres), afin d'unir nos forces et de faire progresser la lutte contre ces maladies. Notre groupe a mis à disposition les ressources nécessaires pour que les agences prennent des mesures contre les MNT, car l'humain est la ressource la plus précieuse d'Ecobank et du monde, et il n'y a pas de plus grande cause que la préservation de la vie.»

Mme Gwendoline Abunaw,
Directrice générale - Ecobank Cameroun

Différents médias ont été mis à contribution pour étendre la portée de l'initiative à l'ensemble de la population. Des spots radio et un clip pédagogique sur les MNT présentant des personnes vivant avec des MNT diffusés à la télévision et à la radio ont rappelé l'importance d'établir un diagnostic précoce, d'observer son traitement et d'éviter les risques. Les messages de la campagne ont été relayés grâce à des posts sur les réseaux sociaux autour des facteurs de risque des MNT et des promesses de jeunes d'adopter une bonne hygiène de vie.

L'initiative a stratégiquement mobilisé des responsables médicaux locaux et des responsables des services des sports et de l'éducation physique, entre autres, afin d'ouvrir la porte au plaidoyer en matière de MNT. L'initiative entend étendre son rayonnement en mobilisant d'autres membres de l'alliance, des entreprises et des acteurs non sanitaires.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

Cette initiative conjointe entre une banque et la société civile marque une collaboration entre acteurs non étatiques sur les MNT. L'Ecobank Cameroun a mis à disposition des ressources financières, ses agences et le principal public cible. Le CBCHS a apporté les ressources humaines et techniques pour la sensibilisation, le dépistage et l'orientation vers des spécialistes.

Bien qu'un seul membre de la CACSNA ait piloté les activités de la première année, leur réussite a permis d'adopter une approche globale grâce à la participation d'autres membres de l'alliance, ce qui permettra d'élargir la couverture et d'approfondir l'impact au cours des prochaines années.

Les personnes vivant avec des MNT et les athlètes locaux ont apporté la touche locale à la marche de santé, tandis que le ministère des Sports et de l'éducation physique représentait le secteur gouvernemental. Les médias ont apporté leur aide en assurant la promotion des événements et en réalisant des interviews des principaux porte-paroles.

INNOVATION

Il s'agit de la toute première initiative croisée entre la société civile et le secteur bancaire en vue d'un partenariat intersectoriel autour des MNT au Cameroun, sous la houlette de l'organisation chargée du secrétariat de la CACSNA. L'initiative démontre comment les intérêts d'une entreprise en matière de responsabilité sociale peuvent être canalisés pour répondre à l'appel mondial à concrétiser les engagements.

RÉSULTATS

Sur la base des données de dépistage et des témoignages à l'issue des activités, l'initiative a produit quelques résultats concrets.

- Environ 4 500 personnes ont reçu des informations sur les MNT par le biais des médias et des événements publics.
- La sensibilisation des employés de banque, des clients et de la communauté dans son ensemble a augmenté.
- 570 personnes ont été dépistées pour des facteurs de risque des MNT et 451 femmes ont fait un dépistage du cancer du sein et/ou du cancer du col de l'utérus.
- Parmi elles, 93 personnes ont découvert qu'elles présentaient une hypertension, 20 une glycémie élevée, 353 personnes étaient obèses (IMC > 24,9), 26 femmes présentaient des lésions précancéreuses et une suspicion de cancer du col de l'utérus a été établie, et 13 femmes présentant des masses mammaires, dont une avec une suspicion de cancer du sein ont été examinées.
- On estime à 1 000 le nombre de participants aux marches de santé dans les trois villes.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

L'implication des personnes vivant avec des MNT, des athlètes locaux et du ministère des Sports et de l'éducation physique a rendu les événements multisectoriels, créatifs et significatifs. Les autorisations administratives délivrées par le gouvernement ont permis la tenue des événements publics. La participation des médias grand public et des réseaux sociaux a permis aux activités de gagner en visibilité et a contribué à une plus grande sensibilisation.

L'initiative devait couvrir les 10 régions du pays, mais pour des raisons de sécurité et de financement, elle a finalement été limitée à trois régions la première année. Certaines activités prévues telles que des caravanes mobiles et des animateurs afin de toucher un public plus nombreux, n'ont pas pu être réalisées faute de ressources.

Les autorisations pour les événements publics ont été lentes à obtenir et coûteuses, ce qui a contribué à réduire encore davantage le budget. La phase de planification a été courte, raison pour laquelle certaines activités ont dû être suspendues, et d'autres se sont déroulées dans la précipitation ou ont obtenu moins d'impact. La clarté de l'objectif et l'objectif commun des partenaires de la société civile et du secteur privé, dont la CACSNA, ont en grande partie contribué à surmonter ces obstacles.

Les ateliers santé, les dépistages et le conseil ont également révélé des mythes et des croyances culturelles associées aux MNT, y compris chez les personnes les plus instruites de la communauté, ainsi que la perception qu'ont les jeunes des MNT comme étant des maladies de personnes âgées, avec l'indifférence qui en découle s'agissant de la sensibilisation et du dépistage. Il est

donc nécessaire de sensibiliser davantage le public, et notamment les jeunes.

L'initiative auprès des employés et des clients de la banque a montré la possibilité d'éduquer aux MNT dans la vie quotidienne. Elle a prouvé que des informations ciblées sur plusieurs groupes dans des milieux différents peuvent contribuer à sensibiliser aux MNT. L'initiative révèle également le potentiel d'un dépistage opportuniste pour une détection précoce des personnes présentant un risque de MNT et la possibilité de faire avancer l'agenda des MNT grâce à des événements organisés à moindre coût par différents secteurs.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Les activités de cette initiative contribuent directement à la réalisation des cibles 1 à 7 du Plan d'action mondial 25x25 pour la lutte contre les MNT de l'OMS, et indirectement à la réalisation des cibles 3.4 et 3.5 des ODD. Elle s'inscrit également dans l'agenda national et mondial appelant à une approche systémique et à une collaboration multisectorielle dans la riposte aux MNT.

Cette initiative montre comment exploiter les intérêts de la responsabilité sociale des entreprises pour sensibiliser aux MNT et dépister au quotidien, avec un impact positif pour la communauté dans son ensemble.



Le personnel d'Ecobank à l'échauffement avant la marche pour la santé devant l'agence de Bonanjo à Douala, en octobre 2019

Impliquer les Personnes Vivant avec des MNT et les Jeunes dans le Plaidoyer autour des MNT en Inde

La Healthy India Alliance s'attache à améliorer la participation des jeunes et des personnes vivant avec des MNT dans la riposte à ces maladies par le biais d'un Agenda national du plaidoyer pour les personnes vivant avec des MNT, de documentaires et de campagnes publiques. Ces initiatives ont mis en évidence leurs priorités, tout en renforçant les compétences, afin de participer au discours autour des MNT et de l'influencer. Des réseaux de jeunes et de personnes vivant avec des MNT ont été préparés pour être lancés en 2020 et l'Agenda indien du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT a été lancé en décembre 2019.

INITIATIVE

Donner la priorité à la participation des jeunes et des personnes vivant avec des MNT dans les actions de prévention et de maîtrise des MNT en Inde

ALLIANCE

Healthy India Alliance (HIA), un réseau de 13 organisations membres créé en 2015



healthyindiaalliance.org

PAYS

Inde

DATE

Mai 2017 - Mars 2020

ACTIVITÉ



Principale

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Secondaire

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

SYNTHÈSE

Motivée par le discours mondial et national sur le besoin de créer des plateformes pour faire entendre les voix des personnes vivant avec des MNT et des jeunes autour des MNT, de la CSU et des ODD, la HIA a lancé une triple initiative.

Elle a tout d'abord cherché à assurer la participation significative des personnes vivant avec des MNT dans l'élaboration d'un programme d'action national¹³. Une analyse de la situation des personnes vivant avec des MNT en 2017 a permis d'identifier leurs préoccupations pour amorcer un dialogue avec des professionnels de santé et des décideurs politiques, ainsi que l'accompagnement qu'elles souhaitaient. La même année, cinq représentants de l'alliance ont été formés lors de l'atelier *Notre vision, notre voix* de la NCDA, à Genève, et ont contribué à développer des activités dans le cadre de l'initiative.

En 2018, le groupe de travail de l'alliance sur la participation significative des personnes vivant avec des MNT et les soins palliatifs a travaillé avec les membres au niveau des différents États indiens afin d'organiser quatre consultations régionales de personnes vivant avec des MNT et d'OSC pertinentes, en vue d'élaborer un Agenda indien du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT articulé autour de l'Agenda mondial du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT¹⁴. La publication de l'Agenda indien du plaidoyer était prévue pour décembre 2019 à l'occasion de la troisième consultation de la société civile sur les MNT organisée par la HIA, avant d'être déployé en 2020.

Deuxièmement, suite à la participation à l'atelier de formation de formateurs *Notre vision, notre voix* de la NCDA en 2019, l'équipe *Notre vision, notre voix* de la HIA a organisé des ateliers de formation destinés à doter les personnes vivant avec des MNT des compétences nécessaires pour partager leurs histoires et construire un récit public pour agir sur les MNT. Deux participants à la première formation nationale ont été formateurs lors de la deuxième formation. L'une des formations était spécifiquement axée sur les jeunes vivant avec des MNT. Ils ont témoigné de l'impact de leurs maladies sur leur vie professionnelle et personnelle, et notamment des implications socioculturelles et financières.

¹³ Avec le soutien du Programme Accelerator de l'Institut du plaidoyer de l'Alliance sur les MNT.

¹⁴ L'Agenda mondial du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT a été élaboré grâce à la généreuse contribution de 1 893 personnes vivant avec des MNT, qui ont participé aux travaux de consultation *Notre vision, notre voix* en 2017. Il peut être consulté ici en anglais et en espagnol: <https://ncdalliance.org/resources/advocacy-agenda-of-people-living-with-ncds>



La HIA a facilité la mise en place d'une plateforme permettant aux OSC, aux personnes vivant avec des MNT et aux jeunes de comprendre les priorités et les défis de chacun en matière de prévention et de prise en charge des MNT. L'initiative était une tentative de développer un discours public au niveau infranational avant de le déployer au niveau national. Elle visait également à créer un agenda inclusif d'action des personnes vivant avec des MNT et des jeunes, en inscrivant les priorités en matière de MNT dans les cadres plus larges des ODD et de la CSU.»

Prachi Kathuria,
coordinatrice - secrétaire de la Healthy India Alliance

En outre, l'alliance a aidé les personnes vivant avec des MNT à partager leurs expériences et leurs points de vue grâce à la campagne ASSEZ de la NCDA en prévision de la RHN-ONU de 2019 sur la CSU, et à un micro-documentaire¹⁵ réalisé dans le cadre de l'initiative *Notre vision, notre voix* de la NCDA.

Enfin, l'initiative a mobilisé les jeunes lors d'événements de plaidoyer autour des MNT; environ 300 jeunes et personnes vivant avec des MNT ont participé à la campagne mondiale *#YouthWalkTheTalk*, et six événements ont été organisés dans des écoles de New Delhi pendant la 2^{ème} Semaine d'action mondiale sur les MNT de la NCDA (septembre 2019). À cette occasion, une marche de santé dans la communauté destinée à sensibiliser à la pollution atmosphérique, une séance de Zumba, ainsi que des débats avec des enseignants sur les problèmes de santé mentale, et des interventions sur les facteurs de risque auprès d'équipes d'accompagnement ont été organisés, entre autres. Des défenseurs ayant une expérience directe des MNT ont fait participer les étudiants à des messages de promotion de la santé et de prévention des MNT, tout en assurant la promotion de la campagne ASSEZ. L'alliance constitue actuellement des réseaux de jeunes et de personnes vivant avec des MNT afin d'assurer la durabilité à long terme de l'initiative.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

L'initiative a bénéficié du soutien d'organisations sanitaires et non sanitaires dépassant le cadre de la HIA afin de promouvoir le vécu des personnes vivant avec des MNT et leur participation significative à la stratégie de l'alliance. 82 personnes vivant avec des MNT et 43 OSC ont participé à l'élaboration de l'Agenda indien du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT. Les membres de la HIA dans différents États indiens ont mené les consultations régionales et coordonné la mobilisation des participants, la logistique et l'élaboration des supports. La participation de personnes vivant avec des MNT et de membres de la HIA a été capitale pour le processus et l'aboutissement de l'agenda du plaidoyer.

Étudiants, enseignants et parents ont participé aux activités pour les jeunes organisées par les écoles avec le soutien technique de la HIA. Au total, quelques 2 700 jeunes et 600 parents ont participé à la campagne.

INNOVATION

L'initiative s'est appuyée sur les ressources documentaires de la NCDA concernant la participation significative des personnes vivant avec des MNT, et notamment l'Agenda mondial du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT. Elle a stratégiquement saisi l'opportunité de participer à deux micro-documentaires tournés dans le cadre de l'initiative *Notre vision, notre voix* (l'un en 2017, l'autre en 2019), qui soulignent l'importance de l'expérience directe des MNT pour le plaidoyer.

Les formations nationales *Notre vision, notre voix* destinées aux personnes vivant avec des MNT entendaient les mobiliser en tant que porte-paroles pour la construction d'un discours public sur les MNT. Certains participants à la première formation ont été mis à contribution comme spécialistes lors de la formation suivante et leur participation à de nouvelles activités est actuellement en cours. L'une des formations s'est penchée de manière créative sur les problématiques des jeunes vivant avec des MNT et a exploré leur mobilisation en tant que soignants, tout en sensibilisant davantage à la santé mentale.

¹⁵ L'Alliance sur les MNT a produit deux micro-documentaires en 2019 en partenariat avec l'Alliance ghanéenne sur les MNT et la Healthy India Alliance, dans le cadre de son initiative *Notre vision, notre voix*, et grâce à son partenariat avec Access Accelerated. Vous pouvez les visionner ici : <https://ncdalliance.org/news-events/news/new-our-views-our-voices-mini-films-from-ghana-and-india-launched>

ÉTUDES DE CAS

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

RÉSULTATS

Un résultat majeur de l'initiative a été la reconnaissance par la HIA des personnes vivant avec des MNT et des jeunes en tant qu'intervenants majeurs dans les discussions de la société civile sur les MNT. La HIA a soumis un avant-projet de *Directives pour la mobilisation des organisations de la société civile dans la riposte nationale aux maladies non transmissibles*, actuellement en cours de révision par le ministère de la Santé et du bien-être familial et le bureau pays de l'OMS en Inde. Ces directives entendent identifier les personnes vivant avec des MNT comme étant au cœur de l'approche multisectorielle et pansociétale pour atteindre les objectifs nationaux et mondiaux en matière de MNT.

Cette initiative a également permis l'élaboration de l'Agenda indien du plaidoyer des personnes vivant avec des MNT, publié en décembre 2019. Cet agenda du plaidoyer sert de référence à l'alliance pour aider les personnes ayant une expérience directe des MNT à agir en la matière. Le processus d'élaboration d'un agenda collectif a également permis de mobiliser plusieurs parties prenantes pour promouvoir la prévention, le traitement et les soins palliatifs dans les systèmes de santé.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

L'initiative a tiré parti de plusieurs campagnes mondiales sur les MNT, tandis que la HIA a pu présenter une plateforme de coopération pour la participation des personnes vivant avec des MNT et la mobilisation des jeunes dans le plaidoyer autour des MNT à l'échelle nationale. Le résultat du programme a été le fruit d'efforts en synergie entre parties prenantes à l'échelle régionale, nationale et mondiale, dont la NCDA.

La participation soutenue des parties prenantes concernées à travers tout le pays s'est avérée difficile. Un temps considérable a été consacré à la compréhension des liens entre MNT, CSU et ODD chez les personnes vivant avec des MNT et les jeunes. L'initiative a permis à l'alliance de se rendre compte qu'il était indispensable que les organisations membres de plusieurs États/régions du pays mènent l'action sur le terrain pour ensuite alimenter des activités nationales.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Les personnes vivant avec des MNT et les jeunes doivent être des acteurs majeurs de la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel indien en matière de MNT. Le travail mené dans le cadre de cette initiative est un pas important dans cette direction. L'initiative renforce les efforts infranationaux menés par la HIA depuis 2015, en donnant une voix aux partenaires des différents États indiens dans les discussions sur les politiques en matière de MNT. Elle contribue également à renforcer l'agenda issu de la RHN-ONU de 2018 sur les MNT, en alignant l'action nationale sur le discours mondial, avec notamment la reconnaissance de l'approche 5 x 5 (cinq principales MNT, dont la santé mentale, et cinq facteurs de risque, dont la pollution atmosphérique). La HIA a profité de cette initiative pour trouver d'autres partenaires dans les secteurs non sanitaires et du développement, afin d'accélérer l'action visant à atteindre les objectifs en matière de MNT et de CSU, ainsi que les ODD.

Les efforts de l'initiative pour essayer et impliquer les personnes vivant avec des MNT et les jeunes dans l'élaboration de leur agenda du plaidoyer et l'expression de leurs points de vue, ouvrent la voie à la mobilisation d'autres groupes clés à risque ou vulnérables aux MNT dans le pays.

Personnes vivant avec des MNT et adolescents pendant la promotion de la campagne ASSEZ lors de la deuxième semaine d'action mondiale sur les MNT en 2019





Équiper les jeunes pour le plaidoyer autour des MNT en Slovénie

Sous la conduite d'une organisation membre de l'Alliance slovène sur les MNT, le réseau de jeunes *No Excuse Slovenia*, l'initiative gère un programme de sensibilisation et de militantisme à plusieurs niveaux pour créer un mouvement de jeunes à l'échelle du pays autour du plaidoyer pour la lutte contre les MNT et la prévention de la toxicomanie, qui a donné naissance à l'alliance. Ses principaux piliers sont les formations pour les jeunes, les travaux de recherche axés sur les politiques, le plaidoyer politique, le plaidoyer dans les médias et le suivi d'impact et l'amélioration des normes pour l'intervention de la société civile. Elle a obtenu des résultats sur les lois anti-tabac et anti-alcool et a joué un rôle important dans le plaidoyer pour la prévention du cannabis, contribuant ainsi à élargir l'agenda de la lutte contre les MNT.

INITIATIVE

Contribution de *No Excuse Slovenia* à la création de l'Alliance slovène des jeunes sur les MNT

ALLIANCE

Alliance slovène sur les MNT, une coalition de réseaux de jeunes, de prévention et de lutte antitabac et contre les maladies cardiaques créée en 2019



noexcuse.si

PAYS

Slovénie

DATE

Janvier 2017 à aujourd'hui

ACTIVITÉ



Principale

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Secondaire

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

SYNTHÈSE

L'augmentation du financement gouvernemental de la prévention des MNT en 2017 a permis à *No excuse Slovenia* (NES) d'agrandir son équipe, d'élargir son périmètre et de créer un réseau avec d'autres organisations liées aux MNT du pays pour créer en 2019 l'Alliance slovène sur les MNT.

S'appuyant sur son plaidoyer précédent en faveur des politiques de lutte antitabac, cette initiative visait à doter les jeunes Slovènes de compétences (connaissances, attitude et aptitudes) en matière de mobilisation sociale active afin de réduire les comportements de dépendance et de promouvoir le bien-être. Cette initiative menée par des jeunes pour des jeunes gère un programme de formation de jeunes à plusieurs niveaux¹⁶ dans 200 écoles des 12 régions du pays.

La formation commence par une séance de sensibilisation de base aux facteurs de risque des MNT dans un tiers des écoles slovènes, avant de se poursuivre par des séances de formation des comportements autour de problématiques liées aux MNT, selon les écoles et les tendances locales en matière de santé. Ces séances confrontent les élèves aux tactiques employées par plusieurs industries de produits mauvais pour la santé, tout en débanalisant leurs produits et services, dans le but d'en empêcher ou d'en retarder la consommation.

Au niveau suivant, un atelier de motivation organisé par des jeunes déjà formés, vise à motiver les élèves de 100 lycées du pays à devenir des agents de changement. Par le biais d'un entretien de sélection, le programme recrute environ 7 étudiants par an dans chaque région pour 1 000 heures de programme militant. Cela facilite le développement de compétences pratiques allant du bien-être mental à la prise de parole en public en passant par la gestion de projets, la négociation et le débat.

Dans le cadre de cette formation en situation réelle, les militants se portent volontaires pour être acheteurs incognito et vérifier le respect des restrictions sur le tabac, entreprendre des campagnes de plaidoyer en faveur des politiques anti-alcool, rédiger des manifestes de la jeunesse (sur la réglementation du cannabis par exemple), organiser des formations pour les plus jeunes, et promouvoir la santé mentale auprès de leurs

¹⁶ Les détails de l'atelier de formation sont disponibles ici : <https://www.noexcuse.si/katalog-delavnice>

ÉTUDES DE CAS

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

pairs. Cette initiative, menée en collaboration avec des partenaires, réalise également des études pour le plaidoyer politique, dont elle communique les résultats aux médias et aux décideurs politiques.

L'initiative s'est appuyée sur les contributions d'autres organisations de MNT travaillant dans le pays sur la formation des jeunes et des équipes, notamment l'Institut Utrip (plateforme de prévention), la Fondation slovène du cœur et la Coalition slovène pour la santé, l'environnement et la lutte antitabac. Ces interactions ont débouché sur une première mise en réseau, puis sur la création de l'Alliance slovène sur les MNT, en 2019. Les membres de l'alliance continuent de participer aux événements et de s'exprimer dans les médias. L'initiative s'est engagée à travailler à partir de données factuelles, ce qui signifie qu'elle préconise une mesure de l'efficacité de ses programmes de prévention.



Cette initiative nous a offert plusieurs victoires, comme par exemple de voir comment un jeune devient un défenseur acharné de la santé publique, ou encore de rallier des voix au Parlement grâce à un plaidoyer solide. Nous avons encore de nombreux défis à relever pour offrir des programmes de prévention des[MNT] de qualité à plus d'étudiants et pour militer auprès d'autres organisations pour qu'elles ferment les programmes inefficaces. Enfin, de nombreuses industries viennent frapper à la porte du Parlement slovène et nous sommes là pour expliquer pourquoi le Parlement ne devrait pas les laisser agir librement. »

Urška Erklavec,
Présidente de l'Alliance slovène sur les MNT et
ancienne Présidente de No Excuse Slovenia

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

L'initiative a permis de rassembler des jeunes pour travailler pour les jeunes. Son réseau interne comprend des antennes locales de la jeunesse et deux organisations de fond (Association de jeunes pour la promotion de la santé et Association de jeunes pour le Développement durable). Elles se coordonnent avec de grandes organisations slovènes de jeunes (Scouts, Organisation slovène des centres de la jeunesse, Réseau de clubs de jeunes) afin de pousser les jeunes à aborder la prévention des MNT et les facteurs comportementaux provoquant les principales MNT.

Certains membres de l'Alliance slovène sur les MNT travaillent avec des jeunes dans certaines villes, tandis que d'autres apportent leur expertise lors d'interventions spécifiques dans le cadre de la promotion de la santé ou du développement durable. Les organisations membres de l'alliance n'étant pas spécifiquement des organisations de jeunes, participent aux formations, aux séminaires et aux points presse.

L'alliance assure également la coordination avec les principales parties prenantes extérieures telles que le ministère de la Santé, afin de coopérer en matière de plaidoyer et de financement. L'Institut national de la santé publique est un partenaire scientifique pour des projets de recherche tels que l'évaluation de la consommation de cigarettes électroniques chez les jeunes ou les coûts sociaux de l'alcool et du tabac, tandis que la faculté des sciences sociales de l'université de Ljubljana contribue à la recherche sur les approches de marketing social afin d'augmenter le respect de la loi sur l'interdiction de la vente de tabac et d'alcool aux mineurs.

INNOVATION

L'initiative a fait preuve de créativité en s'attachant simultanément à prévenir les comportements mauvais pour la santé chez les jeunes, à entreprendre un plaidoyer politique et à créer des mouvements pour le changement social. En tant qu'alliance de jeunes, l'initiative est sensible aux intérêts et aux besoins des jeunes, et a fait preuve de réactivité en améliorant régulièrement ses programmes. L'initiative a fait preuve d'innovation en dénonçant l'industrie afin de motiver les jeunes à lutter contre les facteurs de risque des MNT.

Elle s'appuie sur un solide militantisme et fonctionne grâce à de nombreuses heures de bénévolat. Les jeunes ne sont pas seulement les bénéficiaires de cette initiative, ils en sont les porteurs car ils en lancent, conçoivent et réalisent les activités. Ils bénéficient d'un encadrement et de conseils dans la formulation de projets et l'évaluation de leur impact, conformément à la science de la prévention.

RÉSULTATS

En trois ans, l'initiative a touché plus de 10 000 jeunes de 200 écoles dans toutes les régions de Slovénie. La formation a produit 100 défenseurs de santé publique et créé un cadre d'agents de changement dans le domaine des MNT. Les évaluations préliminaires indiquent que le programme militant a réussi à retarder la consommation d'alcool et à prévenir la consommation de cannabis et d'alcool chez les participants. Une évaluation complète du programme est prévue pour la période 2020 - 2022.

L'initiative a surtout facilité la naissance d'une alliance slovène des MNT officielle regroupant toutes les ONG du pays qui travaillent sur les MNT. Les efforts de création du mouvement ont permis à l'initiative de devenir une référence en matière de MNT en Slovénie.

L'initiative a remporté d'importants succès de plaidoyer, notamment autour des politiques sur le tabac et l'alcool et contre la tentative de l'industrie du tabac de bloquer l'adoption des emballages neutres. L'initiative a également réussi à trouver des financements auprès des ministères de la Santé et de l'Éducation et des municipalités où les membres de l'alliance sont actifs.

L'autonomisation et le renforcement des capacités des jeunes, afin qu'ils ne soient plus des récepteurs passifs de connaissances mais qu'ils deviennent des agents actifs du changement de politique en matière de MNT, est un modèle pour des initiatives de sensibilisation, de changement des comportements et de plaidoyer dans tous les domaines.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

L'approche multi-niveaux de l'initiative a été à la fois un obstacle et une opportunité, car l'équipe a dû acquérir de multiples compétences allant des ressources humaines (savoir gérer de grandes équipes de collaborateurs, travailleurs sociaux et militants) à la conception du travail auprès des jeunes (travailler avec des militants et dans les écoles), en passant par la gestion financière (gérer de gros budgets), la science de la prévention (programmes dans les écoles), le marketing social (étudier des approches alternatives pour stimuler le respect des lois), le plaidoyer ou encore l'organisation de campagnes.

L'augmentation du financement a également impliqué une plus grande responsabilité envers les salariés, afin de garantir les salaires, dans le secteur instable des ONG slovènes, étant donné que l'alliance n'accepte pas les financements privés.

Et surtout, l'alliance a découvert le besoin de plaider pour une mesure de l'impact afin d'avoir des programmes de prévention efficaces. L'augmentation du financement public de la prévention a renforcé les appels à une plus grande responsabilisation par le biais d'une programmation performante et efficace.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

L'initiative a un impact direct sur la promotion de mouvements de la société civile des MNT forts et populaires, impliquant des jeunes dans tout le pays. Elle aborde les objectifs de réduction de la consommation d'alcool et de tabac figurant dans le plan national sur les MNT et les cibles 25 x 25 du Plan d'action mondial pour la lutte contre les MNT de l'OMS, et indirectement d'autres habitudes mauvaises pour la santé. En mettant l'accent sur le plaidoyer pour la prévention des MNT, elle s'inscrit également dans l'objectif 3 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.



Jeunes militants formés en campagne à Radenci, Slovénie, 2019

Éduquer les filles et les femmes aux MNT liées à la santé reproductive en Tanzanie

L'Alliance tanzanienne sur les MNT a organisé des séances de sensibilisation aux MNT liées à la santé reproductive à l'intention des collégiennes et des enseignantes de deux établissements scolaires du pays. Des élèves défenseuses ont été formées pour éduquer leurs camarades. En outre, des enseignantes vivant avec des MNT ont partagé leurs expériences afin d'inspirer des modes de vie sains. Les défenseuses ont également œuvré à l'intégration des MNT concernées dans les programmes de santé reproductive du pays.

INITIATIVE

Prévention et plaidoyer à l'intention de collégiennes et de patientes pour améliorer les MNT liées à la santé reproductive en Tanzanie

ALLIANCE

Alliance tanzanienne sur les MNT, une coalition de 12 organisations créée en 2012

 @tancda

PAYS

Dar es Salaam et Arusha, deux des plus grandes villes de Tanzanie

DATE

Novembre 2018 à aujourd'hui

ACTIVITÉ



Principale

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement



Secondaire

Sauver des vies grâce à des politiques et des solutions transformatrices

SYNTHÈSE

Près de 60% de la mortalité maternelle dans le monde se produit en Afrique subsaharienne et l'Afrique dans son ensemble souffre d'un taux de retard de croissance s'élevant à 40% chez les enfants de moins de 5 ans. En parallèle, la mortalité due aux MNT est deux fois plus élevée chez les femmes africaines que dans les pays à revenu élevé. Pourtant, la Tanzanie a accordé peu d'attention à leurs liens et à l'absence de mesures de prévention et de maîtrise des MNT qui en résulte dans ses programmes de santé reproductive. Et ce, en dépit de l'accent mis par le plan de développement de la Tanzanie, Tanzania Development Vision 2025, sur l'accès à des services de santé reproductive de qualité, la réduction de la mortalité infantile et maternelle, l'égalité des genres et l'autonomisation, qui figurent parmi ses principales priorités.

L'Alliance tanzanienne sur les MNT (TANCDA) souhaitait tirer parti de l'importance accordée par le plan à la santé des femmes, pour chercher à intégrer les services liés aux MNT dans les programmes de santé reproductive du pays. L'augmentation du cancer du col de l'utérus chez les jeunes femmes, le besoin de prévenir le diabète et l'hypertension gestationnels et la place centrale qu'occupent les femmes et la santé dans le bien-être familial ont débouché sur une initiative visant à autonomiser les collégiennes et les femmes touchées ou exposées à des risques de MNT liées à la santé reproductive sur l'hygiène de vie, la maternité sans risque, les MNT et la grossesse et la défense de leurs droits.

L'intervention initiale visait environ 1 000 collégiennes dans deux établissements des villes tanzanienne de Dar es Salaam et Arusha. L'initiative devait à l'origine se concentrer sur la création d'un petit groupe de défenseuses qui autonomiseraient d'autres collégiennes, mais elle a finalement modifié son approche, à la demande de la direction des établissements, afin d'éduquer toutes les élèves.

Au départ, les formateurs de la TANCDA ont présenté aux enseignantes et aux élèves les facteurs de risque des MNT, les mesures à prendre pour vivre en bonne santé et avoir une maternité et des bébés sains, les MNT pendant la grossesse et leur prévention grâce à la pratique quotidienne d'exercice et en évitant l'alcool, le tabac et les aliments mauvais pour la santé. L'Association tanzanienne des femmes médecins (MEWATA), une organisation partenaire, a fourni des informations spécifiques sur les MNT liées à la santé reproductive, leurs facteurs de risque et les mesures de prévention.



Je souhaite remercier la TANCDA pour l'initiative d'éducation des enseignantes et des jeunes filles de mon établissement. C'est une excellente initiative pour lutter contre la charge croissante des MNT dans la santé reproductive. Comme dit le dicton, « samaki mkunje angali mbichi » (Si tu veux courber un poisson, fais-le pendant qu'il est frais). Apprendre aux jeunes filles ce que sont les MNT enrichira les générations à venir en leur offrant une vie en bonne santé et favorisera leur bien-être, car ces jeunes filles sont les mères de demain. »

La directrice adjointe, de l'école secondaire de Zanaki, lors de l'assemblée générale annuelle 2019 de la TANCDA

Environ 16 personnes vivant avec des MNT, dont six enseignantes et trois jeunes, ont partagé leur vécu et motivé leurs homologues dans les établissements scolaires cibles. Environ 35 participantes enthousiastes ont également reçu une formation complémentaire et des supports pédagogiques pour devenir pairs-éducatrices en MNT liées à la santé reproductive et, en définitive, œuvrer à l'intégration des MNT dans les programmes de santé reproductive. Les défenseuses formées ont organisé des jeux de rôle sur des thématiques liées aux MNT, ce qui a permis de déterminer les enseignements qu'elles avaient retirés du programme.

Les élèves défenseuses ont eu une nouvelle occasion d'être des pairs-éducatrices dans un autre collège de Dar es Salaam. Elles ont partagé avec leurs pairs leurs connaissances en matière de MNT et réalisé des exercices sur les facteurs de risque qui contribuent aux MNT liées à la santé reproductive. En parallèle, les éducateurs de la TANCDA ont informé les femmes vivant avec des MNT de la manière de mieux gérer leur maladie et de réduire les risques.

Grâce à cette initiative, la TANCDA a développé un modèle permettant aux jeunes filles et aux femmes de devenir pairs-éducatrices sur les MNT liées à la santé reproductive et, en définitive, de travailler pour intégrer les MNT dans une éducation plus vaste à la santé reproductive. Un suivi supplémentaire est en cours auprès des jeunes filles formées pour constater leurs

progrès, leurs difficultés et les possibilités de mise en réseau avec leurs pairs pour diffuser des informations sur les MNT.

L'initiative actuellement financée avec le soutien de l'Alliance danoise sur les MNT, entend être maintenue jusqu'à être intégrée dans les programmes nationaux de MNT et de santé reproductive. À cette fin, la TANCDA a participé à l'élaboration du programme national sur les MNT et a mis l'accent sur l'inclusion du programme de santé scolaire.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

Les associations membres de la TANCDA travaillent sur plusieurs MNT et leurs facteurs de risque. Dans le cadre des programmes scolaires, les membres de l'alliance ont abordé des thématiques relevant de leurs compétences respectives en matière de MNT et de santé reproductive. Certains membres ont également aidé à recruter des enseignantes vivant avec des MNT pour qu'elles partagent leur expérience dans les écoles. De même, l'Alliance tanzanienne des jeunes diabétiques, membre de la TANCDA, a aidé à recruter des jeunes vivant avec des MNT afin d'enrichir le programme.

L'intervention a également été coordonnée avec le ministère de la Santé, du développement communautaire, de l'égalité des genres, des personnes âgées et des enfants (MOHCDGEC) et le Bureau du président pour l'administration régionale et les gouvernements locaux (PO-RALG), chargés de la santé communautaire, pour obtenir les autorisations nécessaires à la mise en œuvre de l'intervention.

INNOVATION

L'initiative était unique en ce qu'elle a mobilisé des enseignantes vivant avec des MNT afin d'attirer l'attention sur les problèmes rencontrés par les jeunes filles et les femmes. Présenter les problèmes par l'intermédiaire de pairs et de personnes du même sexe a permis de les rapprocher des groupes cibles et donc d'améliorer l'accueil et les réactions. Elle a également innové en mobilisant les étudiantes et les enseignantes formées en tant que défenseuses pour qu'elles autonomisent à leur tour d'autres femmes sur les MNT liées à la santé reproductive.

L'alliance a également fait preuve de stratégie en s'appuyant sur l'expérience de l'Association tanzanienne des femmes médecins en matière d'éducation des femmes sur les problèmes de santé reproductive liés au cancer du col de l'utérus et du sein, et à la vaccination contre le VPH.

ÉTUDES DE CAS

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

RÉSULTATS

- 1 000 collégiennes, leurs enseignantes et leurs parents connaîtront mieux les éléments d'une bonne hygiène de vie et la prévention des MNT.
- 25 étudiantes à Dar es Salaam et 15 à Arusha ont rejoint le mouvement en tant que défenseuses, ce qui leur a permis de prendre de l'assurance et d'être en capacité d'être des personnes influentes.
- L'initiative a également permis de mettre en relation des personnes vivant avec des MNT et des experts, d'actualiser leurs connaissances et de renforcer leur confiance dans la gestion de leurs maladies.
- L'autonomisation des collégiennes et des femmes touchées ou risquant de développer des MNT liées à la santé reproductive signifie qu'il y a davantage de défenseuses et d'agents de changement au sein des communautés locales.
- L'interaction avec les différents ministères, directions d'établissements scolaires, jeunes et organisations de santé reproductive a créé un environnement favorable à la poursuite du plaidoyer auprès du gouvernement pour l'intégration des services de MNT dans les programmes de santé reproductive.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

L'initiative a bénéficié d'une excellente collaboration de la part du ministère de la Santé et du PO-RALG, des directrices des établissements scolaires, de l'alliance des jeunes et d'autres parties prenantes qui ont rendu l'intervention possible.

Il existe un risque que l'alliance ne soit pas en mesure de réunir les ressources nécessaires pour appliquer ce modèle à plus grande échelle, en raison du manque de possibilités de financement au niveau national et mondial. L'initiative atténue ce risque grâce à son modèle de chaîne de transmission d'informations, qui permet aux jeunes filles et aux femmes de diffuser les connaissances à leurs pairs dans les écoles, chez elles et au-delà, dans leurs communautés.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Cette initiative d'autonomisation des jeunes filles et des femmes en matière de prévention des MNT ajoute une perspective de genre dans l'action contre les MNT, et est directement liée à l'ODD 3 relatif à la vie en bonne santé et au bien-être, et à l'ODD 4 qui préconise une éducation de qualité, inclusive et équitable, et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous. L'initiative contribue spécifiquement au programme national Development Vision 2025, et participe à la réduction de la mortalité infantile et maternelle et à l'autonomisation des femmes par l'éducation aux MNT liées à la santé reproductive. De façon plus générale, elle s'inscrit dans la Phase IV du Plan stratégique du secteur de la santé (HSSP) de Tanzanie, qui vise à promouvoir les services de santé.

Cette initiative incite les programmes de sensibilisation aux MNT à adopter une approche sexo-spécifique et à concevoir et mettre en œuvre une chaîne de transmission d'informations des bénéficiaires vers la communauté au sens large, pour un impact maximal.



Une élève défenseuse des MNT sensibilise ses camarades dans une école secondaire, septembre 2019

Sensibiliser le grand public et les juristes au procès en responsabilité du fait du tabac au Brésil

Suite au recours en responsabilité du gouvernement brésilien jugeant l'industrie du tabac responsable de ses méfaits sur la santé, ACT Health Promotion, l'alliance nationale sur les MNT, a lancé une campagne présentant le coût sanitaire des dommages causés par le tabac, en impliquant des leaders d'opinion et en mobilisant un large éventail de plateformes pour informer le public et la communauté juridique. Cela crée un précédent majeur en matière de recours judiciaires concernant les MNT dans le pays et la région.

INITIATIVE

campagne **#ContaDoCigarro**

ALLIANCE

ACT Health Promotion, une coalition de 80 organisations créée en 2001



actbr.org.br

PAYS

Brésil

DATE

Mai 2019 à aujourd'hui

ACTIVITÉ



Principale

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive



Secondaire

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

SYNTHÈSE

L'économie brésilienne subit une perte nette annuelle de 10 milliards de \$US qui correspond à la différence entre, d'une part, les factures des traitements liés au tabac, la baisse de productivité et les décès prématurés et, d'autre part, les taxes sur le tabac. Ce phénomène survient alors que les Brésiliens sont confrontés à des restrictions de la couverture sanitaire en raison de contraintes économiques nationales. Il était donc impératif que l'État engage la responsabilité des fabricants de tabac pour les dommages causés au pays par leurs produits.

À cet effet, en 2017, le Bureau du procureur général (BPG) du Brésil a commencé à examiner les preuves, les coûts pour la santé, la jurisprudence internationale et les options nationales pour les recours en responsabilité liés au tabac. Le 20 mai 2019, le BPG intentait un recours en responsabilité contre les grands fabricants de tabac brésiliens et leurs sociétés mères internationales dans l'État de Rio Grande do Sul, en vue d'obtenir des indemnités pour le préjudice subi.

La coalition ACT Health Promotion (ACT), l'alliance brésilienne sur les MNT, avait au préalable recensé les recours en responsabilité intentés contre l'industrie du tabac et organisé des séminaires et des conseils à l'intention des experts en santé et en droit et des magistrats. Le 29 mai 2019, l'alliance a lancé une campagne intitulée «**#ContaDoCigarro**» (le coût de la cigarette) visant à informer le public des coûts du tabagisme et à encourager un débat public sur la raison d'être de l'action en justice. Le slogan de la campagne attirait l'attention sur le fait qu'il était injuste que le public paie pour l'industrie du tabac.

L'alliance a tout d'abord fait appel au Dr Drauzio Varella, un «influenceur» important dans le domaine de la santé, qui compte de nombreux followers sur les réseaux sociaux dans le pays (plus de 1,2 million rien que sur YouTube), pour diriger la campagne. Par le biais de plusieurs médias et réseaux sociaux, le Dr Varella et l'ancien ministre de la Santé, Jose Gomes Temporao, ont publiquement expliqué les raisons de l'action en justice et ont demandé l'avis de l'opinion publique sur la manière de compenser les pertes économiques du pays provoquées par la consommation de tabac. Des vidéos postées sur YouTube¹⁷ et des spots radio réalisés par de grands influenceurs, ainsi que des publications et posters réguliers sur les réseaux sociaux (Facebook et Instagram) ont transmis les messages de la campagne au public. L'initiative a attiré l'attention de la communauté juridique

¹⁷ Les vidéos YouTube sont disponibles ici: https://www.youtube.com/results?search_query=%23ContaDoCigarro



Ce procès est important pour l'ensemble des pays d'Amérique latine. Faire payer à l'industrie du tabac les coûts qu'elle occasionne à la société peut créer un précédent pour les industries qui commercialisent d'autres produits nocifs et changer la donne dans la façon dont le marché fonctionne dans la région. La sensibilisation de l'opinion publique à cette affaire et la mobilisation de la communauté juridique spécialisée sont essentielles pour assurer la viabilité du système brésilien, le plus grand système de santé publique universelle au monde.»

Mme Adriana Carvalho,
Directrice des affaires juridiques d'ACT Health Promotion

du pays en publiant des annonces sur les principaux sites Internet juridiques et des articles d'opinion d'experts dans des revues juridiques, et en envoyant des e-mails collectifs aux listes de diffusion des juristes. En outre, la coalition a rédigé et publié des articles d'opinion dans les journaux et donné régulièrement des interviews aux médias traditionnels dans le cadre du procès.

La campagne a adopté une approche participative en invitant le public de toutes ses plateformes, y compris les personnes vivant avec des MNT et d'autres acteurs sanitaires, à enregistrer et poster une vidéo sur les réseaux sociaux, en utilisant les supports disponibles sur son site Internet¹⁸. Les membres et partenaires d'ACT ont assuré une promotion active de ces activités de sensibilisation communautaire lors de leurs séminaires et conférences, ainsi que sur les réseaux sociaux, et ont enregistré et partagé des témoignages vidéo sur leurs propres réseaux.

Au cours de la première semaine de novembre 2019, la campagne est entrée dans sa deuxième phase avec l'organisation de deux séminaires autour de l'action en justice avec la faculté et les étudiants de deux écoles de droit du Rio Grande do Sul, où se déroule le contentieux. Lorsque l'affaire passera devant le tribunal, l'initiative continuera de la suivre à l'aide de campagnes de communication et en sensibilisant les juristes et les leaders d'opinion.

¹⁸ Site internet de la campagne : www.contadocigarro.org.br

ANALYSE

POUVOIR DE L'ALLIANCE

Cette initiative met en lumière les efforts de la société civile des MNT et du gouvernement pour s'aligner dans l'intérêt général. ACT a présenté des preuves empiriques et des précédents internationaux lors des discussions avec le gouvernement autour de la responsabilité de l'industrie du tabac. Les membres de l'alliance, notamment l'Association médicale brésilienne, ont travaillé avec l'Institut national du cancer (une organisation gouvernementale), afin de publier ensemble des conseils destinés aux praticiens du droit pour aborder les recours liés au tabac.

La participation active des membres d'ACT dans les activités de la campagne lui a donné une grande crédibilité et beaucoup d'écho auprès du public. Grâce au réseau d'experts juridiques en matière de droits de la personne humaine et de la santé, la coalition a pu discuter de l'affaire dans les cercles juridiques ainsi que sur des sites Internet et des plateformes.

INNOVATION

S'il existe des précédents internationaux de recours en responsabilité liés au tabac, il s'agit de la première tentative de ce type en Amérique latine; elle constitue donc un précédent majeur en matière de responsabilisation autour des MNT dans la région. La stratégie est un moyen créatif de promouvoir la justice pour les citoyens, et qui a le potentiel de combler le déficit de ressources en matière de santé publique.

Les stratégies de la campagne reflètent également la créativité dans la mobilisation de l'opinion publique. L'invitation à créer et publier des vidéos à l'aide des supports de la campagne a contribué à créer au sein de l'opinion publique un sentiment de revendication vis-à-vis de l'industrie, tout en indiquant le niveau d'intérêt du public pour cette question.

RÉSULTATS

Grâce à la campagne multi-plateformes, l'initiative a réussi à révéler à l'opinion publique les méfaits provoqués par l'industrie du tabac. L'accent mis par la campagne sur les coûts liés au tabac contribue à réfuter l'argument selon lequel l'industrie du tabac paie suffisamment de taxes.

S'il aboutit, le recours en responsabilité pourrait créer un précédent en matière de recouvrement des coûts pour dommages provoqués par d'autres produits mauvais pour la santé et soulever la question de leur responsabilité au regard des risques de MNT.

ÉTUDES DE CAS

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive

La campagne a suscité une forte mobilisation de l'opinion publique: plus de 5 millions de vues sur les réseaux sociaux; plus de 3 millions de personnes ayant vu la campagne au moins une fois; plus d'1 million de vues de la campagne vidéo et le site Internet de la campagne a enregistré plus de 8 millions de visites.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

La participation bénévole du Dr Drauzio et de l'ancien ministre de la Santé a permis à la campagne de faire des économies et d'avoir ainsi davantage de ressources permettant une diffusion plus large de la campagne. Le spot radio est également diffusé grâce à des partenariats bénévoles. La campagne sur les réseaux sociaux a utilisé une plateforme très influente qui compte environ 13 millions de followers.

Les ressources financières considérables nécessaires à la diffusion de la campagne dans les médias dans un pays de la taille d'un continent ont supposé un vrai défi pour l'initiative. En outre, l'industrie du tabac est habituée à plaider et à fréquemment contester les politiques publiques en matière de MNT devant les tribunaux. Elle fait régulièrement appel des décisions des tribunaux, ce qui peut retarder la progression de l'affaire. Par ailleurs, l'industrie dispose des meilleurs cabinets d'avocats et d'une multitude de juristes, sans oublier les lobbyistes qui ont accès aux tribunaux supérieurs. Cela pourrait signifier un allongement de la procédure qui nécessiterait le maintien de la campagne sur une longue période.



COM A INDÚSTRIA DO CIGARRO, O BRASIL ESTÁ NO PREJUÍZO.

A conta não fecha. Por ano, o país gasta cerca de R\$ 57 bilhões com despesas médicas e de produtividade relacionadas ao cigarro. A indústria do tabaco só paga R\$ 13 bilhões em tributos. Ou seja, um rombo de R\$ 44 bilhões para o sistema de saúde brasileiro.

É uma conta imoral. Porque enquanto a indústria lucra, deixa os prejuízos para a população pagar.

Um prejuízo que não é só financeiro. São 428 mortes por dia relacionadas ao tabagismo. São hospitais, tratamentos, medicamentos, leitos, médicos, enfermeiros, equipamentos que acabam faltando em nosso país.

Chegou a hora de paramos de pagar essa conta. O Estado brasileiro tem que cobrar a indústria do tabaco.

Ajude a mudar essa situação. Participe. Grave um vídeo lendo este texto nas suas redes sociais e compartilhe esta ideia com a tag #ContaDoCigarro

ACT
Promoção da Saúde

[f](#) [t](#) [v](#) [i](#) [a](#) [c](#) [t](#) [a](#) [c](#) [o](#) [c](#) [i](#) [g](#) [a](#) [r](#) [r](#) [o](#) [o](#) [r](#) [g](#) [b](#) [r](#)

Affiche de la campagne de plaidoyer #ContaDoCigarro disant: «Avec l'industrie du tabac, le Brésil est perdu»

RÉDUIRE LES ÉCARTS

La lutte antitabac est l'un des objectifs des plans nationaux de lutte contre les MNT au Brésil et de l'Agenda 2030, qui mentionne spécifiquement les MNT dans la cible 3.4 et le renforcement de la CCLAT de l'OMS dans la cible 3.a. Alors que le Brésil a fait des efforts concertés pour mettre en œuvre des politiques publiques conformes à la convention, l'action en justice au cœur de cette initiative est un effort pour en mettre en œuvre l'article 19 qui réclame des mesures pour traiter de la responsabilité pénale et civile des fabricants de tabac.

L'Agenda 2030 préconise également la mise en place de moyens novateurs pour financer les ODD. Le soutien de cette campagne au recours en responsabilité contre l'industrie est un moyen novateur de chercher des ressources qui peuvent être utilisées pour les politiques et programmes en matière de MNT et la mise en œuvre des ODD. Les ressources tirées du recouvrement des coûts peuvent également servir à garantir l'accès du public à des services de MNT et à d'autres services de santé. Les ressources potentielles tirées du recouvrement des coûts sont destinées au Fonds national de santé qui finance le système sanitaire national et peut combler le manque de ressources financières pour améliorer l'action sur les facteurs de risque des MNT.

Cette action en justice pourrait créer un précédent dans le recouvrement des coûts des externalités provoquées par les produits nocifs liés aux MNT de manière plus générale, et donc avoir un effet restrictif sur d'autres industries de produits mauvais pour la santé liés à d'autres facteurs de risque des MNT, tout en pesant sur la manière dont l'opinion publique et les décideurs perçoivent ces grandes compagnies.



Professionnels de santé en campagne à Rio de Janeiro



Construire un cadre de responsabilisation pour les politiques sur l'obésité infantile dans les Caraïbes

La Healthy Caribbean Coalition (Coalition Caraïbes en bonne santé) a élaboré un cadre de responsabilisation destiné à suivre et promouvoir les progrès enregistrés par les gouvernements dans leurs engagements à lutter contre l'obésité infantile dans la région. Une plateforme de suivi des politiques en ligne assortie d'une fiche de prévention, la formation des OSC, la participation du public aux initiatives de responsabilisation, l'accompagnement technique de la gestion des conflits d'intérêts et un plaidoyer de haut niveau constituent l'essence même de cette initiative. Elle a donné naissance à une initiative unique de responsabilisation de la société civile qui sert aux décideurs à évaluer les politiques en matière de MNT et d'obésité dans les Caraïbes.

INITIATIVE

Cadre de responsabilisation de la société civile pour les politiques de prévention de l'obésité infantile dans les Caraïbes

ALLIANCE

Healthy Caribbean Coalition (HCC), une coalition régionale de plus de 100 organisations de la région des Caraïbes créée en 2008



healthycaribbean.org

PAYS

Communauté des Caraïbes (CARICOM)

DATE

Octobre 2017 - 2021

ACTIVITÉ



Principale

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive



Secondaire

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

SYNTHÈSE

Face à la prévalence croissante de l'obésité infantile dans la région, le plan d'action 2017 - 2021 de la HCC pour la société civile repose sur plusieurs meilleurs choix de l'OMS et cherche à taxer les boissons sucrées (BS), en interdire la vente et la commercialisation dans les écoles et rendre obligatoire l'étiquetage sur le devant des emballages. Au plan politique, plusieurs chefs de gouvernement et ministres de la Santé de la région ont publiquement admis l'existence de cette crise et se sont engagés à agir.

Profitant de cet élan politique et de son plan stratégique, la HCC a élaboré un *Cadre de responsabilisation pour la prévention de l'obésité infantile dans les Caraïbes* articulé autour de cinq piliers¹⁹.

1. Recenser les engagements politiques régionaux et nationaux

Une base de données en ligne permet un enregistrement et un suivi trimestriel des progrès réalisés dans le cadre des engagements pris par les décideurs politiques de haut niveau. Une fiche de prévention de l'obésité infantile (COPS)²⁰, élaborée en consultation avec les parties prenantes de la HCC, fournit un aperçu mensuel des politiques émergentes.

2. Développement des capacités des OSC membres de la HCC et des jeunes

Le personnel de base et les experts de la HCC organisent des webinaires et des réunions régionales pour améliorer la sensibilisation politique, les compétences en matière de plaidoyer et la capacité à s'impliquer dans la plateforme COPS.

3. Mobiliser le public autour d'initiatives de responsabilisation

La campagne « *Too Much Junk* » (trop de cochonneries)²¹ impliquant des militants, les réseaux sociaux et des OSC nationales, a permis aux citoyens de 24 pays de la CARICOM de signer une pétition en ligne intitulée *Call to Action* adressée aux chefs de gouvernement, afin qu'ils adoptent des politiques nutritionnelles efficaces pouvant réduire l'obésité infantile. De même, la plateforme en ligne *My Healthy*

19 Le Cadre de responsabilisation pour la prévention de l'obésité infantile dans les Caraïbes est disponible ici : <https://www.healthycaribbean.org/wp-content/uploads/2019/12/HCC-CSO-Accountability-Framework-for-COP.pdf>

20 La « Fiche de prévention de l'obésité infantile » est disponible ici : <https://www.healthycaribbean.org/wp-content/uploads/2019/12/COPS-Grid-December-2019-WEB.pdf>

21 Le site Internet de la campagne « *Too Much Junk* » peut être consulté ici : <https://www.toomuchjunk.org/>

*Caribbean Schools (MHCS - Mes écoles caribéennes en bonne santé)*²² permet au public de surveiller et de confirmer la mise en œuvre de réglementations nationales ou d'établissement en matière de nutrition dans les écoles, pour un suivi par les ministères concernés.

4. Orientations sur les conflits d'intérêts (Cdl) et l'ingérence des industries

Après un recensement des pratiques de l'industrie des aliments et des boissons, un exercice de suivi détermine les ingérences de l'industrie dans l'élaboration des politiques de santé publique, les conflits d'intérêts et le marketing ciblant les enfants. Ces ingérences sont contrées par des actions nationales de plaidoyer et sur les réseaux sociaux, et rapidement diffusées dans une newsletter.

5. Plaidoyer de haut niveau pour la responsabilisation des décideurs

Outre des courriers adressés directement aux chefs de gouvernement, la HCC a lancé un *Appel de la société civile pour une action urgente* à l'intention des chefs de gouvernement des Caraïbes afin d'accélérer les politiques de nutrition permettant d'offrir aux enfants des Caraïbes des environnements sains.

Le plan stratégique pour les deux prochaines années permettra de mettre à jour les outils de responsabilisation, de former le secteur public et les OSC sur les conflits d'intérêts et de continuer à recenser et à contrer les ingérences de l'industrie.



Grâce à cette initiative, la HCC a mis en évidence le besoin d'une reddition des comptes de la part des gouvernements de la région quant aux engagements qu'ils ont pris dans la lutte contre l'obésité infantile dans les Caraïbes, ainsi que la nécessité de reconnaître et de gérer les conflits d'intérêts dans l'approche multisectorielle de la nutrition. Les résultats obtenus à ce jour ont clairement démontré le rôle prépondérant de la société civile pour veiller à ce que les décideurs politiques soient tenus de respecter les normes de responsabilité les plus élevées à cet égard.»

Sir Trevor Hassell,
Président de la Healthy Caribbean Coalition

²² La plateforme en ligne « My Healthy Caribbean Schools » peut être consultée ici : <https://www.healthycaribbean.org/cop/rate-my-school.php>

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

Les plateformes de responsabilisation incitent les membres de la société civile de la HCC, les technocrates et les décideurs politiques des pays à partager les renseignements locaux, vérifier les informations et lancer un suivi des politiques en matière de nutrition. Cela a conduit les gouvernements à utiliser la plateforme COPS pour trouver des exemples régionaux et mondiaux de politiques et des exemples de conflits d'intérêts/ingérence grâce au suivi des ingérences réalisé par la HCC pour guider l'élaboration des politiques. Un ministère de la Santé se sert même de la plateforme MHSC comme outil de suivi et d'évaluation pour son travail.

Les plateformes de responsabilisation ont mis à profit les grands partenariats internationaux en matière de MNT : partenariat OMS/OPS autour des travaux sur les conflits d'intérêts et du développement de la COPS et de la plateforme en ligne MHCS ; développement des capacités de benchmarking de la HCC grâce à un partenariat avec la base de données NOURISHING et le projet CO-CREATE du Fonds mondial de recherche contre le cancer. La NCDA a participé à l'élaboration du plan stratégique et au suivi continu via la plateforme COPS ; la Banque de développement des Caraïbes a participé au développement des capacités des OSC dans le cadre de la COPS. L'Agence de santé publique des Caraïbes (CARPHA), le Bureau de santé du secrétariat de la CARICOM et les partenaires du secteur public, dont les centres de liaison MNT, sont au cœur du succès de cette initiative de responsabilisation.

INNOVATION

Il s'agit de la toute première initiative de responsabilisation par la société civile concernant les MNT et la santé dans les Caraïbes. En outre, aucune autre étude des conflits d'intérêts dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques en matière de MNT n'a été réalisée, ni aucun autre recensement des ingérences du secteur industriel dans les politiques de santé publique de la région.

L'initiative a également fait preuve d'innovation en consultant plusieurs parties prenantes lors de sa conception et de sa mise en œuvre, ce qui a suscité un sentiment d'appartenance et d'adhésion et ainsi accru l'utilité des différentes plateformes. La HCC a su stratégiquement réunir, lors de ses réunions régionales, des interlocuteurs ayant des contacts et des renseignements politiques. Cette initiative s'est caractérisée par l'établissement de relations avec les principaux acteurs et responsables politiques, tels que la CARICOM et les gouvernements nationaux, et la collaboration avec des spécialistes régionaux et mondiaux des MNT dans le domaine de l'évaluation comparative pour la prévention de l'obésité infantile et des conflits d'intérêts

RÉSULTATS

- Accès accru aux informations de la plateforme COPS, avec plus de 4 200 vues depuis son lancement en juin 2018.
- Mobilisation accrue des OSC dans le soutien aux campagnes sur les réseaux sociaux, le plaidoyer de haut niveau auprès des décideurs politiques et l'utilisation de différents outils de suivi.
- Mobilisation de l'opinion publique autour des initiatives de responsabilisation, avec 659 évaluations publiques d'écoles sur la plateforme MHCS.
- Capacité accrue de la HCC à demander efficacement des comptes aux gouvernements et aux institutions publiques quant à leurs engagements politiques lors de la COP.
- Plus grande sensibilisation des groupes cibles de la HCC (OSC, secteur public et secteur privé) autour de stratégies d'identification et de gestion des conflits d'intérêts dans les Caraïbes.
- En 2018, les ministres de la Santé de la CARICOM ont approuvé de manière informelle la plateforme COPS lors de la 71^{ème} Assemblée mondiale de la Santé.

L'initiative a eu des répercussions majeures :

- La HCC a été invitée à participer en tant qu'observateur aux réunions de la CARICOM (dont celles des ministres de la Santé).
- Des victoires politiques de la conférence régionale des parties, notamment grâce au plaidoyer de la société civile des MNT en matière de responsabilisation, dont : les interdictions ou les restrictions des boissons sucrées dans les écoles, l'adoption imminente de taxes sur les boissons sucrées et la promotion d'une éventuelle norme régionale sur l'étiquetage obligatoire sur le devant des emballages alimentaires.

L'initiative sera évaluée fin 2021 dans le cadre de l'évaluation du plan stratégique.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

Faible capacité de responsabilisation des OSC: La capacité limitée de la société civile des MNT en matière de responsabilisation technique et financière est encore amoindrie dans les petites communautés insulaires par la crainte de compromettre ses relations personnelles et professionnelles, ce qui aurait des conséquences sociales ou économiques imprévues, si on demande des comptes aux gouvernements ou si on surveille l'ingérence de l'industrie et les conflits d'intérêts. Le développement ciblé des capacités a permis de cultiver cette compétence chez certaines organisations, mais il est souhaitable que les appels régionaux lancés par la HCC en matière de responsabilisation reçoivent un soutien national plus important.

Faible pratique de la responsabilisation publique: Il a été difficile de mobiliser la communauté en général autour de la plateforme MHCS, peut-être pour des motifs d'ordre culturel et en raison de ressources limitées.

Responsabilisation du secteur public pour l'action: Quelques victoires politiques ont été remportées, mais le travail de responsabilisation effectué jusqu'à présent a été mineur et influencé par le cadre local. Faute d'algorithmes clairs permettant d'identifier et de gérer les conflits d'intérêts dans le secteur public, les conflits perçus ou réels sont difficiles à résoudre.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

L'initiative soutient les cibles et les plans nationaux, régionaux et internationaux en matière de MNT, d'obésité et de nutrition, y compris les meilleurs choix et interventions recommandés par l'OMS en matière de MNT. Au plan national, 4 pays de la CARICOM sur 20 disposent de plans nationaux de lutte contre l'obésité, assortis d'objectifs en matière d'obésité et de nutrition. Cette initiative a permis d'encourager les défenseurs dans les pays à militer en faveur de plans nationaux de prévention de l'obésité et de lutte contre les MNT, là où les plans de lutte contre l'obésité sont absents, afin de s'assurer que les messages autour de la responsabilisation comprennent des cibles nationales pertinentes. Au plan régional, l'initiative s'est bien inscrite dans le *Plan d'action de la CARPHA pour promouvoir un poids sain dans les Caraïbes: prévention et maîtrise de l'obésité infantile 2014-2019*, et dans le *Plan d'action 2014 de l'OPS pour la prévention de l'obésité chez l'enfant et l'adolescent* pour traiter le problème dans la région des Amériques. Au plan mondial, l'initiative contribue à faire progresser le Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les MNT 2013 - 2020 et le Cadre mondial de suivi pour les maladies non transmissibles; les recommandations figurant dans le Rapport 2016 de la Commission de l'OMS sur les moyens de mettre fin à l'obésité de l'enfant; les Cibles mondiales de nutrition 2025 de l'OMS; la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025); et l'Objectif de développement durable 3.4.

Cette initiative de responsabilisation sur l'obésité infantile contient des stratégies, activités et leçons applicables à la responsabilisation des gouvernements quant à leurs engagements sur d'autres facteurs de risque et de façon plus générale, sur les MNT.



Des étudiants évaluent leurs écoles dans le cadre de l'initiative *My Healthy Caribbean Schools* à la Barbade

Obtenir des engagements liés aux MNT de la part des candidats aux élections Mexicaines de 2018

Profitant de l'organisation simultanée d'élections nationales et municipales à Mexico en juillet 2018, la Coalition México Salud-Hable a lancé une campagne pour attirer l'attention sur les MNT et demander aux candidats de respecter les engagements en matière de MNT inscrits dans leurs programmes électoraux. La coalition a d'une part mobilisé l'intérêt de l'opinion publique grâce à une plateforme en ligne et médiatisé les positions des candidats en matière de MNT. D'autre part, elle a soumis aux candidats un programme d'action de la société civile à intégrer dans leurs programmes électoraux. Cette campagne a permis d'accroître la visibilité publique et politique des MNT, et son impact sur la prévention et la maîtrise de ces maladies a été reconnu par les Nations Unies.

INITIATIVE

campagne *#VotoSaludable*
(*#VotezPourLaSanté*)

ALLIANCE

Coalición México Salud-Hable (Coalition Mexico Salud-Hable, MSHC), un réseau de plus de 50 organisations créé en 2012

 mexicosaludhable.org

PAYS

Mexique et la ville de Mexico

DATE

Décembre 2017 à aujourd'hui

ACTIVITÉ



Principale

Accroître la responsabilisation grâce à une gouvernance transformatrice et inclusive



Secondaire

Susciter la demande à travers des mouvements sociaux transformateurs et des voix de changement

SYNTHÈSE

À l'approche des élections présidentielles nationales et de la course à la mairie de Mexico en juillet 2018, les MNT n'étaient pas visibles dans le discours public et les programmes électoraux des candidats. La Coalition Mexico Salud-Hable (CMSH) a profité de la campagne électorale pour attirer l'attention politique sur les MNT avec une double stratégie visant les électeurs et les candidats.

La campagne publique *#VotoSaludable* (un vote pour la santé) visait à susciter l'intérêt des électeurs pour les MNT et à les aider à tenir compte des positions des candidats sur ces maladies, pour voter en connaissance de cause. En avril 2018, *#VotoSaludable*, une plateforme en ligne comprenant un site Internet²³, une page Facebook, un compte Twitter et une chaîne YouTube, a été lancée lors d'un événement très médiatisé.

Les premiers messages sur les réseaux sociaux contenaient une accroche pour attirer le public sur les plateformes. Des messages plus ciblés sur l'action, reprenant l'essentiel sur les MNT, des questions politiques et des revendications, à l'aide d'infographies attrayantes, ont ensuite été envoyés. En outre, la plateforme en ligne a encouragé les électeurs à participer, grâce à des boutons permettant d'envoyer des tweets préétablis aux candidats pour obtenir des éclaircissements quant à leur programme en matière de santé et de MNT, ainsi que des appels au soutien public de revendications politiques en matière de MNT. Des publications payées sur les réseaux sociaux sont venues renforcer les efforts.

En parallèle, la CMSH a appelé les candidats à annoncer leurs propositions en matière de MNT. Elle a contrôlé, vérifié et publié les déclarations et les programmes électoraux de tous les candidats sur le site Internet, afin d'informer les citoyens des positions des candidats en matière de MNT.

Entre-temps, la coalition a décidé de publier son propre programme d'action sur les MNT, afin d'alimenter et de peser sur les positions des candidats. En 2018, son secrétariat a organisé trois consultations avec des membres, des personnes vivant avec des MNT et des organisations de jeunes, sur une période de 4 mois. Elle a donné la priorité aux recommandations contribuant à la réalisation des ODD liés aux MNT et à celles appelant à éviter les conflits d'intérêts avec les industries des produits mauvais pour la santé.

²³ Le site Internet de la campagne *#VotoSaludable* peut être consulté ici : <http://mexicosaludhable.org/votosaludable/>



Nous avons demandé et nous demandons aux candidats de prendre l'engagement suivant: promouvoir des actions visant à empêcher les maladies non transmissibles et déclarer qu'ils n'ont aucun conflit d'intérêts avec les industries du tabac, des boissons sucrées, des aliments ultra-transformés et de l'alcool.»

Miguel Angel Toscano
de *Refleacciona A.C.*, membre de la *Coalition Mexico Salud-Hable*

L'«*Agenda Saludable*» (Agenda Santé) qui en est issu a été rendu public lors d'un événement médiatique organisé en avril 2018. La CSMH en a distribué des exemplaires papier dans les bureaux de campagne des candidats, qu'elle a cherché à rencontrer. Une forte campagne sur les réseaux sociaux a permis d'annoncer publiquement quels candidats avaient été contactés, de les taguer à chaque revendication politique en matière de MNT, et d'exiger l'inclusion de la prévention de ces maladies dans leurs programmes électoraux. À la suite de la campagne sur les réseaux sociaux dont les membres de la coalition et leurs alliés ont habilement fait la promotion, l'Institut électoral national, chargé du processus électoral et de l'organisation des débats présidentiels, a pour la première fois inscrit la santé sur la liste des sujets du dernier de ces débats, une victoire importante pour la coalition.

La promotion de l'Agenda Santé reste une priorité pour la coalition. Dans le cadre de ses efforts continus de responsabilisation, la CSMH a décidé de procéder à un examen à mi-parcours de la nouvelle administration élue pour un mandat allant de 2018 à 2024, afin de déterminer si et comment les candidats élus qui s'étaient engagés à mettre en œuvre l'Agenda de la coalition ont respecté leurs engagements, participant ainsi aux efforts de responsabilisation entrepris par la société civile. Elle entend en outre analyser et médiatiser les manières d'améliorer la mise en œuvre de ces engagements.

ANALYSE

POUVOIR DES ALLIANCES

Les membres de la coalition ont activement participé à l'élaboration de l'Agenda Santé et de la campagne sur les réseaux sociaux dans le cadre de leurs efforts de responsabilisation. Tandis que les organisations coordinatrices de la coalition développaient et géraient la plateforme en ligne, les membres se sont exprimés lors de l'événement de lancement et ont assuré la promotion de la campagne.

Bien qu'ils ne fassent pas partie de la campagne autour de l'élection, l'initiative a pu compter sur l'expertise et la crédibilité de l'Institut Belisario Domínguez du Congrès mexicain et de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), qui ont organisé un premier forum de discussion sur la santé et le bien-être dans le cadre des ODD, forum qui a débouché sur l'Agenda Santé, début 2018.

L'initiative a également pu compter sur le soutien du Programme Accelerator de l'Institut du plaidoyer de la NCDA pour le développement du site Internet, la conception de supports pour les réseaux sociaux, y compris des contenus payants, et le lancement de la plateforme en ligne.

INNOVATION

La coalition a innové en remplaçant les forums de discussion habituels organisés avec les candidats lors de l'élection 2012, par une campagne numérique. Cette approche lui a permis de moins dépendre de la participation des candidats aux forums, tout en favorisant une mobilisation et une diffusion directe de ses messages au public et aux candidats.

Le microsite *#VotoSaludable* a constitué une plateforme numérique unique exclusivement consacrée au contrôle et au suivi des propositions des candidats à propos des MNT, une stratégie relativement nouvelle dans la riposte mondiale aux MNT. La campagne en ligne a adopté une approche participative par le biais d'appels à l'action sur sa plateforme dédiée, tout en exposant les attentes vis à vis des futurs responsables publics.

L'initiative a utilisé des hashtags Twitter de manière créative afin d'attirer l'attention de l'opinion publique et des politiques. Ainsi, elle a tweeté le hashtag *#DebateNEsalud* (débatte en santé), inspiré du hashtag officiel du troisième débat présidentiel (*#DebateNE*). Grâce à des liens vers le site de la campagne, l'initiative a pu générer davantage de visites sur le site de l'Agenda Santé et faire de l'initiative une référence en matière de prévention des MNT. L'Agenda Santé était lui-même unique en ce qu'il incluait un appel à éviter les partenariats conflictuels entre le gouvernement et les industries des produits mauvais pour la santé.

RÉSULTATS

L'impact et les résultats de l'initiative ont été mesurés à différents stades de la campagne.

- 38 représentants des médias ont assisté au lancement de la campagne et publié 68 reportages dans les médias d'information et les médias numériques, y compris les principaux sites d'actualités numériques nationaux. Cela a alors permis à la CSMH de calculer le rayonnement potentiel des sites d'actualités et la nature de leurs reportages.
- La mise à jour et les posts constants ont provoqué une augmentation du nombre de visites du site Internet de la campagne, allant jusqu'à 200 - 450 les jours de campagne active sur les réseaux sociaux.
- Social TIC, une organisation spécialisée dans la technologie au service du changement social, a dit de la campagne en ligne qu'elle était « *l'un des projets à connaître avant de voter* » et « *un outil pour un vote éclairé sur les problématiques sociales* », reconnaissant l'impartialité et l'utilité des informations de la campagne.
- L'inclusion de la santé et des MNT dans le dernier débat présidentiel a permis de mieux positionner la campagne et la coalition dans le discours électoral, créant ainsi un cadre favorable à la poursuite des discussions politiques sur les MNT avec les représentants élus.
- La campagne a été reconnue au niveau international, et la Coalition a reçu le prix 2019 de l'Équipe spéciale inter organisations des Nations Unies sur les MNT, en reconnaissance de la contribution exceptionnelle de la campagne à l'action multisectorielle en matière de lutte contre les MNT et d'ODD liés à ces maladies.

OBSTACLES, ÉLÉMENTS HABILITANTS ET ENSEIGNEMENTS

La campagne a eu des difficultés à présenter l'Agenda Santé à certains candidats qui n'étaient pas disposés à accepter une rencontre. Ensuite, l'équipe de la campagne a dû s'assurer de la fiabilité des informations figurant sur le site de la campagne à propos des positions des candidats au sujet des MNT. Le processus de vérification en amont auprès de nombreuses sources a pris beaucoup de temps et a souvent retardé les mises à jour. Enfin, les invitations et les cartes promotionnelles sur les plateformes des réseaux sociaux ont stimulé les visites du site Internet de la campagne.

RÉDUIRE LES ÉCARTS

L'Agenda Santé défendu et diffusé par le biais de la plateforme #VotoSaludable a été présenté aux candidats comme un document clé à inclure dans leurs propositions en matière de santé. Cette agenda est fortement influencé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et a donc permis d'en assurer la promotion et de le placer sur les agendas publics et politiques. En outre, l'examen final de l'agenda par les membres de la CSMH et les personnes vivant avec des MNT, a permis d'ajouter des propositions spécifiques au pays et au contexte, et ainsi d'en améliorer la valeur pour les candidats.

Cette campagne numérique destinée à tirer parti des cycles électoraux constitue un modèle utilisable pour faire connaître n'importe quelle problématique liée aux MNT aux électeurs et aux candidats, et ainsi mobiliser un soutien aussi bien public que politique.



Site de campagne présentant les candidats à l'élection présidentielle mexicaine et leurs propositions en matière de santé



Website: www.ncdalliance.org Twitter: [@ncdalliance](https://twitter.com/ncdalliance) E-mail: info@ncdalliance.org